

- ▶ DOSSIER: RÉVOLUTION
- ▶ LUTTES : GUADELOUPE, SAGES-FEMMES
- ▶ PÊCHE ET BREXIT

Il nous faut reparler de révolution



pour affronter les temps qui viennent

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une commission-journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-es intéressé-es au même titre que les militant-es OCL de la ville en question et que des représentant-es des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non, d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-es. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisa-

teur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.), et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après. Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Egrégore - BP 81213 - 51058 Reims cedex**, afin de pouvoir vous y rendre.

SOMMAIRE



EDITO ►PAGE 3

LUTTES

- PAGES 4/5 Mouvement en Guadeloupe
- PAGES 6/7 Grève des sages femmes
- PAGES 8/10 Logements pays basque

INSUBORDINATION SALARIALE

►PAGE 11

DOSSIER

- PAGES 12/14 Révolution par les temps qui viennent
- PAGES 14/15 Reparer de révolution, sans reparler du travail ?

ANALYSE

- PAGES 16/17 CR réu de paris sur les classes moyennes

BIG BROTHER

►PAGES 18/19

UNE LECTURE PLUS QUE RECOMMANDEE !

►PAGE 20

ANALYSE

- PAGES 21/23 Angry Workers

NOTRE HISTOIRE

- PAGES 24/25 Livre et film « De cendres et de braises »

ECONOMIE EN BREVES

►PAGE 26

PECHE

- PAGES 27/28 Pêche et Brexit + Revue des revues

NOTE DELECTURE

►PAGE 29

SANS FRONTIERE

►PAGES 30/31

REVUE DES REVUES + LIRE ET SOUTENIR

►PAGE 32

INTERNATIONAL

- PAGES 33/36 Mali

POUR S'ABONNER

ABONNEMENT 1 AN

- ☐ 10 numéros 30 euros
- ☐ Tarifs réduits (pour les fauchés) 18 euros
- ☐ En soutien + de 30 euros
- ☐ A l'essai (3 numéros) 5 euros
- ☐ Un numéros sur demande **GRATUIT**

Abonnemnt à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"
OCL égrégore, BP 81213 - 51058 Reims cedex

Ou payer par internet sur notre site

Ce numéro a été préparé à Boulogne-sur-mer

La maquette à Moulins

La commission journal du numéro de mars aura lieu les 22/23 janvier à Toulouse

CONTACTER LOCALEMENT

l'Organisation Communiste Libertaire

ALSACE

oclstrasbourg@gmail.com

AUVERGNE

ocl-moulins@orange.fr

BRETAGNE

oclnantes@free.fr

CHAMPAGNE-ARDENNES

OCL c/o egrégore BP 81213
51058 Reims cedex
lechatnoir@clubinternet.fr

ÎLE DE FRANCE

oclidf@riseup.net

LIMOUSIN

ocl.limoges@laposte.net

MIDI-PYRENNES

OCL c/o canal sud,
40 rue Alfred Dumeril,
31400 Toulouse
ocltoulouse@sfr.fr

NORD

● Boulogne : OCLB c/o La mouette enragée, BP 403
62206 Boulogne s/Mer cedex
lamouette.enragee@wanadoo.fr
● Lille : oclille@gmail.com

NORMANDIE

ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE

ocl-eh@orange.fr

POITOU-CHARENTES

● ocl-poitou@Orange.fr
● oclcognac@ymail.com

RHÔNE-ALPES

● Lyon : "courant alternatif"
c/o Maison de l'écologie
4 rue Bodin 69001 Lyon
ocl-lyon@laposte.fr
● Valence :
ocl-valence@riseup.net

CONTACTS

Figeac, passer par
oclibertaire@hotmail.com

CORRESPONDANCE

OCL c/o Egrégore
BP 81213 - 51058 Reims cedex
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'information, visitez notre site

<http://www.oclibertaire.lautre.net/>

COURANT ALTERNATIF
n°316 - janvier 2022

Mensuel anarchiste-communiste
COM. PAR. 0625 G 86750

Pour les seules obligations légales
DIR. PUBLICATION
Nathalie Federico
Imprimerie des moissons, Reims
Imprimé sur papier recyclé
Mise en page avec Scribus



En ce début poussif de campagne pour une élection présidentielle, les tenants du pouvoir comme de ses aspirants rivalisent entre-eux dans les écuries partidaires. C'est dans un contexte de confusion et d'atonie politique que la bourgeoisie des appareils politiques lance son appel quinquennal.

On sait que la droite a finalement tenu sa primaire d'où est sortie Péresse. Bon. Au programme, droite dure : fin des 35 heures ; retraite à 65 ans avec pension ad hoc ; dégressivité des allocations chômage après six mois ; lutte offensive contre l'immigration ; mesures sécuritaires et répressives lancement de 6 EPR Bref : la mise au pas traditionnelle...

À gauche, il est probable que cette fois le ridicule tue. Anne Hidalgo, appuyée par 1500 élus demande une « *primaire ouverte, citoyenne et populaire, pour redonner l'envie, recréer de l'espoir et désigner la candidate ou le candidat qui fera gagner la République sociale et écologique en 2022.* » Jadot et Mélenchon, respectivement crédités de 8 et 7% d'intention de vote se disputent le titre. Roussel aussi fait cavalier (très) seul. Montebourg, résigné accepte de se ranger derrière un-e quelconque malheureux élu-e. Et puis, l'effacé Lacroix (PRG) qui désespère... quand, coup de théâtre : Taubira entre en scène. On ne sait encore rien d'autre sinon qu'elle incarne elle aussi un recours sans candidature. On est en plein vaudeville.

La question est de savoir quels sont les achoppements politiques de fond...

Tous aspirent à une union de la gauche qui serait un but en soi plutôt qu'un outil pour l'exercice partagé du pouvoir. Il est vrai que la victoire de Mitterrand, candidat puis vainqueur unique, il y a quarante ans a refroidi les camarades. La destruction presque totale des partis qui pouvaient encore faire sens auprès du « peuple de gauche » est le résultat de l'abandon des aspirations de la classe ouvrière, laquelle se réfugiera dans l'alternative historique de l'extrême droite ou l'abstention ; on attendait Jospin... Enfin, la droitisation de survie et le raccord éperdu à l'écologie, sur des bases de solutions technologiques et de civisme plaqué, ne font guère de doutes de l'alignement de la gauche sur la doxa capitaliste.

Macron, lui, attend le moment où il pour-

ra faire officiellement campagne avec les fonds de son parti et se présenter, selon ce qui devient une tradition, comme le rempart à l'extrême droite incarnée médiatiquement par Zemmour. En attendant, il fait la tournée des lucratives dictatures amies.

De toute façon la désaffection pour les urnes est manifestement consommée. Ce mois de janvier 2022, la troisième des années Covid, c'est à nouveau le décompte des victimes de la pandémie qui rythme le quotidien. Et l'hôpital de campagne de l'État de nous décliner les mesures « socio-sanitaires » à fleuret moucheté en termes d'interdiction et d'obligation, de menaces sérieuses et d'espoirs ténus, de contrôles et de coercitions patentes.

Cette pesanteur atteint toutes les sphères de nos vies. Le premier espace de l'offensive de la classe dominante est celui du travail, là où devraient d'abord se jouer les rapports de force. Précisons bien : travail. Car c'est en terme d'emploi, ou de son absence, ou de l'absence de « recherche sérieuse » que cette question est toujours abordée, définie, chiffrée par l'État qui gère les stocks de main d'œuvre pour le patronat. La machine à soumettre est donc remise en marche avec le durcissement des conditions d'accès à l'indemnisation et l'augmentation des contrôles des chômeurs de 25 % dans les six prochains mois. Il s'agit de compenser partiellement le généreux *sans-compter*... qui a surtout bénéficié aux entreprises.

Le prolétariat est soumis à un devoir d'employabilité correspondant aux choix du capital. Ni plus, ni moins, du début à la fin.

On le sait, à l'échelon national comme à l'échelon mondial le capital est loin de s'effondrer et ses bases conceptuelles et idéologiques capital/travail sont intactes. En France, le CAC 40 aura versé au moins 37 milliards de dividendes pendant la crise et un quart du CAC 40 a versé plus de dividendes qu'il n'a fait de bénéfices depuis 10 ans ; à l'international, 32 multinationales engrangeront cette année une hausse 110 milliards de dollars de bénéfices.

Le capital a fait relayer par les États l'idée que crise sociale découlait de la crise sanitaire. Les conséquences en ont été un renforcement des conditions de travail pour des un-e-s, la privation d'emploi pour les autres.

Parmi les salarié-e-s au taf, le surcoût en « investissement » dans l'entreprise, publique ou privée, a été particulièrement élevé. Et après avoir été loué-e-s, honoré-e-s, quasi-décoré-e-s, les premières lignes se mettent en grève. C'est ainsi le cas des personnels de la grande distribution comme Auchan ou Carrefour ; des pompiers ; des personnels hospitaliers ; les AESH et les aides à domicile ; des employé-e-s des magasins Leroy Merlin. Et puis la grève des cheminots...

Paradoxalement, plusieurs secteurs en France seraient confrontés à la menace d'une pénurie de main-d'œuvre en ce moment : l'hôtellerie et la restauration, les transports routiers, le bâtiment, l'industrie, l'aide à domicile... Mais où sont les gens qui marnaient dans ces secteurs avant la pandémie et qu'on ne retrouve pas ? D'aucuns cherchent l'explication dans la reconversion, l'auto-entrepreneuriat ; la crise aurait décidé les plus bravaches à sauter le pas. Ou, fatigués et sans espoir de rebosser, pris leur retraite, fût-elle maigre.

Les prolétaires ne comptent plus sur le système capitaliste sur fond de démocratie parlementaire pour vivre dans l'idéal caduc d'une ascension sociale ; le sentiment que les professions de foi des « professionnels » à prendre nos vies en main sont vaines est enraciné. En revanche deux siècles de domestication par le capital, puis l'érosion de la conscience de classe, pèsent sur la capacité à entrevoir une autre définition sociale et politique des modes de production, de distribution, de consommation. La standardisation des rapports sociaux accolée à l'éloignement des individus a renforcé la sensation d'isolement social et les mesures politiques et sanitaires liées à la pandémie l'ont concrétisée. Il faut rompre l'isolement. L'isolement est une extrapolation de la société de classe et aboutit à la désagrégation de la conscience de classe. Il fragilise et pousse au renoncement. La distanciation sociale, elle est là, dans la perte de vue de nos intérêts communs.

Il ne s'agit pas de changer de gouvernement ou de réinstaurer quelque régime qui dégagerait une élite garante du bonheur de toutes et tous. On ne peut se contenter non plus d'un vague citoyennisme, qui nous inscrit sous une forme présentable et vertueuse dans le processus capitaliste.

Le contexte pousse la classe dominée à réagir et des luttes offensives ont payé. Il est temps de faire une pause, de redéfinir les enjeux sociaux, de penser en soi et ensemble, de parler et d'agir, de casser les moules qui nous enserrant. Penser et construire le communisme. Maintenant.

Boulogne sur Mer Le 20 décembre 2020

Guadeloupe 1967

S'il reste en mémoire, par de multiples commémorations, le massacre d'algériens jetés dans la seine le 17 octobre 1961 par la police française aux ordres, il paraît aussi important et au vu de l'actualité, de rappeler le comportement du même État colonialiste aux Antilles les 26 et 27 mai 1967.

à Rama Yade⁽¹⁾

Objet : Vérité – Justice - Réparation – Réhabilitation pour les victimes des massacres des 26 et 27 Mai 1967 à Pointe à Pitre (Guadeloupe).

Madame la Secrétaire d'Etat,

Les 26 et 27 Mai 1967, à Pointe à Pitre, à l'occasion d'une grève d'ouvriers du bâtiment, les CRS, Gendarmes mobiles (Képis Rouges) français perpétrèrent un véritable massacre contre le Peuple Guadeloupéen.

« Le massacre commença le 26 mai 1967 au début de la matinée et dura jusqu'au lendemain soir. Pointe-à-Pitre martyrisé. Ces morts ne furent pas les victimes accidentelles d'un combat sans merci. Ces êtres furent assassinés de sang froid avec méthodes. Ce crime fut décidé, organisé, planifié dans le cadre d'une politique de terreur. »

Le Préfet Pierre BOLOTTE, inhumé le 27 Mai 2008 (41 ans jour pour jour après le massacre des Guadeloupéens), commandeur de la légion d'honneur, demanda de faire usage de toutes les armes contre tous ceux qui bougeaient, qui étaient noirs ou tiraient leur origine de cette couleur. Plusieurs centaines de Guadeloupéens furent traqués, blessés ou tués par balles. L'armée Française tirait sur les ambulances et même dans la veillée mortuaire d'une des premières victimes. L'hôpital était débordé. Des exécutions sommaires ont été perpétrées aussi bien à la gendarmerie du



Morne Miquel qu'à la Sous-préfecture de Pointe-à-Pitre où des dizaines de corps jonchaient le sol.

Depuis 2005, nous avons entrepris des démarches auprès de l'État Français pour qu'une enquête soit diligentée sur les tueries de Mai 1967. Jusqu'ici, aucune réponse.

Toutes les archives des hôpitaux et mairies relatives à cette période ont mystérieusement disparu et les archives Françaises de Fontainebleau nous sont interdites.

Face à ce mépris, les investigations se sont poursuivies directement sur le terrain même, en Guadeloupe, et ont permis de rencontrer des témoins visuels, des parents et amis de victimes, des blessés, des emprisonnés... Aux dires d'un ancien ministre des DOM, M. Lemoine, il y eut 87 morts et des centaines de blessés.

Mais le nombre réel de morts va bien au-delà et dépassera 200 Guadeloupéens tués soient près de 7% de la population de l'époque.

Aujourd'hui, 41 ans après, nous poursuivons notre combat pour la vérité, la reconnaissance de ce massacre, la justice, le jugement et la condamnation des coupables, la réhabilitation des victimes, la réparation des préjudices, l'accès aux archives et dossiers de l'époque et à l'écriture de cette page de notre histoire. Depuis plusieurs mois maintenant, nous suivons avec intérêt vos prises de position sur tous les dossiers relatifs à la défense des droits de l'homme à travers le monde...

**Pour le KOMITÉ MÉ 67,
(AKIYO - UGTG - Mouvman NONM -
TRAVAYE & PÉYIZAN)
Elie DOMOTA⁽²⁾.**

Antilles 2009- grève générale.

La colère populaire prend forme dès janvier 2009. En février, une grève générale paralyse la Guadeloupe durant 34 jours et la Martinique durant 44 jours. En Guadeloupe, l'appel émane du LKP (Iyanna Kont Pwofitasyon), un collectif regroupant partis, syndicats et associations, dont le leader est Elie Domota. Le 17 février, un syndicaliste

du LKP est tué près d'un barrage. S'en suivront des affrontements avec les gendarmes. Les Antilles s'enflamment : émeutes populaires, pillages de magasins, incendies etc. Pour acheter la paix sociale, le président N.Sarkozy débloquent 850 millions d'euros et un protocole d'accord sera signé le 4 mars. 200 euros pour les bas salaires mais seuls 60 % des salariés, ceux du privé, en bénéficieront. Sera aussi instauré un dis-

positif de contrôle des prix : « Bouclier Qualité Prix » qui ne portera que sur un nombre restreint de produits. Ces accords excluent de fait toute une population.

Dix ans plus tard

En 2019, lors d'une interview sur France info, le leader du LKP E. Domota, reviendra sur ces événements. « L'accord du 4 mars a permis de faire avancer

les choses sur les salaires et les conditions de vie de beaucoup de gens. Mais les produits importés, de première nécessité auraient dû être encadrés, suivis par une commission dont nous faisons partie ». Or, c'est un « bouclier qualité prix » qui a remplacé notre dispositif. Il a été détourné, négocié entre importateurs et distributeurs sans le LKP ni aucun autre syndicat ». Un autre syndicaliste complètera : « En 2009, le collectif avait obtenu d'être négociateur sur les prix du panier (produits dont les prix avaient été baissés). Puis de négociateurs, on est passé à vaguement consultés et aujourd'hui, ça se négocie entre le préfet et les grandes surfaces. » « S'il faut recommencer on recommencera. Les raisons de la mobilisation sont toujours là et peut-être plus qu'en 2009. »

En 2021 les mêmes recommencent et enferment la colère populaire dans



Luttes syndicales et anticolonialisme en Guadeloupe et Martinique 09-08-2019

un dialogue social où état et patrons tirent les ficelles du profit. Effectivement, rouages indispensables à la paci-

fication sociale, ils recommencent... à négocier.

CHLORDECONE

Ça déconne encore

Le chlordécone est un pesticide cancérigène ultra nocif, qui après avoir pollué les terres de Martinique et de Guadeloupe, empoisonne le corps, les vies de milliers d'antillais.

Ce pesticide breveté dans les années 1950, est utilisé sans compter dans les îles durant les années 1972 pour lutter contre le charançon, un insecte nuisible aux bananeraies. Son utilisation sera intensive jusque dans les années 1990.

Interdit aux États-Unis dès 1975, malgré de nombreuses études alarmantes dont celle de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) en 1979, ce n'est qu'en 1990 que le gouvernement français en interdira son utilisation en France. Les patrons des plantations de bananes obtiendront une dérogation du ministère de l'agriculture, donc de l'État français jusqu'en 1993, laissant les travailleurs des bananeraies et la population démunis et sans protection, se faire contaminer.

La réalité du désastre.

Les patrons des bananeraies faisant fi des réalités, sols et nappes phréatiques seront pollués. Bétail, volailles et maraîchages seront contaminés. Avec les pluies et le déversement dans les rivières puis dans l'océan, la pêche côtière est interdite dès 2005. La majorité de l'eau potable sera dangereuse à boire impactant le quotidien des guadeloupéens. Une étude de « Santé Pu-

blique France », révèle que l'imprégnation sanguine de ce pesticide chez les adultes est généralisée à 90 % de la population et que depuis 2003 cette imprégnation ne diminue pas. Autre conséquence pour les populations, le taux de cancers de la prostate est parmi les plus élevés de par le monde.

Méfiance et colère contre l'État.

Durant ces années passées, les antillais ne cessent de réclamer justice. Après des plaintes, un dossier d'instruction est en cours à Paris depuis 14 ans. Toujours pas de responsable, toujours pas de coupable. Les populations antillaises craignent de voir leurs plaintes et les dossiers enterrés pour cause de prescription.

A ce jour, aucun responsable, aucun coupable, personne n'est inquiété par la justice. Il en résulte un grand ressentiment contre l'État et les institutions françaises avec une constante dénonciation des gouvernements qui se sont succédés à Paris. C'est de ce déni de justice que se nourrissent les mobilisations et la révolte en cours. La méfiance de la population se comprend : l'autoritarisme étatique et colonial, au nom d'une sécurité sanitaire contre le Covid19, impose une vaccination, impose un pass obligatoire et licencie les non vaccinés. L'État français qui a menti aux populations et couvre les responsables d'un empoisonnement collectif peut-il être aujourd'hui crédible pour mener à

bien sa politique sanitaire ? L'État français qui a accordé une dérogation de 3 ans au patronat des bananeraies peut-il être entendu des populations dès lors qu'il refuse un report de date de vaccination aux travailleurs et à la population ? Ce ressentiment ne pouvait que rejaillir parmi d'autres meurtrissures de la gestion coloniale des Antilles. Une exaspération qui s'est nourrie contre l'autorité coloniale responsable du taux de chômage élevé surtout chez les jeunes, de la paupérisation de la population qui vit sous un seuil de pauvreté, etc...

Articles de MZ



Regard sur la grève des sages-femmes entamée en juin

Une auxiliaire de puériculture porte son regard sur le mouvement entamé en juin par ses collègues sages-femmes. Bien qu'elle fasse peu parler d'elle, la grève se poursuit toujours à l'heure actuelle. Un moment d'échange sur la nature et les limites de cette lutte, avec en arrière fond la financiarisation du secteur de la santé.



Dans quel genre d'entreprise travailles-tu ?

Je travaille dans une clinique privée, une entreprise qui a été rachetée il y a peu par le groupe Vivalto Santé. Il s'agit du troisième groupe en France sur le secteur du soin privé. Il possède une cinquantaine d'entreprises, essentiellement des cliniques mais également des Ehpad. Il s'apprête à racheter d'autres établissements. C'est une entreprise cotée en bourse avec de multiples groupes d'investissement : Capital investissement ; BNP Paribas ; Mubadala Investment Company ; etc.

Peux-tu nous brosser un rapide tableau de la situation ?

Le ras-le-bol est général et ne touche pas particulièrement les sages-femmes, même si elles se sont mises en mouvement dernièrement. Les personnels des différents services sont à bout en raison de multiples facteurs comme la fatigue qui s'est accumulée, l'impossibilité de prendre des congés, le harcèlement, le chantage aux heures supplémentaires pour obtenir des récupérations, le service de restauration qui est dégueulasse,

etc. Chez les catégories du personnel au bord du burn out cela peut se traduire par des départs, des arrêts maladie... Le niveau d'épuisement est tel que certains déclenchent des maladies, le corps n'étant plus en capacité de se défendre ; d'où les nombreuses absences couplées au fait qu'on ne trouve personne pour les remplacer, raison pour laquelle la maternité a été fermée.

On n'en est plus à des questions de salaires, même si c'est important, on lutte essentiellement pour les conditions de travail. On n'accorde plus notre confiance à la direction et l'encadrement nous manque de respect.

Un «vent de révolte» soufflerait-il dans l'entreprise ?

Oui, c'est assez impressionnant et je n'en reviens pas moi-même. Après, c'est un établissement où les salariées ne sont pas passifs, d'autant plus qu'ils savent qu'ils ont des représentants, du moins une partie d'entre eux, qui vont au charbon. Les revendications sont portées, défendues et au final les patrons devront répondre et de manière satisfaisante. Ils savent que la lutte de l'année dernière a

payé, on n'a jamais obtenu autant à la clinique depuis des années. Malgré cela, la grogne n'est pas vraiment retombée, ça continue de couvrir... D'autant que les responsables de la boîte ne font rien pour calmer le jeu.

La DRH du groupe est venue nous rencontrer, elle fait partie de ces nanas qui n'ont pas l'habitude qu'on leur réponde. Elle présente bien et venait nous faire l'article mais elle est tombée sur un os. On lui a rappelé qu'il y a des salariés actuellement aux prudhommes et que des membres de la technique ont été sanctionnés pour avoir partagé un moment festif sur leur temps de pause, alors que l'encadrement se désaltère sans problème devant le bureau du patron. De la même manière, on lui a demandé qui gérerait les conflits dans les temps à venir si la grève reprenait, Vivalto ou le chef d'établissement ? Là, tu sens le malaise et tu comprends qu'elle n'avait pas envisagé les choses sous cet angle ...

Comment la grève a-t-elle débuté ?

Il y avait des grèves sporadiques avant juin, mais c'est à partir de cette date que, sous le poids de la pression, le mouvement a réellement démarré. Chez nous, cela faisait un an et demi que les sages-femmes alertaient la direction de la dégradation de leur conditions d'exercice. On leur avait supprimé un poste si bien qu'elles travaillaient seules au lieu d'être deux en journée. Les conséquences ont été immédiates : tâches supplémentaires et manque de sécurité pour les patientes et leurs bébés. Avec l'épuisement, forcément le risque augmente de perdre un nouveau-né ou une mère. On a eu de la chance jusqu'ici.

Tu nous expliques que les chefs d'établissement font le choix de mettre en danger la vie des patients ?

Oui, bien sûr. Et cela fait bientôt deux ans qu'on les met en garde. Mais c'est général car il n'y a pas seulement pénurie de sages-femmes, mais aussi d'infirmières et d'aides-soignantes. Les chefs d'établissement jouent avec les textes, s'arrangent avec la loi et le temps qu'il ne

se passe rien de grave... Dans l'entreprise dans laquelle je travaille, l'Etat fournit un minima de soignants ce que les directeurs d'établissement jugent en règle générale suffisant. Pourtant, la sécurité des patients et du personnel relève de leur responsabilité. Les textes précisent qu'ils doivent adapter les effectifs afin de ne pas mettre les patients en insécurité.

Psychologiquement, la pression est importante ?

Il y a eu des nuits où on a eu peur et lorsqu'elles s'enchaînent, tu t'épuises. Et personne n'a envie d'être «celle qui perd un gamin». Les relations avec les médecins se dégradent ; ils se montrent irrespectueux. Quand tu leur demandes de freiner, de ne pas trop déclencher d'accouchements, ils acceptent mais rapidement le rythme reprend.

Pour quelle raison ?

Pour deux raisons essentiellement. La première car, comme nous le disons entre nous, lorsqu'une femme a un col favorable, tu peux la mettre en route ; ça pourrait se faire de façon plus «naturelle», mais les patientes d'aujourd'hui ne sont plus très patientes et souhaitent accoucher rapidement. La seconde tient à la rentabilité, car plus tu déclenches, plus tu côtes et plus ça rapporte.

C'est donc une question de fric ?

Evidemment ! Les femmes restent trois jours à la clinique, parfois quatre après une césarienne ou pour les très jeunes mamans. Les patientes, je ne les vois quasiment plus. Et depuis le Covid, la façon de travailler a changé radicalement. On sentait les choses se dégrader et l'épidémie a accéléré le phénomène. Sur une année on totalise 830 accouchements en moyenne. Le nombre diminue car nous perdons aussi des médecins et notamment des gynécologues. On avait un médecin qui faisait de la PMA et rapportait beaucoup d'accouchements, il accouchait d'ailleurs pas mal de jumeaux.

Donc, la grève démarre ...

En juin, la direction s'imaginait amadouer les sages-femmes avec une prime de garde pour l'été, une prime en contre partie de travail supplémentaire. Elles ont d'abord accepté et en octobre, à la faveur du mouvement national, elles se sont mises en grève et l'ont poursuivie. C'est une première car dans l'entreprise, les sages-femmes ne faisaient jamais grève, hors mis une journée de ci de là et encore, il y a très longtemps. Sans compter que depuis la grève de 2010, les représentants syndicaux de la boîte⁽¹⁾ ont accepté l'obligation de déposer un préavis de grève cinq jours auparavant. Malheureusement, aujourd'hui il ne nous est toujours pas possible de dénoncer cet accord car il contient des éléments dont nous avons besoin. Avec cet accord de cinq jours, le patron peut réquisitionner du personnel et émettre des propositions pour entraver le démarrage de la grève.

C'est ce qu'il a fait ?

Le patron a organisé une réunion avec l'ensemble des sages-femmes afin de leur remettre en main propre leur ordre de réquisition, mais elles ne sont pas venues ! Une seule s'est déplacée. Il n'avait pas prévu d'huissier de justice pour les leur présenter à domicile, si bien que le premier soir il s'est retrouvé sans sage-femme. Il est resté au boulot à devoir gérer la situation jusque trois heures du matin. Chacun son tour ...

Comment s'organise la grève ?

Le problème c'est qu'elles s'organisent au sein de leur syndicat de sages-femmes⁽²⁾, elles restent dans leur coin, raison pour laquelle ça n'avance pas, la grève traîne. Cette limite n'est pas locale, ça vient du national. Depuis juin, ça traîne, c'est un mouvement qui ne fait pas assez de bruit. Il faut cibler le groupe directement, c'est Vivalto qu'il faut avoir dans le collimateur. Et il faut qu'on s'organise davantage entre salariés de ce groupe, c'est plus motivant. Mais malgré

tout, elles tiennent bon... Par ailleurs, si les fermetures de maternité se poursuivent, comme à Amiens par exemple, ça peut prendre une autre tournure.

Quelles étaient les revendications ?

Les sages-femmes sont moins bien payées qu'à l'hôpital elles réclamaient 500 euros d'augmentation. Le patron n'a rien proposé de concret, hormis de s'en remettre au Segur 2 qui contiendrait une augmentation de 54 euros brut et 19 euros brut pour les aides-soignants. Le mouvement a donc été reconduit et la direction a riposté en distribuant des réquisitions de huit jours. A ce moment-là, certaines se sont mises en arrêt maladie si bien que la maternité est restée fermée durant quinze jours. La sage-femme cadre a démissionné en août et depuis la grève est reconduite pour une durée indéterminée. Le service est de nouveau ouvert mais les collègues sont tellement mal qu'il y aura certainement de nouveaux arrêts.

As-tu des échos de la grève dans le secteur de l'hôpital ?

Ca me semble être une grève plus symbolique, à la japonaise, avec le port du brassard mais sans arrêt de travail véritable. Mais leurs conditions de travail ne sont pas comparables aux nôtres et nous n'avons pas la même manière de travailler. Elles sont vingt-trois à l'hôpital pour 200 accouchements supplémentaires alors que nous ne sommes que huit. Tant mieux pour elles, évidemment ! Il m'est arrivé de faire neuf accouchements en une seule nuit avec une sage-femme, une auxiliaire et un médecin qui allaient d'une patiente à l'autre. Dans la boîte, les réquisitionnées arborent aussi le brassard : «Code Noir, je suis en grève»⁽³⁾. Ce qui est plutôt bien accueilli par les patientes et le public en général.

Il y a d'autres problèmes dans d'autres maternités de ce groupe mais la direction n'intervient pas car elle a laissé entendre à quelques salariés que : «la maternité n'est pas une priorité». Pour une entreprise qui cherche d'abord à faire du profit c'est un mauvais calcul en terme d'image de marque, car les nouveaux nés sont le premier maillon de la chaîne. De toutes les façons, la qualité de soin n'est plus la priorité, il s'agit avant tout de faire fructifier des dividendes financiers globaux. Les clients commencent d'ailleurs à réagir et parfois assez violemment.

Depuis les Hauts-de-France,
le 07/12/2021

1. Depuis les équipes syndicales au sein de l'entreprise ne sont plus les mêmes.

2. L'ONSSF : « regroupe les sages-femmes de toutes formes d'exercice, salarié et libéral. »

L'ONSSF est un syndicat catégoriel.

3. Code noir : le code de déontologie de la profession.



Stratégie contre la spéculation foncière et immobilière au pays basque nord

Il n'y a pas qu'au Pays Basque que le sujet du logement s'impose comme une préoccupation majeure et suscite l'exaspération et la mobilisation des habitant.es. C'est le cas aussi dans les grandes villes victimes de la gentrification ainsi que dans les zones touristiques.

Se loger et vivre dignement au Pays Basque est devenu un véritable défi ces dernières années et l'apanage des classes les plus aisées.

Les causes en sont connues depuis longtemps : « attractivité » du territoire, pression et inflation du coût du foncier, explosion des loyers, insuffisance cruciale de logements sociaux, spéculation foncière et immobilière, prolifération des résidences secondaires et des meublés touristiques permanents de type Airbnb...

En outre, depuis près de deux ans, le phénomène s'aggrave, on assiste à un véritable tsunami qui emporte avec lui les locations à l'année empêchant les secteurs les moins riches de la population locale de pouvoir se loger sur la côte basque et le rétro-littoral, et même à l'intérieur des terres.

Une lutte de longue date qui trouve un nouveau souffle

La lutte contre la spéculation immobilière et foncière existe depuis très longtemps au Pays Basque. Dans les années 80, elle était fortement associée à la lutte anti-touristification et à celle de la préservation des terres agricoles contre leur bétonnage et artificialisation. Plus tard, la lutte s'est affaiblie, mais la voilà qui se ranime depuis quelque temps. Diverses structures et organisations ont repris le combat sur ce terrain, d'abord en ordre dispersé, puis aujourd'hui les uns en tentant de regrouper les forces militantes autour d'une plateforme pour faire pression sur les pouvoirs publics, les autres en envisageant des démarches collectives plus autonomes et moins légalistes.

Le coronavirus a dopé le marché foncier et immobilier, poussant à une hausse des transactions qui fait grimper les prix à des niveaux jamais atteints. Et au cours des ces années 2020-21, des groupes politiques, des syndicats, des associations, des collectifs, des habitant.es en colère ont mené des actions plus ou moins importantes et spectaculaires, qui ont mis sur le devant de la scène politico-médiatique et au coeur du débat public les problèmes et les enjeux de l'immobilier et du foncier.

Actions nombreuses et diversifiées, dont voici quelques exemples.

Rassemblements devant le Conseil de la Communauté de l'agglomération Pays Basque (qui regroupe les 158 communes) au moment de la discus-

sion du PLH (programme local de l'Habitat); pose de panneaux ou de banderoles ; graffiti indiquant le nombre de résidences secondaires et de logements vides dans certaines communes ; tags sur des agences immobilières et dénonciation de leurs publicités ; attaques à la meuleuse contre les cadenas des boîtes à clés laissées par des propriétaires de logements meublés touristiques pour leurs hôtes ; blocages symboliques de chantiers de construction de logements de standing ou d'appartements touristiques ; mobilisations contre des procédures d'expulsion de locataires ; manifestation parodique pour que "le droit des riches à avoir deux logements passe avant celui d'en avoir un" ; occupations temporaires de plusieurs meublés saisonniers, pour exiger des mesures urgentes contre la saignée du parc locatif à l'année par les locations de courtes durées de type Airbnb et pour pointer les nombreux manquements à la loi opérés par les plateformes ; protestations d'habitant.es contre des projets immobiliers spéculatifs sur la côte : parkings géants souterrains, production majoritaire de résidences secondaires ; création d'un collectif dont le mot d'ordre est « Des HLM à Paulmy ! », quartier central très chic de Bayonne ; ce collectif se bat contre la mairie pour que, sur les 2 700 m2 bientôt libérés pour cause de déplacement du centre d'oncologie du Pays Basque, soit construit du logement social locatif et non des appartements de très haut standing (T2 à 450 000 euros par exemple); etc ...

Un axe stratégique légaliste : la demande faite aux pouvoirs publics de "corriger" et de "réguler" le marché libre.

Surfant sur cette série de mobilisations qui traduisent un regain de la combativité sur les problèmes de l'habitat et de la gestion du territoire, des partis politiques, des syndicats, des associations ont senti l'opportunité de constituer un large front commun.

A la fin de l'été, ce front s'est créé sous la forme d'une coalition de 32 structures politico-socialo-associatives. Cette stratégie frontiste n'est pas nouvelle au Pays basque ; elle s'inscrit dans la logique social-démocrate interclassiste suivie par les dynamiques militantes majoritaires de ces dernières années, dont les acteur.rices cherchent à être en lien avec des élu.es et responsables locaux et s'en faire des interlocuteurs privilégiés. Ceci pour aboutir à un capitalisme "contrôlé" sensé en réduire les effets dévastateurs. Ainsi, les politiques des pouvoirs publics et des élu.es, ici en matière d'habitat et de même dans tous les domaines, ne sont pas analysées comme des outils de classe, contribuant à servir les intérêts des possédants et à conforter l'ordre établi, à protéger avant tout la propriété et à entretenir les inégalités sociales, deux des fondements du capitalisme.

Ce large front a produit une plateforme de revendications et de propositions sur le terrain du logement et du foncier et a co-organisé une manifestation le 20 novembre à Bayonne : " Vivre

et se loger au pays !Espekulazioari ez !(Non à la spéculation!)"

Il s'agit donc par là d'exercer une pression populaire sur les décisions à venir, locales et législatives ; de demander aux élu.es et aux pouvoirs publics de "faire preuve d'audace et d'ambition", afin de jouer un rôle régulateur en "limitant le tout-puissant droit de propriété" et les "dérives du marché libre". Il s'agit de montrer que des outils régulateurs existent déjà, qu'il suffit que les élu.es les utilisent à plein régime (imposer des règles et des taux de logement social, développer des zones dédiées sous maîtrise publique, utiliser la préemption ou l'expropriation si nécessaire ...) ou que, s'ils n'existent pas encore, les législateurs se voient obligés de les créer, que ce soit pour l'encadrement des loyers, des permis de louer, de la gestion des locations touristiques de courte durée...

D'où la mise en place par cette plateforme d'une liste impressionnante de revendications : augmentation massive de la part de logement social, encadrement renforcé des loyers, sanctuarisation du foncier agricole, zéro artificialisation nette des terres et zéro nouvelles résidences secondaires, remise sur le marché locatif d'une part importante des logements vacants et des résidences secondaires actuelles, politique volontariste de réhabilitation du logement ancien, encadrement ferme des locations saisonnières, arrêt de la prolifération des meublés touristiques, protection systématique de l'accession sociale à la propriété par le Bail réel solidaire, pas de construction de nouvelles résidences mais réhabilitation d'une partie des logements vacants et leur remise sur le marché locatif, fin des dérives qui se multiplient dans les pratiques de certaines banques et agences immobilières...



Des SDF dans le cortège

La manifestation du 20 novembre a été massive et populaire et a répondu aux souhaits des organisateurs puisqu'elle rassemblée 8000 personnes dans les rues de Bayonne, dont quelques élu.es, - et en particulier la maire de Hasparren, celle-là même qui avait fait évacuer, en septembre, la maison occupée par des jeunes de la commune ⁽¹⁾.

Cette plateforme engagée sur le terrain légaliste et articulant travail institutionnel et "lutte de masse" est appelée à continuer à vivre, le travail en commun étant en train de se structurer. On voit mal cependant comment elle sera capable de faire suffisamment pression sur les pouvoirs publics pour renverser la vapeur de la logique marchande. A minima, elle obtiendra quelques aménagements à la marge présentés comme limitant la casse.

En tout cas, ce gros moteur frontiste qui a été mis en route assez facilement n'est pas tout seul dans le paysage politique et social, lui qui voudrait malgré tout devenir l'axe principal tout en mettant sa pluralité en avant. Il y a d'autres acteurs.rices aux choix plus tranchants et plus rupturistes qui vont pouvoir ouvrir d'autres perspectives, visions et débats.

Une autre tendance : les occupations, stratégie qui essaime

Une des actions récentes les plus déterminantes et les plus marquantes a été sans conteste l'occupation pendant quatre mois d'une propriété de 15 ha de terres agricoles et d'une maison en construction à Arbonne, près de Bayonne, vouées à la vente pour le prix astronomique de 3,2 millions d'euros et destinées à un usage d'agrément (cf. CA n° 313 d'octobre 2021). Cette occupation aux allures de ZAD, dans laquelle se sont impliqués des très nombreux habitant.es venu.es de toutes les communes du Pays Basque, a laissé des traces si fortes et positives, malgré son relatif échec ⁽²⁾ qu'elle a en quelque sorte essaïmé dans les esprits et impulsé un élan pour engager des combats sur un autre terrain que celui de la seule légalité. C'est que, si l'initiative et la conduite de l'occupation, ainsi que la tenue des négociations sont restées aux mains des organisations ELB (Euskal Herriko Laborarien Batasuna, syndicat paysan basque rattaché à la Confédération paysanne) et de Lurzaindia ⁽³⁾, de nombreux occupant.es ont joué un rôle important en créant le Collectif "Bost" ⁽⁴⁾, un espace permanent d'échanges, de décisions logistiques et d'actions au cours de l'occupation, ce qui a des conséquences fort intéressantes aujourd'hui.

D'autant que, simultanément, se sont menées des actions offensives en Pays Basque intérieur, gagné lui aussi par une forte pression foncière et immobilière. Ces actions ont été liées étroitement à la dynamique créée par l'occupation à Arbonne et elles-mêmes créatrices d'élan.

C'est le cas à Urcuray, quartier d'Hasparren où vivent 200 personnes ; la mobilisation des habitant.es et de la municipalité contre le projet d'un groupe immobilier de bâtir 52 nouveaux logements sur des terres agri-

1. L'occupation a duré trois semaines, avant l'expulsion commanditée par la mairie de cette commune du Pays Basque intérieur où on compte 500 maisons vides, plus de 100 résidences secondaires, peu d'appartements disponibles et à des prix très élevés.

2. Certes l'acheteuse s'est retirée, mais le terrain reste en vente au même prix. Cependant, les terres continuent à être travaillées "illégalement" par tous ceux/celles qui le veulent pour du maraîchage.

3. Lurzaindia est un outil collectif d'épargne populaire pour préserver la terre nourricière au service d'une agriculture paysanne. Cette fédération de plusieurs organismes liés au monde paysan a été créée en 2013 par la transformation du GFA (groupement foncier agricole). Lurzaindia a vocation à acheter des biens agricoles pour les mettre à disposition des paysan.nes. Ont ainsi été acquis 466 ha au Pays basque nord, répartis sur 26 fermes, grâce à plus de 3 000 épargnant.es solidaires.

4. Collectif Bost : Berroetako Okupazioaren Sustengu Taldea = groupe de soutien à l'occupation de Berroeta, nom du chemin menant aux terres occupées.



Novembre - Les habitant.e.s mobilisé.e.s à Urcuray



Septembre - Hasparren - manifestation pour le gaztete...

coles, passées en terres constructibles en 2017, a été suivie d'effet : le promoteur a abandonné son projet.

C'est le cas à Cambo, où des associations sont mobilisées depuis 2017 contre un projet immobilier de Bouygues sur un terrain de 3,77 ha à haute valeur agricole. Cet été le promoteur a signé un compromis de vente de 307 000 euros, et il a obtenu de la mairie le permis de construire pour une centaine de logements (49 en collectif et 45 en villas) sur ces terres adaptées au maraîchage. La mobilisation se poursuit et cherche à s'élargir et à se renforcer.

C'est le cas de l'action d'habitantes de Saint Etienne de Baigorri contre la vente d'une maison au prix scandaleux de 899.000 euros. Le cas également de l'occupation par des abertzale (indé-

pendantistes) d'Hasparren, d'une maison vide depuis 11 ans ⁽²⁾ pour en faire un gaztete, lieu commun de sociabilité, de réflexion et de culture autogéré par des jeunes.

La façon dont ils.elles ont défendu publiquement la légitimité de leur action a eu un bel accueil, ainsi que leur vibrant plaidoyer en faveur des occupations. *"L'occupation (...) fut un moment d'intense politisation, d'échange, d'entraide et de réflexion, qui nous a permis de lancer une nouvelle dynamique en vue de l'acquisition d'un Gaztete et peut-être d'ouvrir de nouvelles perspectives de luttes. (...) L'occupation est un outil de contestation pour soi et en soi. Il permet de construire et d'exprimer notre subjectivité dans l'espace public, par le biais de l'appropriation d'un lieu. (...) L'occupation s'attaque aux problèmes structurels auxquels nous faisons face, à savoir le règne de la propriété privée qu'une poignée de personnes accumule et dont elle tire profit en vertu de la loi du marché, au détriment des espaces communs et d'esprits critiques qui se font de plus en plus rares (...)"*

Que ce soit pour un Gaztete ou pour récupérer des terres agricoles laissées aux mains de la spéculation foncière, l'efficacité de ce moyen d'action commence à être prouvée. Dans un contexte de crise (logement, environnement, santé, économie), il en va de l'avenir du Pays Basque, de notre culture et de nos conditions socio-économiques, afin de se réap-

roprier des espaces pour en faire des lieux communs d'organisation et d'émancipation sociale."

Et effectivement, les occupations, temporaires ou prolongées, apparaissent à nouveau comme des modes d'action intéressants et enrichissants. Et les expériences des ZAD et des Soulèvements de la terre ne sont pas pour rien non plus dans cet écho positif.

Récemment, et dans le prolongement de la longue occupation des terres agricoles d'Arbonne et du collectif Bost qui avait accompagné activement cette lutte, s'est récemment mis en place un réseau ("Ostia") dont l'objectif est d'entretenir un activisme efficace et durable pour bloquer des projets immobiliers. Une première réunion a réuni une soixantaine de personnes, des militants.es anticapitalistes de longue date, des collectifs locaux, des jeunes fraîchement mobilisés.es. Ceci « avec des desseins d'occupations temporaires ou prolongées, de désobéissances et d'actions directes diverses », avec la volonté de « déplacer le centre de gravité vers plus d'offensivité, plus d'alternatives hors système établi », de construire un autre projet de territoire, de transformation sociale et écologique en profondeur sans avoir peur des actes ni des mots ».

La dynamique est lancée...

Pays Basque, le 10 décembre

Chiffres du foncier et de l'immobilier au Pays basque Nord

Perte de terres agricoles et augmentation de la population

La tendance est à la perte de terres agricoles à hauteur de 650 ha par an.

Entre 2015 et 2018, 2 450 ha ont disparu : artificialisation, enrichissement, accaparement à usage de loisir... Cela accroît la pression foncière, également alimentée par l'augmentation de la population : 317 000 habitants et, chaque année, 3 500 habitants de plus...

Manque de logements accessibles à l'année, prix exorbitants et pléthore de résidences secondaires et de logements vacants.

Le logement est un outil de capitalisation et il est devenu un des moyens de spolier une part de revenu des classes populaires pour enrichir des gens qui ont déjà un patrimoine énorme.

On en arrive à ce que les gens les plus modestes n'arrivent plus à se loger. Il y a

trois fois plus de demandes de location que d'offres. Et à peine plus de logements à louer en résidence principale (58 600) que de résidences secondaires et de logements vacants. 42 000 résidences secondaires, soit près d'un logement sur quatre, et 12 000 logements vacants : soit 54 000 logements inoccupés ou seulement quelques mois dans l'année sur l'ensemble du parc d'habitations, dont plus de 40% sont concentrés dans les communes du littoral.

Un des effets néfastes du tourisme s'exerce bien sûr sur l'habitat. Des logements, auparavant loués à l'année, deviennent des meublés touristiques permanents, disponibles sur les plateformes type Airbnb, gérées le plus souvent par des SARL ou des SCI. Le nombre de ces logements dédiés au tourisme, loués au moins 120 jours par an, est estimé à 10 000 sur le territoire ; autant de biens qui échappent aux habitants cherchant à se loger à l'année.

Le salaire moyen au Pays basque nord dépasse à peine le SMIC, or le loyer moyen sur le littoral basque coûte 59 % d'un smic

net. Ailleurs aussi, les loyers sont très, trop chers.

Plus de 70% des ménages sont éligibles à un logement social. Il y a 11 000 demandeurs de logements sociaux par an mais, comme ceux-ci sont totalement insuffisants (27% de la production annuelle totale de logements neufs), seulement 6,5% des postulants en obtiennent un. Sur 3 000 logements neufs produits chaque année entre 2010 et 2017, 80% ne sont accessibles qu'à 20% de la population, et quasiment la moitié de ces nouveaux logements finit sur le marché des résidences secondaires. La plupart des communes de plus de 3 500 habitants n'atteignent même pas les 25 % de logements sociaux exigés par la loi SRU pour l'horizon 2025.

Environ 46 000 personnes (14% des ménages) vivent sous le seuil de pauvreté. Un quart seulement des demandes de logement d'urgence sont satisfaites. Sur le BAB (Bayonne-Anglet-Biarritz), 300 SDF se retrouvent sans solution d'hébergement.

Insubordination salariale

Nous inaugurons une nouvelle rubrique dans Courant Alternatif : elle portera sur les luttes collectives des salariés dans les entreprises. Qu'ils soient en CDI, CDD, précaires, chômeurs, contractuels, ou fonctionnaires... Evidemment un rythme mensuel peut apporter un décalage factuel entre le moment de l'écriture et de la lecture. Les luttes rapportées ici, peuvent être locales, nationales ou internationales. Nous invitons les lecteurs/lectrices de CA à nous transmettre par mail les infos directes dont ils /elles disposent.

TRANSDEV

L'ouverture à la concurrence des transports publics franciliens a été le prétexte pour la direction de TRANSDEV d'essayer d'imposer un « accord socle » qui impactait négativement les salaires et les conditions de travail. Les conducteurs de bus de Transdev Ile de France ont fait une grève de 6 à 8 semaines. Grève ponctuée d'actions coup de poing, avec création de caisse de grève etc... Des accords de fin de conflit ont été signés dépôt par dépôt conformément aux décisions des AG de grévistes. Ces accords ne sont pas exactement à la hauteur de ce que les grévistes espéraient. Mais ils ont permis l'abandon de toute procédure disciplinaire, le retrait des plaintes, un échelonnement des prélèvements sur salaires, et sur certains dépôts le maintien de certaines primes. Le bilan que tirent les camarades reste que le rapport de force paye. Et que pour eux/elles, la grève est suspendue. Mais qu'il faut construire ce rapport de force en préparant la prochaine grève. Aller voir en amont les dépôts les moins combattifs. Mieux préparer les caisses de grève, de ce point de vue la solidarité interprofessionnelle doit progresser. D'autant que des conflits dans d'autres boîtes de transports urbains (Keolis) pourraient voir le jour.

Localement d'autres grèves -salaires et conditions de travail- ont eu lieu : dans le Loiret Transports Dunois (groupe RATP Dev) et RVL (Groupe Transdev) à l'initiative de la CGT, avec le soutien de SUD. A Grenoble où les trams et bus n'ont pas roulé les 12 et 13 novembre (SUD/SOLIDAIRES ; FO ; UN-SA ; CGC), les grévistes luttent contre pour le maintien de leur pouvoir d'achat, leurs conditions de travail.

People & Baby : une cagnotte pour rembourser 145 000 € d'indemnités de licenciement

Tout commence fin 2009 avec des changements d'horaires de travail d'une crèche parisienne. Des salariées créent une section syndicale CNT pour faire valoir leurs droits. Une grève commence le 1er mars 2010 sur la question des horaires. Les mises à pied tombent le lendemain et les procédures disciplinaires aboutiront aux licenciements de quatre salariées. Une cinquième, « salariée protégée », échappera à cette sanction après un avis défavorable de l'inspection du travail.

Il s'en suit une longue bataille qui, en 2017, aboutit à une victoire des salariées devant les prud'hommes. Le tribunal reconnaît des faits de discrimination syndicale et une préméditation des licenciements en s'appuyant sur une enquête accablante et documentée de l'inspection du travail. L'entreprise est condamnée à verser des indemnités de licenciement. Mais People & Baby fait appel. C'est cet appel, jugé en juillet 2021, qui annule la pre-

mière décision de 2017 et contraint les salariés de People & Baby à rembourser les indemnités de licenciement touchées quatre ans plus tôt. Et les sommes sont importantes pour des femmes dont les salaires actuels sont très modestes.

D'où l'appel à solidarité qui s'exprime par le lancement de cette cagnotte cherchant à rassembler 145 000 €. Soit les indemnités de licenciements perçues en 2017, ainsi que les frais d'huissiers auxquels le tribunal les a aussi condamnés. <https://www.cotizup.com/cnt>

AED AESH

Un nouvel appel à la grève dans les vies scolaires et la volonté de relancer leur mouvement. La Coordination nationale des collectifs d'AED (Assistant d'Education) a fixé au 2 décembre la prochaine journée d'action des assistants d'éducation. Il y a un an, pour la première fois depuis la création de leur statut en 2003, les AED cessaient le travail aux quatre coins du pays et fermaient de nombreuses vies scolaires dans les lycées et collèges. Ils avaient ensuite multiplié les actions tout au long de l'année pour voir reconnaître leur métier par le ministère de l'Éducation nationale. Et obtenir un statut non précaire.

La Coordination tente de relancer le mouvement des assistants d'éducation à quelques mois de la présidentielle. Après avoir rallié la mobilisation des AESH (Accompagnant des Elèves en Situation de Handicap) le 19 octobre dernier, elle propose aux AED de profiter de cette journée pour se rencontrer, organiser des assemblées générales, élaborer des stratégies collectives et mettre en débat la question du métier d'éducateur scolaire.

Un mouvement qui pourrait être davantage porté par les syndicats dans les mois à venir et unir plus systématiquement les différents personnels précaires de l'Éducation nationale. Mais il serait temps que les professeurs qui travaillent avec les AED ou AESH s'engagent aussi dans la lutte. Pas seulement par solidarité, mais aussi parce qu'il en va de leurs conditions de travail et d'une scolarisation décente des élèves porteurs de handicap.

INTERNATIONAL USA

Aux Etats-Unis des secteurs de la classe ouvrière américaine sont en train de se réveiller - de leur propre chef - et ne sont pas dirigés par des syndicats qui ont été parfois détruits ou qui sont nationalement dirigés par des hauts responsables syndicaux qui ne veulent pas engager des grèves de peur de « gêner » leurs amis du Parti démocrate.

La « grande grève de 2021 » est composée, prin-

cipalement de la main-d'œuvre non syndiquée - travailleurs des services faiblement rémunérés, camionneurs indépendants sur de longues distances, chauffeurs-livreurs dans les villes, travailleurs de l'hôtellerie et de la restauration, travailleurs du commerce de détail, travailleurs sur des projets de construction locaux, enseignants et chauffeurs d'autobus scolaires, infirmières « épuisées » par des heures supplémentaires chroniques, travailleurs des entrepôts et de l'industrie alimentaire poussés à bout depuis 18 mois, aides à domicile exploités par des intermédiaires, etc. La liste est longue.

Fin de la grève chez John Deer

Les travailleurs et travailleuses gagnent des salaires plus élevés, des primes et une meilleure retraite. Le contrat de six ans comprend une augmentation de salaire immédiate de 10 % et une prime à la signature de 8 500 \$.

La grève de la faim des taxis new-yorkais s'achève par une victoire

Le maire de Blasio a accepté de réduire les dettes écrasantes qui pèsent sur les chauffeurs de taxi new-yorkais. Les chauffeurs de taxi de la ville de New York et leurs soutiens avaient entamé une grève de la faim. Leur objectif était de faire pression sur le maire (démocrate) et la ville pour qu'ils garantissent les prêts qu'ils ont contractés pour acheter les licences nécessaires à l'exploitation des taxis jaunes.

Insubordination Salariale 19 /12/2021

Sources : les salarié.e.s en lutte, les collectifs CTSPV et les réseaux syndicaux (CGT/SUD SOLIDAIRES / CNT) qui les soutiennent ; et des sites parmi lesquels :

ctspv94@gmail.com
<https://rapportsdeforce.fr/>
<http://www.laboursolidarity.org/>
<https://revolutionproletarienne.wordpress.com/>



Grève chez MC DO

Il nous faut reparler de révolution pour affronter les temps qui viennent

La discussion qui s'est déroulée à Boulogne-sur-mer le 19 novembre 2021, s'inscrit dans le prolongement des débats qui se sont tenus auparavant à Poitiers et Moulins. Comme les précédents, celui-ci fait écho à la publication récente de trois livres⁽¹⁾ qui, chacun à leur manière, réinterrogent après des décennies de relégation la perspective révolutionnaire et le projet communiste. Remettre aujourd'hui la question de la révolution au cœur de nos débats peut sembler iconoclaste. S'imaginer qu'on retrouvera le chemin de l'émancipation sociale et politique en faisant l'économie d'une rupture définitive avec la civilisation capitaliste l'est plus encore ...

1. Ces trois ouvrages sont : « Pour un anarchisme révolutionnaire » Ed. L'échappée ; « Utopie 2021 » Ed. Acratie ; « Soulèvement » Ed. Acratie

Mouvement et perspective révolutionnaire : où en sommes nous en 2021 ?

Texte d'introduction au débat de la commission journal qui s'est tenue à Boulogne-sur-mer

L'activité des masses surgie ces dernières années en différents endroits du globe a parfois été qualifiée de révolutionnaire, que ce soit par certains des protagonistes ou des analystes extérieurs. Si le mot connaît un retour en grâce, il recouvre malgré son sens général communément admis, une variété de modalités, de pratiques et d'intentions associées aux profonds bouleversements survenus sur le temps long.

Ainsi, le déplacement du «phénomène révolutionnaire» depuis les vieux centres historiques du capitalisme -où il semble avoir disparu des esprits autant que des projets politiques, même les plus radicaux- vers d'autres continents, se caractérise par un glissement du principe vers la prévalence du politique sur le social dans le cours des événements.

Que ce soit en Tunisie, en Egypte, au Soudan ou en Algérie, le système politique en place est accusé de bloquer délibérément et à son profit le développement économique. Le chômage, la pauvreté, l'absence d'avenir au pays frappe plus violemment les classes laborieuses mais obstrue également l'horizon des couches sociales intermédiaires. Il n'y a alors rien d'étonnant à ce que «la révolution» s'entende avant tout comme un phénomène de rattrapage démocratique que le pouvoir d'Etat tentera d'enrayer autant par la répression que par le putsch ou le coup d'Etat.

Ailleurs, à Hong Kong ou au Chili, la question du suffrage universel, de la pluralité politique ou de la constitution inscrit, là aussi, ces événements dans le registre du contrat social cher à Rousseau, plus que dans celui «du gouvernement industriel des producteurs associés» du mouvement ouvrier révolutionnaire ...

En France également, l'option révolutionnaire semble connaître un certain regain d'intérêt. Le mouvement des gilets jaunes, avec son fort contenu social et une composition de classe indéniable a parfois exprimé cette volonté de rupture. Mais l'effacement de la mémoire ouvrière et le fil rompu d'avec son épopée l'ont conduit, là encore, à privilégier la recherche de solutions politiques «plus démocratiques», comme le RIC, par exemple, entravant de fait tout dépassement du cadre de la reproduction dans lequel il s'est inscrit dès le départ.

Quant à nos milieux, pour certains la question ne se pose même plus ; on se souvient en 2001 du fameux «Appel à l'unité des libertaires» qui relégua, tout comme les Sociaux-Démocrates un siècle avant lui, la révolution au rayon des accessoires. D'autres, par contre, semblent surestimer le lien, certes indispensable, entre le projet politique, peu interrogé (le communisme ; l'anarchisme) et la dynamique du mouvement, survalorisée. Mais la dynamique du mouvement, à elle seule, « pourvoira-t-elle à tout » ? Nous dispense-t-elle dès à présent de réfléchir, débattre, échafauder une perspective communiste en regard de la période ? Pouvons nous analyser un mouvement en regard du seul degré de conflictualité auquel il parvient, quand bien même ce soit l'expression qu'il s'est choisie, par défaut ou non.

Dans son dernier ouvrage sur La Commune⁽¹⁾, Kristin Ross insiste sur l'importance des réunions de clubs divers et variés qui se tenaient dans les différents quartiers populaires de Paris. Ces réunions étaient apparues bien des années auparavant et furent pour cette historienne les lieux d'élaboration de ce qui se concrétisera sous la forme d'une «Commune Sociale» qui, comme toujours, n'est pas tombée du ciel ...

Boulogne-sur-mer, le 12/11/2021

1. «L'imaginaire de la Commune». Kristin Ross. Ed La fabrique.

Le retour de l'idée de révolution doit beaucoup à la possibilité qui nous est offerte depuis peu de pouvoir renommer le capitalisme sans rougir, sans que cela n'apparaisse archaïque, si ce n'est obscène. Avec l'effondrement du bloc de l'Est, l'idéologie dominante acte la fin de l'histoire et sacre le capitalisme comme un système indépassable, à la fois le meilleur et le seul des mondes possibles.

Ironie de l'histoire, jusqu'il y a peu, la pensée dominante affirmait que les contradictions sociales pouvaient trouver leur résolution au cœur même du système. On a vendu aux enfants de la classe ouvrière, et l'école a été en pointe dans cette offensive idéologique, que s'ils jouaient le jeu, ils profiteraient de l'ascension sociale dont avaient rêvés pour eux leurs parents. L'irruption du mouvement des gilets jaunes a démontré le caractère illusoire de cette promesse. Ce mouvement a fait mentir un autre discours, celui sur l'intégration de la classe ouvrière par le biais de la société dite «de consommation». Rarement la contrainte par l'endettement n'a autant pesé sur les milieux populaires et le nombre de pauvres été aussi élevé qu'aujourd'hui. D'où en retour, la progression croissante de l'abstention chez les jeunes et les moins jeunes au sein du prolétariat.

Toutefois, la manière dont on envisage le capitalisme lorsqu'on le désigne actuellement nous en offre qu'une vision tronquée. On l'a vidé de son contenu pour n'en garder qu'une compréhension superficielle ; les assises sur lesquelles repose le capitalisme, c'est dire l'extorsion de la plus-value, la loi de la valeur ne sont pas prises en compte dans les discours critiques qui ressurgissent.

Ceci dit, on a toujours parlé de révolutions, sans qu'elles soient pour autant des révolutions sociales. Certaines ont plus ou moins un contenu social, d'autres n'en ont pas du tout ; on parlait de révolutions nationales au XIX^e siècle. Ce que le mouve-

ment ouvrier va introduire, c'est justement cette dimension sociale. La question qui s'offre à nous consiste à rechercher ce que *les révolutions actuelles* portent en elles de contenu social et dans la mesure du possible, à tenter d'orienter leur dynamique dans cette direction.

la révolution, la classe

A partir de la fin des années 90, deux types de problèmes sont apparus qui, dans les temps à venir, devront tenir compte l'un de l'autre : d'une part, la classe ouvrière n'a obtenu aucune amélioration de ses conditions d'existence, pire, elle a été attaquée dans ses fondamentaux ; d'autre part, la crise écologique se surajoute aux contradictions élémentaires du capital qui, mis à nu, se dévoile pour ce qu'il est en réalité : un monde de merde.

Mais la disparition de la classe ouvrière ou son affaiblissement, nous apparaît d'autant plus importante qu'il y a eu une réécriture par des courants, un temps, hégémoniques de ce qu'elle était effectivement ; pas seulement par les léninistes mais aussi par des anarchistes. La classe ouvrière n'a jamais été ni homogène, ni majoritaire, le problème est donc réel mais considéré sous un prisme trompeur. D'ailleurs, l'impossibilité à communément nommer la chose en témoigne ; se référer à une hypothétique identité ouvrière ou prolétarienne ne va vraiment plus de soi aujourd'hui... Il n'y a là rien de surprenant si l'on observe que nombre de luttes que mènent les «corvéables à merci» se déroulent moins entre les murs de l'entreprise qu'en dehors de ceux-ci. Les profondes modifications imposées dans l'organisation du travail ont accompagné le déplacement, en partie, du conflit social sur le terrain de l'aménagement du territoire, bouleversant au passage nombre de repères comme le traditionnel regroupement autour des organisations syndicales.

Il faut sans doute y voir une des raisons pour lesquelles la propriété des moyens de production n'est plus questionnée. La défense des «services publics» contient pratiquement à elle seule l'ultime revendication portée par les débris de la gauche syndicale et souvent de l'extrême gauche. La prétendue liquidité du système rend caduc aux yeux de certains analystes distingués la recherche d'une compréhension du pouvoir dans sa globalité. Pourtant, il demeure incontestable qu'aujourd'hui comme hier, les propriétaires des moyens de la production détiennent également le pouvoir politique ; de manière plus ou moins directe pour les militaires égyptiens et algériens ou par

réseaux d'influences interposés dans le cas des industriels français, par exemple. Et les quelques mains entre lesquelles sont concentrés les grands moyens de la communication et les médias de masse conservent une influence déterminante dans la reproduction du système.

On en veut pour preuve le rôle qu'ont tenu les médias dans l'interprétation qu'ils ont livré des mouvements de masse de ces dernières années. Durant le HIRAK ou *les révolutions arabes*, les journaux ont mis en avant les revendications autour des *libertés démocratiques* passant délibérément sous silence la forte revendication sociale qui animait ces mobilisations. A partir d'une position surplombante, ils ont appuyé la thématique des libertés démocratiques pour stigmatiser des Etats qui ne partageraient pas les principes affichés par les démocraties occidentales. Notons toutefois que les réseaux militants qui maintiennent une position de classe et une aspiration révolutionnaire demeurent fragiles ou inexistantes, dans tous les cas peu audibles ou influents dans de nombreuses parties du globe.

Dans son registre, le mouvement des gilets jaunes a permis à nombre de ses participants de se situer socialement dans la société. La confrontation avec l'Etat a fait voler en éclat les constructions idéologiques dominantes sur la non appartenance de classe. Nombre d'entre eux ont fait l'expérience que leur intégration à l'improbable *classe moyenne* n'allait pas de soi en temps de crise. En l'absence de repères immédiatement mobilisables, certains ont convoqué la référence révolutionnaire à 1789, substituant la nation à la classe et au mouvement ouvrier. Le contenu révolutionnaire de la clameur des gilets jaunes réclamerait à être mieux interrogé. Il est d'ailleurs surprenant que l'on reparle encore de ce mouvement alors que les causes qui l'ont vu naître sont plus que jamais présentes et dès lors que l'on sait qu'il ne renaîtra pas de ses cendres. Il demeure sans doute la nostalgie d'un moment de vie et de joie partagés, d'une revanche prise sur la souffrance vécue jusqu'alors dans l'isolement. Certains de ces groupes ne se sont pas démobilisés car ils n'ont pas vécu la fin de leur mouvement comme une défaite ; ils sont restés acteurs d'autres luttes comme les occupations de théâtres ou les manifestations anti-pass.

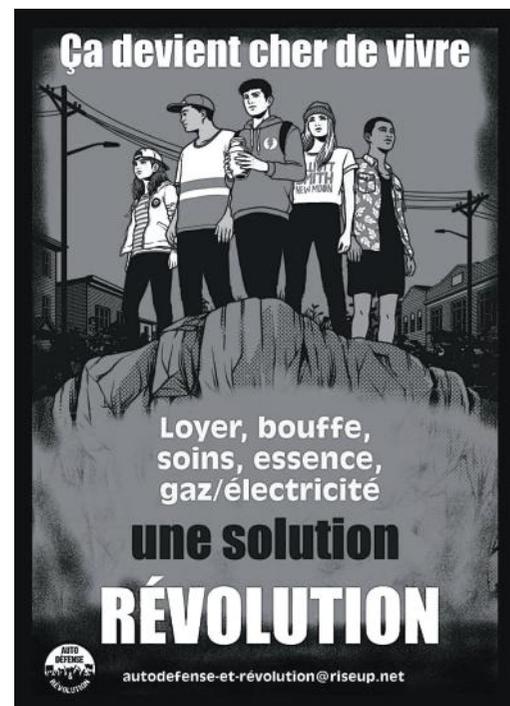
La révolution, le contenu ...

La nécessité de reparler de révolution tient également au fait qu'au sein des cercles militants, l'idée a, si ce n'est totalement disparue, du moins fortement reculée. La porosité de nombre d'entre eux

aux thèses post-modernes s'est traduit par l'abandon de certains fondamentaux au profit de la promotion d'identités déclinables à satiété. Quant à la hiérarchie sociale, elle n'est plus remise en question. On conteste l'écart qui se creuse entre les classes, mais on ne les remet pas fondamentalement en cause ; à titre d'exemple, la division du travail entre manuels et intellectuels n'est plus du tout interrogée.

L'atomisation si caractéristique des sociabilités contemporaines a remis au goût du jour un certain individualisme libertaire. Malgré qu'il rayonne d'abord au cœur des maillages militants, il répond à des attentes qui pour certaines ont cours dans la société et peuvent être prises en considération. L'angle mort est une fois encore le déficit d'analyse de ces aspirations en terme de classe. Stratégiquement, il faut appuyer sur les contradictions qui les traversent plutôt que de les rejeter en les croyant toutes semblables, ce qu'elles ne sont évidemment pas.

En outre, la sociologie des milieux militants et des groupes révolutionnaires mériterait d'être à son tour interrogée. Elle se compose essentiellement d'intellectuels ou de travailleurs à statuts bénéficiaires d'une relative maîtrise du temps social. Est-ce vraiment une nouveauté ? Par contre, ce n'est pas forcément le cas des fractions du salariat et plus largement du prolétariat qui survivent au quotidien en recourant à la débrouille. Le rôle des militants demeure au sein d'une dynamique sociale de partager l'héritage des pratiques qui ont permis le succès des mouvements qui nous ont précédés. L'assemblée de Commercy fut à ce titre un exemple intéressant.





Par ailleurs, il ne faut pas systématiquement opposer les modalités d'interventions entre elles, par exemple : celles des cortèges de tête à celles des gilets jaunes. Elles correspondent à des temps et des contextes différents qui, l'un comme l'autre, sont porteurs d'une exigence. Il serait préférable d'essayer de les faire dialoguer entre-elles.

Une des leçons qu'on avait semble-t-il oublié et que nous a rappelé le mouvement des gilets jaunes, tient au fait qu'un mouvement n'est jamais chimiquement pur. Sa dynamique offrira aux acteurs en

mouvement et y compris aux militants qui y interviennent, l'éventualité de pouvoir évoluer dans leur manière d'envisager les rapports sociaux et politiques mais aussi interpersonnels. Dans le cas contraire, on reproduira un rapport de mépris, établi sur la posture du maître d'école.

La révolution, s'appuyer sur l'existant

Enfin, un des critères pour reparler de révolution c'est de s'appuyer sur ce qui existe et notamment les éléments de rupture avec l'Etat et les institutions. Le déplacement des réfugiés et les changements climatiques mettent le capitalisme aux prises avec des difficultés auxquelles il ne saurait apporter de réponse satisfaisante. Ces deux questions sont centrales et interrogent dans un futur proche la manière dont il va falloir produire tout comme la nature de ce que l'on produit.

Mais on remarque qu'au sein des mouvements qui ont éclos ces derniers temps, le rapport à l'institution est très présent, plus encore chez ceux qu'on qualifie de sociétaux. La demande adressée à la bourgeoisie et à l'Etat de reconnaître le bien fondé de leurs revendications est un de leurs points communs. A contrario de la lutte pour l'avortement menée dans les

années 70 où l'Etat s'est retrouvé devant l'obligation d'y donner un coup d'arrêt et de la récupérer en légalisant l'avortement afin de reprendre par l'intermédiaire du pouvoir médical le contrôle sur le corps des femmes. Les avortements s'effectuaient en dehors du contrôle de l'Etat, ce qu'il n'aurait su admettre.

Le rapport au pouvoir d'Etat demeure contradictoire. Il y a certes une défiance vis à vis de l'Etat ou du moins à l'égard de son incarnation ; dans le même temps subsiste des attentes fortes à son égard, notamment lorsqu'il revêt les habits d'un acteur économique.

Dans certaines parties du monde, il n'y aucune attente vis à vis de l'Etat. Pour des mouvements féministes sud-américains, au Chili, au Mexique, l'Etat apparaît comme suffisamment corrompu et participant du patriarcat pour qu'on ne lui réclame pas d'intervenir. C'est une différence importante avec ce qui se vit en France sur ces questions et cela met en lumière des clivages de classes importants.

Les phénomènes de défiance qui se développent vis à vis des autorités et vis à vis de l'Etat restent à politiser. Il s'agit de leur donner du contenu.

A partir du débat organisé à Boulogne-sur-mer le 19/11/2021

1. La revue *Temps Critique* postule «l'inessentialisation de la force de travail» sous le régime capitaliste actuel.

2. Pour certains communistes, la «Production comme bricolage est un élément de la possibilité du communisme». in *Le ménage à trois de la lutte des classes*. Ed. Asymétrie.

Reparler de révolution, sans reparler du travail ?

Il a été suggéré lors du débat de Poitiers que c'est dorénavant depuis l'extérieur des lieux de la production que l'on s'attaquera à la question du travail. Peut-être... Ou peut-être pas. Il n'en demeure pas moins vrai que le travail exploité reste la colonne vertébrale de la civilisation capitaliste. Rompre avec celle-ci réclamerait éventuellement de tracer quelques lignes de fuite afin d'articuler à l'avenir «production et communisme», si ce n'est «production du communisme».

Constatons d'abord que lorsqu'on évoque le travail dans nos cercles restreints, c'est soit pour en égrainer la longue liste des méfaits endurés quoti-

diennement, soit pour en réclamer d'emblée l'abolition ; dans tous les cas, on s'embarrasse rarement d'en définir le contenu*, encore moins de préciser un tant soit peu ce qui le remplacerait et s'il est seulement envisageable de le faire et comment ...

désincarnée, actionnée par un capital automate qui embarquerait indistinctement à bord de la même galère exploités et exploités. En conclusion, la lutte des classes ne nous conduira qu'au-devant de nouvelles désillusions, si elle n'ouvre pas la voie d'un totalitarisme renouvelé...

*Abolition du travail ?

Une ambiguïté subsiste quant à la notion de «travail» qui est rarement levée. De quoi parle-t-on concrètement quand on se réfère au «travail» et plus encore lorsqu'on réclame son abolition ? L'abolition du travail s'entend comme abolition d'un rapport social, le rapport social de production capitaliste. Celui-ci repose sur la propriété des moyens de production, la division sociale et internationale du travail tout comme de la distribution des marchandises, quelles qu'elles soient. On se réfère donc à une relation sociale historiquement déterminée par l'exploitation, la domination et l'aliénation.

Pour certains courants critiques, le chapitre s'est refermé sans autre forme de procès. Le travail n'est plus qu'une enveloppe vide de substance nourricière pour le capital, la révolution n'a plus lieu d'être et la réorganisation de la société à partir de la production est disqualifiée, anachronique⁽¹⁾. Dans le même ordre d'idée, les courants «critiques de la valeur» dépeignent une organisation sociale

Chez les libertaires, c'est sous l'égide du syndicalisme que l'on se risque encore à évoquer la question. D'autres inclinent pour une approche plus autonome et la libération sur-le-champ des énergies créatrices et l'inventivité fertile⁽²⁾...

Dans tous les cas, on semble s'être éloigné des propositions concrètes énoncées jadis par un Kropotkine regrettant

déjà en 1910 que : «...la grande question : Que devons-nous produire, et comment ? était restée à l'arrière plan.»⁽³⁾ et «...qu'une réorganisation complète de tout le système industriel était devenue indispensable»⁽⁴⁾. Certes, si on prenait le temps d'à nouveau les consulter, on les tiendrait à raison pour un tantinet scientifiques et désuètes, mais elles n'en étaient pas moins «à l'heure» de leur époque.

Renouer ce fil en ouvrant une réflexion contemporaine et inspirante s'enquerrait au surplus de : *ce que nous devons arrêter de produire au plus vite, et pourquoi ?* Pour le reste, «...la nature des mille mesures concrètes et pratiques, petites et grandes qu'il faudra prendre pour introduire les principes socialistes dans l'économie, dans tous les rapports sociaux, n'est consignée dans aucun programme, aucun manuel de parti...»⁽⁵⁾, seul l'élan, porté par les nécessités du moment mais aussi les passions et les désirs exprimés dans l'effervescence des événements guidera l'action. Gardons toutefois la tête froide. Les coups de théâtre, propices et défavorables, à coup sûr innombrables, n'alterneront qu'à la condition expresse de s'être emparé dans le même temps et collectivement des outils de la production.

La base : L'appropriation collective des outils de la production

En reléguant la révolution au magasin des accessoires, nombre d'anarchistes n'envisagent plus l'appropriation collective des moyens de production comme une/la question centrale. Dans la logique d'évitement qui est la sienne, le «post-anarchisme» valorise en ce début de 21^e siècle les alternatives néo-marchandes et localistes, les circuits courts affinitaires, l'autonomie, le partage et la convivialité.

On peut entendre qu'à une époque où la production est morcelée, disloquée parfois entre plusieurs continents, l'objectif paraît plus inatteignable que jamais, au point de rendre le discours inaudible, irrecevable même aux plus déterminés. Quand il n'ouvre pas la porte, dans ce qu'il reste de la gauche, aux revendications souverainistes, au protectionnisme, au patriotisme productif et autres impasses étatistes qui reprennent des couleurs ces derniers temps.

Quant aux principes qui ont vertébré le corpus théorique du mouvement révolutionnaire tels : la démocratie et l'autonomie ouvrières, l'autogestion... ils semblent à leur tour avoir été vidés de leur contenu subversif, effacés des mémoires. Il est vrai que sans plus d'explication, on se demande ce qui nous

pousserait à nous lever de bon matin pour participer à l'autogestion d'un hangar Amazon à Avion, de la centrale nucléaire de Gravelines ou d'une plateforme d'appel à Boulogne-sur-mer... La crise du mouvement ouvrier est évidemment passée par là, mais pas seulement. Ce serait d'ailleurs un autre débat.

Pourtant, s'emparer de la production demeure, qu'on le veuille ou non, la condition non suffisante, mais indispensable au mûrissement d'une société émancipée qui tenterait de cheminer vers une véritable espérance démocratique.

Pas de démocratie sans abolition du travail

Depuis le départ, la rationalité du capital s'inscrit dans le procès intégré de la production et de la distribution ; elle atteint désormais un niveau sans pareil. Elle ne dicte pas uniquement les raisonnements et les façons de faire attendus de tout un chacun au travail, elle conditionne aussi idéologiquement et politiquement les conduites sociales à adopter au dehors. La transformation des rapports de production par la dérégulation et la flexibilité déqualifient le travail ravalé à une quantité résiduelle de sens. Aucun secteur de la production ou de la reproduction n'y échappe : le soin, l'enseignement, le secteur social... Ahuri, le salarié observe sa force de travail engloutie dans le processus productif et/ou reproductif et *la vie* toute entière être dominée et réglée par ces codes. Jusqu'à un certain point, on nie l'évidence afin de pouvoir tenir, on ferme les yeux sur sa propre aliénation et on l'endure en espérant ne pas perdre pied. Et ce, uniquement car le travail se présente comme l'activité qui par excellence interfère avec toutes les autres pour nous délivrer le certificat attestant de notre existence sociale ...

Capital ou «société industrielle» ?

Le développement des forces productives n'est plus la condition requise pour que s'enclenche un processus révolutionnaire à même de libérer celles-ci de ses entraves. Nous sommes, jusqu'à un certain point, confrontés à la situation inverse. L'incroyable dispositif industriel dont a accouché le capital est parvenu à libérer par sa production standardisée une partie importante de l'humanité des affres de la nécessité. Mais ce succès a été obtenu au prix d'un épuisement sans cesse renouvelé et augmenté de la main d'œuvre autant que des ressources naturelles. La maîtrise des techniques de production fut dans le passé un enjeu essentiel de la lutte entre patrons et ouvriers ; un combat autour du taux d'ex-



Bansky - work (travail bancaire)

ploitation de la force de travail. Avec le déploiement des outils numériques, le phénomène n'a pas totalement disparu. Il a changé de physionomie et opéré un déplacement vers d'autres environnements. Depuis quelques temps, la tertiarisation et l'essor du travail à distance tendent à brouiller les frontières entre travail et non travail, lieu d'exploitation et espace intime⁽⁶⁾. A fortiori quand certaines machines deviennent à la fois des outils de travail et des objets de confort et de contrôle de notre vie privée. La critique de la technique a suivi un trajet parallèle. Elle a glissé de la résistance collective des travailleurs au «progrès technique» sur les lieux de leur exploitation⁽⁷⁾, à une critique plus abstraite, élargie à «la société industrielle» dans son ensemble et portée par des courants plus idéologiques⁽⁸⁾.

Et maintenant ?

Un mouvement social émancipateur ne fera pas l'économie de s'emparer immédiatement des moyens de la production et de la distribution. Il devra, dans la mesure des possibilités matérielles les transformer et les fédérer afin de répondre aux besoins immédiats de l'ensemble de la population, dans le cas contraire, on ne donnera pas cher de sa peau... Quelles seraient les formes d'organisations les mieux à même de mener à bien ce projet ? L'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire est riche des expériences du passé dont il ne faut ni mythifier les réussites, ni minorer les échecs : conseils ouvriers, de paysans, de quartiers... fédérations de communes, collectivités agricoles ... Quelles formes prendront celles qui, tôt ou tard ne manqueront pas de ressurgir ? Nul ne saurait le dire. Raison de plus pour, dès à présent, commencer à en débattre.

Xavier, Boulogne-sur-mer,
le 15/12/2021

3. *Champs Usines et Ateliers*. FB Editions. in *Préface de la première édition anglaise*.

4. *Ibid.* p 118.

5. *Sur la révolution-écrits politiques 1917-1918*. Rosa Luxemburg. Ed. La découverte.

6. *N'exagérons rien non plus... La tendance est incontestable mais ne concerne encore que certains secteurs en particulier*.

7. *Relire avec profit : Les dégâts du progrès*. CFDT. Editions du seuil. 1977.

8. *De l'Encyclopédie des nuisances à Pièces et Main d'Œuvre en passant par de multiples courants variablement critiques de la technique et/ou de la technologie*.

Chantier d'analyse de classe à Paris

Le vendredi 19 novembre s'est tenue à Paris la première discussion publique d'un chantier collectif d'analyse de classe, qui se veut régulier et ouvert. Le groupe OCL d'Île-de-France en propose ici une synthèse. Nous invitons toute personne intéressée à nous rejoindre au prochain rendez-vous (« Définir le prolétariat à partir de ses luttes », date à venir), à nous contacter, à nous envoyer des textes d'analyse... À l'intention des camarades qui pourraient nous rejoindre, et à ceux à une distance peu propice à la rencontre que ce chantier intéresse, nous adressons aussi un texte pour exposer nos objectifs.

Pourquoi ouvrir une série de débats sur l'analyse de classe ?

Nous n'avons pas besoin de ce chantier ni de tellement d'analyses pour savoir que le capitalisme est synonyme de misère, de chômage, de précarité, de destruction de la planète, de guerres, d'oppressions de toutes sortes (patriarcat, colonialisme, racisme...). Et nous n'avons pas besoin de ce chantier pour dénoncer tous ces maux, nous le faisons déjà au quotidien. Nous n'en avons pas besoin non plus pour rejoindre et renforcer dans la mesure de nos moyens les mouvements de résistance.

Alors que cherchons-nous ?

Tout d'abord, le capitalisme semble faire preuve de remarquables facultés de résilience et d'adaptation. Souvent donné pour moribond, il semble chaque fois renaître plus fort de ses cendres. Mis en faiblesse par les résistances populaires armées au fascisme au sortir de la seconde guerre mondiale, il s'est adapté en achetant la paix sociale par un compromis, le compromis fordiste, à la base de la croissance des «trente glorieuses», époque de conquêtes ouvrières (retraite, sécurité sociale, CDI, mensualisation, etc.). Dès qu'il l'a pu, il a rompu avec ce compromis à la suite de la «crise pétrolière», à coup de mondialisation, offensive libérale, dérégulation, et surtout grâce au pouvoir croissant de la finance. Depuis des années, nous (dans un sens large, allant jusqu'aux réformistes et aux syndicats) allons de défaites en défaites, et vivons une régression sociale très importante par rapport à la période des 30 Glorieuses, sans être pour autant (pour le moment) retombés dans la misère ouvrière du 19ème siècle, du moins dans les pays développés. Il faut avoir ce temps long en mémoire si on ne veut pas tomber dans le piège du regret de la période de croissance bénie, regret qui mène dans une impasse, celle de se réfugier dans le giron d'un État protecteur mythifié, sans compter que cette croissance ne peut

qu'aggraver la destruction de la planète. Si on veut combattre efficacement le capitalisme, il faut le connaître et en comprendre le fonctionnement.

Notamment, une de ses forces, c'est qu'il a toujours su s'appuyer sur nos divisions, nous ne parlons pas seulement ici des divisions idéologiques, mais des divisions en terme de situations matérielles réelles. A la fin du 19ème siècle aux Etats-Unis, le taylorisme a été inventé pour casser les syndicats blancs en embauchant de la main d'œuvre noire ou immigrée non qualifiée. Il a été introduit en France à la faveur de la 1ère guerre mondiale pour utiliser la main d'œuvre féminine et coloniale. Le capital a toujours su s'appuyer sur l'existence de plus déshérités (existence dont il est responsable évidemment) pour saper les conquêtes qu'il avait été obligé de concéder, et s'il a pu si bien et si facilement le faire, c'est aussi parce que ces déshérités étaient méprisés et laissés de côté par les prolétaires mieux lotis qui avaient su s'organiser. Rappelons que jusqu'au début du 20ème siècle, beaucoup de syndicats CGT en France, sous l'influence des proudhoniens, refusaient l'adhésion des femmes, voire avaient une clause d'exclusion des syndicalistes dont les femmes travaillaient. Si nous voulons être efficaces contre le capital, il ne suffit pas de brandir le slogan (vrai) de l'unité de classe, d'un intérêt commun contre le capital. Il nous faut aussi avoir une idée de l'état réel des situations, pour être capables de montrer que la solidarité n'est pas un sentiment moral, c'est une nécessité de lutte.

Il y a une autre direction qui motive ce chantier. Nos idées ne «parlent» aux prolétaires à qui nous nous adressons que si elles sont en phase avec ce qu'ils et elles vivent, si elles s'appuient sur leur réalité. Sinon, ce sont de grandes phrases creuses. Et pour les grandes phrases creuses, les politiciennes et démagogues de tout poil sont bien meilleures et bien plus professionnelles

**CHANTIER COLLECTIF
D'ANALYSE DE CLASSE**

Le collectif de travail – et donc la conscience d'intérêts partagés – sont affaiblis par les restructurations du capital.

2ÈME SESSION

Pourtant, dans la lutte, c'est bien le prolétariat en tant que classe qui se constitue et qui s'exprime...
C'est là, dans la lutte, qu'amis et ennemis se montrent au grand jour.

DEFINIR LE PROLÉTARIAT À PARTIR DE SES LUTTES

Jour
28/01/21

19h

EDMP
8, impasse
Crozatier
75012
Paris

Groupe Île-de-France de l'Organisation Communiste Libertaire
oclid@riseup.net
https://oclibertaire.lautre.net/

courant alternatif

que nous. Or, la majorité d'entre nous n'ont pas les deux pieds ancrés dans la réalité ouvrière. Ceci nous oblige à un travail d'enquête pour nous mettre au fait des choses. Ce n'est pas en criant plus fort que les autres que le capitalisme c'est la misère que nous avancerons d'un pouce vers le schmilblick. Au fond du misérabilisme, il y a du mépris pour les victimes du capitalisme. Personne ne supporte le mépris, et surtout pas ceux et celles qui sont prêts à se révolter.

Retour sur la première session du chantier

Précarisation du prolétariat ?

Nous avons posé plusieurs questions dans l'appel au débat, et la première : « Quelle composition de classe dans un contexte de précarisation ? » a occupé l'essentiel des échanges. La précarisation fait référence à différents aspects (turn-over important, contrats courts, sous-traitance, paupérisation...) et nous avons passé du temps à discuter de sa réalité aujourd'hui, et de la façon de l'appréhender. La réalité statistique et le ressenti quotidien ne disent pas forcément la même chose : même si 85 % des contrats en France sont toujours des CDI, cela ne nous renseigne pas sur l'intensité de l'exploitation, les possibilités réelles de se faire virer ou les pressions pour accepter des contrats pourris. De plus, la précarisation dépend de l'échelle de temps qu'on considère, car il est évident que jusqu'à la première moitié du XXème siècle, voire plus tard, une grosse partie de la main d'œuvre ignorait de quoi serait fait le lendemain.

Globalement, on peut tout de même dire que depuis les années 80, on assiste à une dynamique de régression sur le lieu de travail, qui se traduit dans les luttes par de nombreuses défaites, et qu'on peut qualifier de précarisation.

Question fric, les salaires les plus faibles sont souvent des temps partiels imposés, et on assiste à une généralisation du smic comme salaire « normal »⁽¹⁾, et non plus comme salaire minimal de départ ; ce que la statistique du salaire médian en France (aux alentours de 1 500 euros nets mensuels) ne dit pas vraiment. Si on ajoute les chômeurs des 3 catégories et les smicards, on arrive facilement à plus de 15 millions de « pauvres » ou de personnes qui galèrent avec leur salaire⁽²⁾. L'alternance entre boulot et chômage qui caractérise une partie des travailleurs s'accompagne d'un renversement idéologique de la vision du chômeur qui passe de « travailleur privé d'emploi » à la figure d'un assisté, alors que le chômage est une partie intégrante de notre salaire collectif : c'est notre argent, on ne le quémante pas. D'ailleurs, la majorité des chômeurs ne touche pas d'allocation, faute de cotisations suffisantes.

Un autre aspect de la précarité évoqué pendant la discussion est le développement technologique qui, dans le procès de production, atomise les salariés, dégrade les conditions de travail. Notamment, la contradiction entre travail réel et travail prescrit augmente, et ceci fait peser la responsabilité de la sécurité, de la conformité et de la performance sur le travailleur, qui est surveillé, mesuré, évalué à chaque instant. L'impression qui se dégage donc sur le lieu de travail, c'est d'être broyé, fliqué. Même au-delà des 15 % d'emploi précaire, c'est tout le monde qui ressent la dégradation des conditions de travail. Cela ne débouche donc pas nécessairement et pour tout le monde sur une précarité au sens de flexibilité contrainte et d'incertitude.

Également, le ressenti sur les conditions de vie en général est celui d'un durcissement général : les générations actuelles sentent que leurs enfants vivront moins bien qu'eux. La part du logement dans les dépenses a augmenté, et les logements HLM abordables se font rares. Si on devait caractériser l'époque, on dirait peut-être que la vie ouvrière devient davantage contraignante (logement, voiture et prix des dépenses fixes, déplacements professionnels) plutôt que miséreuse de façon absolue.

Donc finalement, même si la précarité était bien plus forte dans les débuts du capitalisme, la montée du chômage aujourd'hui semble faire obstacle à la combativité prolétarienne. D'autant plus que la taille des collectifs de travail a diminué (moins de très

grosses usines, multiplication des employeurs sur un même lieu...) ce qui rend plus difficile de se regrouper sur le lieu de travail pour arracher des améliorations des conditions de vie.

Quelle organisation des prolétaires en lutte ?

En conséquence, de nombreuses luttes récentes, en France (Gilets Jaunes) ou ailleurs, s'expriment davantage sous une forme émeutière de rue, car le collectif sur le lieu de travail est rompu.

Il n'est en effet pas facile de créer du collectif dans un endroit où un intérimaire vient pour une journée, ou bien là où le télétravail va amplifier l'émiettement... Dans de nombreuses boîtes, les collectifs de travail sont explosés par l'externalisation des activités (des tâches auparavant faites en interne), et c'est pareil dans les administrations, notamment dans les établissements scolaires où les salariés sont payés par des ministères ou des boîtes différentes. En conséquence, la subjectivité de la personne qui produit a beaucoup évolué, car les grilles de lecture dans une boîte de qui est collègue a changé. Et le management néolibéral cherche à donner l'impression dans certaines boîtes d'un « tous collègues » qui masque qui est ami ou ennemi. La fierté d'être producteur a disparu de par la perte de sens de beaucoup d'activités et de par l'éloignement du travail d'une partie du prolétariat – jeune en particulier –, qui ne se considère plus comme travailleur. Et puis, la peur de se faire virer dans une période où c'est moins facile de retrouver du travail qu'avant n'aide certainement pas à revendiquer.

La mémoire ouvrière, qui pouvait transmettre une forme « d'unité de classe » paraît rompue avec les dernières générations ouvrières. La « désindustrialisation » dans des gros centres ouvriers, le chômage, et l'accès récent à un cursus scolaire plus long pour les jeunes prolétaires y ont contribué.

De ce fait, la difficulté à s'organiser dans la boîte pourrait-elle pousser à chercher un soutien à l'extérieur comme une étincelle pour aider à l'organisation ? Cela a pu se voir avec des Gilets Jaunes qui appelaient à bloquer leur boîte, sans qu'ils puissent le faire eux-mêmes par la grève. Tous ces constats ne doivent pas faire oublier que les luttes sur le lieu de travail existent encore, et que le collectif de travail s'y revivifie. Finalement, c'est l'œuf et la poule : une fois qu'il est renforcé, ça reste et ça renforce la lutte.

Il n'en demeure pas moins que c'est sur le lieu de travail qu'on peut frapper économiquement le capital, que des liens un peu permanents se tissent, etc. Maintenir un

collectif de travail peut et doit être un objectif de lutte. En ces périodes de défaites fréquentes, un mouvement qui n'a pas obtenu ses revendications mais qui a gagné une solidarité sur le lieu de travail n'a pas nécessairement perdu.

C'est quoi le prolétariat ?

Il n'y a pas bien entendu une seule définition du prolétariat car c'est une définition politique, que l'on se donne notamment en fonction des objectifs politiques associés. Définir le prolétariat c'est chercher à qui on s'adresse et jusqu'où (sociologiquement) il va. Cette définition peut servir à casser la segmentation idéologique du prolétariat en catégories aux frontières parfois floues, comme des cadres complètement prolétariés⁽³⁾. La définition de l'ouvrier ou du prolétaire est à géométrie variable, car si on insiste sur la souffrance au travail, elle peut exister de façon bien plus vive chez des petits cadres (« professions intermédiaires ») davantage que chez certains ouvriers « protégés ». Quoi qu'il en soit, définir qui est « ouvrier » ou pas est difficile hors de tout contexte. Alors pour certains on aurait davantage intérêt à définir l'ennemi commun, qui est la classe capitaliste (celle-ci aussi peut toutefois être difficile à cerner car la chaîne d'exécution est masquée et diffuse) et chercher à unifier nos luttes. L'analyse de la composition de classe et du procès de travail associé, sur un lieu de travail, peuvent à l'inverse être vus comme un outil pratique que l'on peut utiliser, dans la boîte ou en soutien, contre les donneurs d'ordre afin de renforcer la lutte en ciblant les points de tension.

Certains préfèrent parler de classe laborieuse plutôt que de classe ouvrière, qui, dans sa forme construite autour de la conscience d'elle-même dans la grande usine, est en relative disparition dans les centres capitalistes. Cette classe laborieuse est ressortie lors de la pandémie car certaines fractions de la classe salariale étaient contraintes (car jugées essentielles) d'être au boulot contrairement à d'autres qui pouvaient télétravailler à la campagne ou s'absenter...

La conscience de classe et sa composition s'éclairent bien davantage dans un contexte de lutte, en fonction de qui la rejoint ou pas. Le flou sur les contours de la classe se dissipe, et on voit alors ceux qui, parmi les « classes moyennes » rejoignent le camp de la lutte, en fonction de leurs intérêts et de la dynamique de la lutte. C'est sur ce terrain-là que nous souhaitons poursuivre le chantier, notamment à partir de témoignages et d'analyses de luttes.

1. Vingt des vingt-sept pays de l'Union européenne disposent d'un salaire minimum analogue au Salaire minimum interprofessionnel de croissance, le fameux SMIC français. De même que les États-Unis. Contrairement à une idée reçue, le salaire minimum français n'est pas le plus élevé : il est moins important que ses équivalents belge, néerlandais, anglais ou encore irlandais. La France présente en revanche un profil très particulier parmi tous les pays qui disposent d'un SMIC : avec 17 % de salariés qui le touchent, elle est de très loin, LE pays où la proportion des salariés payés au salaire minimum est la plus élevée. Outre-manche, par exemple, seuls 3% des salariés sont dans cette situation. Et les proportions sont analogues dans les autres pays dont le salaire minimum est supérieur au SMIC français. Un seul pays se rapproche un peu de la France sur ce plan : la Bulgarie...

2. Il faudrait cerner plus précisément les contours de ces catégories, car on peut galérer avec un salaire relativement élevé par rapport à la moyenne ou la médiane.

3. Cela nécessite des précisions plus fines, car des cadres qui ont vécu ou vivent des pressions au travail qui étaient avant le monopole des ouvriers (nouvelles méthodes de management, mise en place de surveillance technologique...), ne sont pas nécessairement des prolétaires pour autant, que ce soit au sens de producteur ou d'exécutant.



Le marché de la technopolice en pleine extension

La vidéosurveillance est aujourd'hui largement déployée ; ce secteur juteux cherche de nouveaux débouchés. Bien sûr, il y a le complément des caméras qui permettrait l'identification des personnes filmées, c'est la reconnaissance faciale. Mais il y a bien d'autres compléments de la vidéosurveillance qui sont ici ou là expérimentés. C'est ainsi que la ville de St Etienne avait un projet de micros « intelligents » qui devaient être reliés à des drones envoyés sur les lieux en cas de bruits suspects. Dans cette ville un collectif « Halte au contrôle numérique » s'était mobilisé (conférences, ateliers, déambulations sonores) jusqu'à ce que la CNIL s'intéresse au sujet et avertisse la municipalité qu'il s'agissait d'un traitement illicite de données à caractère personnel. Ce projet a ensuite été remis dans les archives...

Depuis, bien d'autres projets sont nés. C'est ainsi que la mairie de Suresnes a accepté que la start-up locale XXII analyse les moindres faits et gestes, sur la voie publique, des suresnois-es : Durant un an et demi, l'entreprise sera libre d'utiliser les images de vidéosurveillance de Suresnes pour développer des algorithmes de «détection de comportements suspects» dont elle sera propriétaire. Comme l'explique le maire de Suresnes en conseil municipal : « *le problème de nos entre-*

prises françaises est qu'elles n'ont pas accès à des bases de données, des bases d'images, des bases d'événements suffisantes qui leur permettent d'exercer aussi rapidement leurs algorithmes. » En fait les Suresnois-es sont des cobayes de la technopolice même si XXII tente de se dédouaner de toute velléité sécuritaire ; la surveillance qu'elle impose à ses habitant-es est bien réelle. Il s'agit de technologies intrusives, imposées sans débat, à toute une population. Les suresnois-es voient leur vie épiée et exploitée comme une vulgaire matière première utilisable pour le développement de technologies malsaines où les êtres humains ne sont finalement plus considérés que comme une masse de données à vendre ou des corps à contrôler. Enfin, la convention signée ne permet pas de savoir avec précision quels seront les algorithmes déployés. S'il est évoqué la notion on ne peut plus vague de « détection de comportements suspects », il est plus loin fait référence à un algorithme de détection de « maraudage»...

Passons maintenant à la ville d'Orléans. Le projet de la Mairie d'Orléans annoncé en octobre 21 est d'installer des micros couplés aux caméras de vidéosurveillance pour que, dès qu'ils détectent un bruit « anormal », une alerte remonte au Centre de supervision urbain, c'est-à-dire dans la salle de commandement de la police municipale où sont aussi acheminés les flux de vidéosurveillance. L'objectif de ce partenariat consiste à perfectionner ces dispositifs de détection sonore. L'argument principal de la municipalité pour ce dispositif est de dire que celui-ci respecte la vie privée, car le détecteur n'enregistrerait pas les sons mais un simple « paysage sonore ». L'expérimentation est entièrement prise en charge par

Sensivic, l'entreprise chargée d'installer et de gérer ces mouchards. Celle-ci cherche à améliorer et entraîner ses algorithmes afin, par exemple, de pouvoir différencier des cris de joie de ceux d'épouvante, ou d'identifier des bris de glace si une vitrine est cassée. A noter que l'expérimentation n'a pas de durée déterminée, afin de permettre à Sensivic de faire toutes les recherches nécessaires. Sensivic a été créé en 2015, à Sophia Antipolis, la technopole spécialisée en Intelligence Artificielle (IA) des Alpes maritimes, et s'est depuis installée à Orléans, au sein de Lab'O, un accélérateur de start-up numériques. Sensivic a aussi rejoint le projet Lorias un laboratoire d'innovation pour l'armée de l'air : « Le projet consiste à développer des solutions pour améliorer la collecte, la gestion et la transmission de données sensibles diffusées par des objets de « troisième dimension » (drones, capteurs, objets connectés...) » comme l'indique le journal local. Ainsi, des start-up orléanaises, dont Sensivic, travaillent pour l'armée de l'air aux côtés des champions nationaux que sont Thalès, Engie, Atos et Orange.

Pour résumer, la municipalité veut donner les moyens à une entreprise pour tester et mettre au point ses produits sur la population orléanaise pour le compte de l'armée française, de Thalès et d'autres. Comme à St Etienne, ce dispositif est illégal. Mais, alertée, **la CNIL se tait. La Quadrature du Net a été obligée d'intervenir**, aussi bien devant le tribunal administratif pour faire annuler cette convention d'expérimentation que devant la CNIL directement pour la forcer à appliquer de nouveau sa décision vis-à-vis de la ville de St Etienne. A suivre !

Source : laquadrature.net

« Cadets de la Gendarmerie »

SUD éducation a pris connaissance par voie de presse de l'existence d'un partenariat entre l'Association nationale des réservistes opérationnels et citoyens de la gendarmerie nationale (ANORGEND), des rectorats franciliens et la région de gendarmerie Île-de-France. Dans le cadre de ce dispositif, soixante-six lycéen-nes ont effectué durant les vacances de la Toussaint un stage au camp militaire de Beynes, dans les Yvelines, camp où s'entraîne notamment le GIGN. Au programme : montée des couleurs, maîtrise avec arme et sans arme d'un adversaire, tirs à balles réelles, mais aussi inculcation des « valeurs de la République ».

L'objectif est la préparation de ces lycéen-nes, les « Cadets de la gendarmerie » aux concours et sélections de la gendarmerie par le biais de trois stages sur site ainsi que 60 heures assurées par des professeur-es en établissement. Ce dispositif a pour objectif de s'étendre à six établissements en Essonne, puis dans l'Académie de Paris avec le lycée Buffon. En 2024, l'objectif est de porter le nombre de Cadets de la gendarmerie à 200.

Source : Sud Education

Carrefour Flash a ouvert ses portes

Carrefour a ouvert le 24 novembre 2021 son premier magasin autonome dans le 11 arrondissement de Paris. Il est équipé de la technologie développée par la start-up californienne AiFi. Nommé Carrefour Flash, il est pensé pour tout le monde et pour accélérer les courses du quotidien. Il n'est pas nécessaire de télécharger une application ou de s'identifier, tout le monde peut entrer dans ce magasin pour faire ses courses car c'est le magasin lui-même qui est connecté. Dans cet espace de 55 m², ce sont 60 caméras qui ont été installées au niveau du plafond. Les rayonnages quant à eux sont composés de 250 étagères dotées de huit capteurs de poids chacune (soit 2000 capteurs en tout). Ces derniers peuvent supporter jusqu'à 30 kg et sont précis à 10 g près.

Une fois que le client pénètre dans le magasin, il est converti en avatar anonyme et représenté par une couleur. Les équipes de Carrefour insistent sur l'anonymat : le but n'est pas d'identifier concrètement une personne, mais de suivre chaque client indépendamment pour déterminer les achats réalisés par chacun. Toutes les données issues des caméras et des étagères connectées sont fusionnées pour déterminer en temps réel le panier du client et son prix à payer. Carrefour et AiFi se targuent d'avoir un taux de fiabilité de 96% au niveau des paniers. Il reste encore 2 problèmes à régler : Le magasin et ses technologies ne peuvent suivre qu'un maximum de 20 acheteurs et une seule personne doit remplir un panier. Les employés du Carrefour Market sur lequel cette technologie a été implantée seraient toujours présents sur les lieux, jusqu'à quand pour les caissières ?

Source : usinedigital.fr



La généralisation de la reconnaissance faciale en Inde

En Inde, les autorités utilisent depuis longtemps des technologies de reconnaissance faciale dans des contextes où les droits humains sont en jeu, notamment, parmi les exemples récents, pour faire appliquer les mesures de confinement liées au COVID-19, pour identifier les électeurs et électrices lors des élections municipales, et pour maintenir l'ordre pendant des manifestations. Les droits des musulmans, des dalits (opprimés), des adivasis (aborigènes), des personnes transgenres et de toutes les catégories de la société historiquement défavorisées sont particulièrement menacés par la surveillance de masse. La surveillance généralisée dans la ville d'Hyderabad (près de 7 millions d'habitants-es) en Inde, est une menace pour les droits humains, a déclaré Amnesty International le 10 novembre 2021 dans le cadre d'une nouvelle phase de sa campagne Ban The Scan, qui vise à faire interdire les technologies intrusives de reconnaissance faciale. La capitale de l'État du Tèlangana – l'une des villes les plus surveillées au monde – a commencé la construction d'un « centre de commande et de contrôle » qui ne présage rien de bon, dans l'objectif de connecter en temps réel l'immense réseau de caméras de surveillance à reconnaissance faciale de l'État. Par ailleurs, selon une étude menée par l'Internet Freedom Foundation, l'État du Tèlangana est l'État indien qui compte le plus grand nombre de projets liés aux technologies de reconnaissance faciale. « Hyderabad est sur le point de devenir une ville sous surveillance totale. Il est presque impossible d'y marcher dans la rue sans risquer de s'exposer à la reconnaissance faciale », a déclaré Matt Mahmoudi, chercheur sur l'intelligence artificielle et les mégadonnées à Amnesty International.

Amnesty International demande une interdiction totale de l'utilisation, du développement, de la production, de la vente et de l'exportation, tant par le secteur public que privé, des technologies de reconnaissance faciale à des fins de surveillance de masse. A suivre...

Source : Amnesty International

Finalisation de la loi dite « Drones 2 »

La loi « responsabilité pénale et sécurité intérieure » dite « Drones 2 » a fini d'être examinée par le Parlement le 18 novembre dernier. Elle a été définitivement adoptée le 16 décembre par le Sénat après un passage en commission mixte. Elle prévoit notamment de ré-autoriser les drones policiers qui, l'an dernier, avaient été interdits par le Conseil constitutionnel lors de la censure de la loi sécurité globale. Ensuite, il faudra attendre sa promulgation qui ne peut intervenir qu'après la décision du Conseil constitutionnel si celui-ci venait à être saisi !

En effet, depuis des semaines la Quadrature du Net ainsi que d'autres associations essaient de trouver 60 parlementaires (député-es ou sénateur-ices) nécessaires à la saisie de ce Conseil. A ce jour (le 16/12), rien n'est fait même si en théorie, tout devrait conduire à une nouvelle censure des drones dans cette nouvelle loi. Rappelons ici que les forces de répression, gendarmerie et police, ont des centaines de drones à faire fonctionner légalement. Lorsque cette loi sera promulguée, nous reviendrons en détails sur son contenu.

Source : laquadrature.net

QR code-isation de la société

Le QR code s'impose partout dans le monde. Le QR code est une sorte de super code-barres. Son nom signifie en anglais « *quick response code* », « code à réponse rapide ». Il se lit en effet dix fois plus rapidement que le code-barres. Grâce à ses deux dimensions, il peut être lu quel que soit l'angle de lecture. Il contient aussi 200 fois plus de données qu'un code-barres classique. Cette technologie fut inventée en 1994 par le Japonais Masahiro Hara, un ingénieur de Denso Wave, une filiale de Toyota qui fabriquait des pièces automobiles. Les ingénieurs souhaitaient alors mieux suivre l'itinéraire des pièces détachées à l'intérieur des usines. Son usage a permis à Toyota de déployer sa stratégie au tournant des années 2000. La multinationale cherchait un moyen d'identification automatique pour accélérer la cadence. L'idée était de produire à flux tendu avec une coordination constante entre la tête de la multinationale et l'ensemble des sous-traitants, des fournisseurs aux revendeurs. Pour améliorer ses marges et son pouvoir, Toyota a créé une obsession de la traçabilité en tout point.

Cette évolution répondait aussi à un objectif politique. « *Les projets d'automatisation de la production avaient pour but essentiel de renforcer le contrôle managérial sur la force de travail bien plus que d'augmenter les profits* », analyse le groupe Marcuse (Mouvement Autonome de Réflexion Critique à l'Usage des Survivants de l'Économie) dans son livre « la liberté dans le coma ».

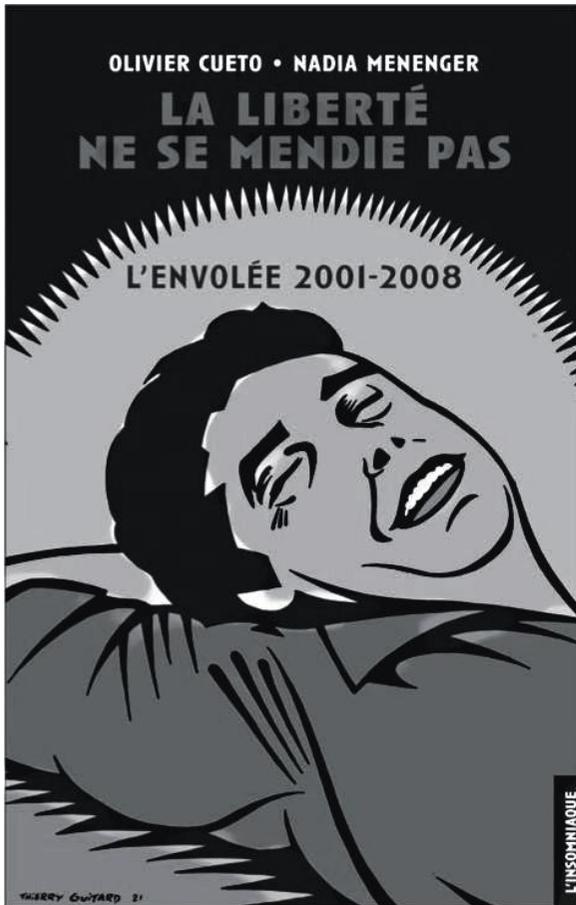
Les auteurs estiment que les dispositifs comme le QR code, la puce RFID ou la biométrie participent à une vaste « contre-insurrection ». L'informatisation de l'organisation industrielle a dépossédé la classe ouvrière de ses savoir-faire, détruit les solidarités dans l'usine et accru la surveillance au profit d'un projet cybernétique où les machines communiquent entre elles et où les hommes deviennent quantité négligeable.

À l'origine, le QR code a été créé pour accroître l'automatisation dans le milieu industriel et répondre aux besoins du capital. « *En vingt ans, nous sommes passés d'un outil pour intensifier la logistique à un outil pour régir et contrôler les humains dans tous les aspects de leur vie*, constate l'historien François Jarrige. *Le QR code, qui s'appliquait d'abord aux flux de marchandises, sert désormais à gérer et surveiller le troupeau humain.* » Une forme de réification (volonté de considérer une personne comme un objet) est à l'œuvre. En effet avec ces dispositifs de traçage numérique, on s'occupe des humains comme des choses.

Cette technologie accélère notre dépendance au numérique et nous fait entrer de plain-pied dans l'ère du flash, un monde peuplé de scanners, d'écrans, un monde illisible à l'œil nu où nous déléguons notre regard aux machines et c'est une évidence de dire que nous ne sortirons pas de ce monde une fois la pandémie passée !

Source : reporterre.net

Big Brother



La liberté ne se mentie pas.

Après *A ceux qui se croient libre* publiée en 2009, la camarade Nadia Menenger, complice historique des luttes anticarcérales, publie un nouvel ouvrage aux éditions de *L'Insomniaque* : *La liberté ne se mentie pas*.

Au prétexte d'un hommage posthume à Olivier Cueto, arpenteur des sentiers tortueux de l'illégalisme et figure tutélaire du journal *L'Envolée*, Nadia membre initial du collectif qui fonda l'émission de radio et le journal nous invite à nous replonger dans les pages publiées entre 2001 et 2008. Ces textes issus des rencontres et des échanges entre l'intérieur et l'extérieur des centres pénitentiaires, et regroupés en différentes thématiques illustrent de manière criante le virage sécuritaire que l'Etat et les bourgeois nous ont imposé en vingt ans. Ils permettent de comprendre combien la prison et la justice sont le corollaire quasi naturel du capital et du travail et pourquoi l'enfermement et le contrôle envahit de plus en plus chaque aspect de notre vie, jusqu'au plus intime.

Ils réveilleront également les esprits engourdis par des années de prêchi-prêcha disciplinaire tenu par toute la représentation politique (de la « sécurité première des libertés » à « comprendre c'est excuser »). En assimilant la « délinquance » à une maladie qu'il convient de dépister et de traiter avec sévérité, petit à petit, le discours dominant a réduit à un dysfonctionnement individuel ou familial l'acte délictuel qui serait sans lien avec le fonctionnement profondément inégalitaire de la société dans son ensemble.

Enfin à l'heure où la « gôche » semble vouloir mettre son espoir entre les mains d'une ancienne « garde du seau » il importe de remettre les pendules à l'heure quant à la critique de la prison et du droit en général.

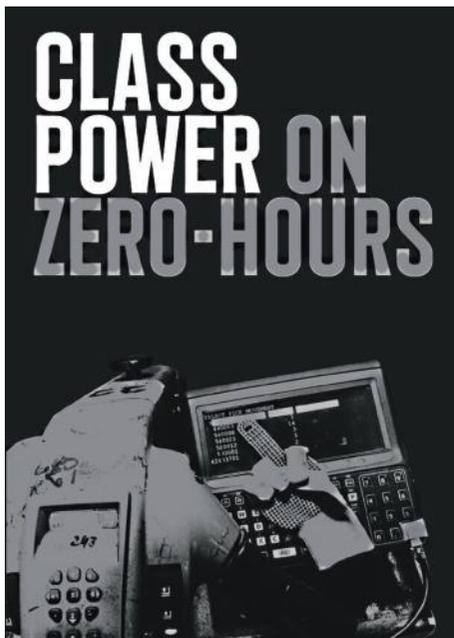
Bref, une lecture plus que recommandée !

***Olivier Cueto et Nadia Menenger
(avec des illustrations de Thierry Guitard)
La liberté ne se mentie pas, L'Insomniaque,
15 boules.***

Olivier Cueto est mort le 28 mars 2020 à Paris, à l'âge de 60 ans. Jusqu'au dernier jour il aura dégusté la vie avec une insatiable curiosité et une énergie remarquable. Titulaire d'une agrégation de lettres qui lui aurait permis de faire une carrière d'enseignant bien rétribué – et de mener une petite vie aussi fade que tranquille –, il a préféré parcourir les sentiers interdits de l'illégalisme libertaire. Il laisse de nombreux textes, notamment ceux qu'il a écrits ou coécrits pour le journal anticarcéral *L'Envolée*, qu'il a cofondé et longuement animé. Ce sont ces écrits de combat – reflets de ses réflexions, de son expérience et de son engagement – que ce livre se propose de partager. Se plonger à nouveau dans les textes publiés dans *L'Envolée* au cours des années 2000 permet de retracer le virage sécuritaire de l'État, qui s'accroît alors extrêmement. Les lire ainsi recueillis, permet de mieux comprendre comment, petit à petit, le discours dominant a assimilé la « délinquance » à une maladie qu'il convient de dépister et de traiter avec une sévérité toujours accrue – puisqu'ainsi réduite à un dysfonc-

tionnement individuel ou familial qui serait sans lien, ou peu s'en faut, avec le fonctionnement profondément inégalitaire de la société dans son ensemble. Il est devenu inutile, presque incongru, de se pencher sur ses causes sociales, économiques et politiques afin de prendre ce problème à la racine : circulez, y a rien à voir. Les « inadaptés » n'ont qu'à bien se tenir... Ces textes contribueront à éclairer, à cet égard, les esprits engourdis par quarante ans de régression sociale. Ils aideront les lecteurs à mieux comprendre que si nous voulons abolir le système capitaliste, qui ressemble de plus en plus à une vaste prison, il faudra plus que jamais abolir les lieux d'enfermement. Olivier a maintes fois collaboré aux travaux éditoriaux de *L'Insomniaque* : il a notamment contribué très activement à rassembler les *Écrits du cambrioleur anarchiste et bagnard increvable Alexandre Marius Jacob*. Il a aussi collaboré à l'anthologie *Au pied du mur*, qui présentait en l'an 2000 « 765 raisons d'en finir avec toutes les prisons ». Il nous a donc semblé naturel de lui rendre cet hommage posthume, tout en perpétuant de la sorte la mémoire des luttes anticarcérales de la première décennie du millénaire.

Présentation des AngryWorkers



AngryWorkers est un groupe anglais qui enquête et intervient dans les centres logistiques et l'industrie agro-alimentaire de l'Ouest londonien, des secteurs qui emploient des dizaines de milliers de travailleurs, pour une large partie d'entre eux d'origine immigrée. Leur pratique politique se veut tournée vers l'élaboration de réseaux de soutien et de résistance en opposition avec la construction d'une énième organisation révolutionnaire ou d'un syndicalisme alternatif.

A mi-chemin entre l'établissement⁽¹⁾ et l'enquête ouvrière, leur démarche empreint d'un certain volontarisme relève pourtant d'un grand intérêt. Dans un ouvrage publié en 2020 « Class Power on Zero Hour » chez PM Press, AngryWorkers relate leurs 6 années d'activisme dans les coulisses de l'industrie, et plus particulièrement les impacts et les résistances face à l'exploitation matérialisée par les contrats zéro-heure. Développé dans les années 1980 de Margaret Thatcher, le contrat "zéro heure" est dépourvu d'une définition juridique précise. Un employé sous ce type de contrat n'a aucune garantie sur le nombre d'heures hebdomadaires mi-

nimales à effectuer. Il est appelé à travailler d'une semaine à une autre, suivant la demande de l'employeur. Même s'il doit être en permanence à disposition de l'employeur, il peut légalement refuser toute proposition de travail. A la différence du travail en intérim où une personne peut également ne pas avoir de garantie de travail, il n'y a pas de tierce acteur entre l'employeur et le salarié. Ce type de contrat est courant dans des secteurs dits dynamiques où la main d'œuvre se renouvelle régulièrement. Ces dernières années, ces contrats ont connu une forte croissance : concernant jusqu'à un million et demi de travailleurs en 2016, leur nombre est redescendu à un peu plus d'un million en 2019. Plus d'un employeur sur dix y a recours dans le pays.

Nous avons donc penser que la traduction de ce bouquin pouvait intéresser les lecteurs de Courant Alternatif, nous vous la proposerons donc au fur et à mesure de son avancée⁽²⁾. Dans cette première partie, les auteurs décrivent le cadre de leur intervention. Évidemment vu notre niveau d'anglais les camarades d'AngryWorkers ne pourraient être comptables de cette traduction et de ces erreurs et/ou contresens.

WEST LONDON⁽³⁾

Avant de déménager, en 2014, dans la périphérie ouest de Londres, nous vivions dans l'est de la ville. Nous étions impliqués dans un groupe communiste libertaire et un collectif féministe socialiste⁽⁴⁾. C'étaient des groupes tout à fait corrects, mais ils fonctionnaient de la même manière que les autres organisations, leur interaction principale avec «la classe» se produisait dans les périodes de mobilisations sporadiques, lors des grèves des travailleurs du secteur public contre l'austérité ou à l'occasion de manifestations étudiantes. La gauche à Londres (...) est plutôt composée et dominée par les étudiants et par les activistes professionnels. Nous avons donc ressenti le besoin, d'une politique de classe plus profondément enracinée dans la vie quotidienne des

travailleurs et de stratégies basées sur les conditions concrètes dans les lieux de travail.

Nous puisions notre inspiration dans la vague de grèves des travailleurs migrants dans les entrepôts italiens, qui en utilisant leur position stratégique, ont brisé le régime de peur dans des entreprises comme TNT, IKEA et dans les grands centres de logistique. Nos camarades du collectif Wildcat en Allemagne avaient commencé leur propre enquête et intervention et nous avons échangé à propos de la résurgence de grandes concentrations de travailleurs dans le secteur de la logistique (...)

À ce moment-là, nous ne connaissions qu'un seul camarade ouvrier, qui travaillait dans une usine d'emballage et de distribution de fruits et légumes à Greenford. Nous avons fait des repé-

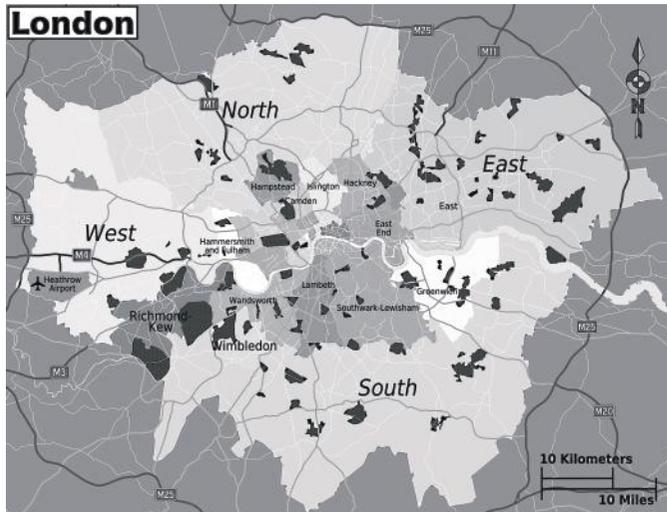
rages et nous en avons appris davantage sur la région. En termes d'infrastructures le couloir de l'Ouest joue un rôle vital pour la survie quotidienne de Londres. Il s'agit de la zone autour des deux artères menant à Londres, la M4 et l'A40, et du hub de l'aéroport d'Heathrow, qui emploie environ 80 000 travailleurs(...) La distribution de biens et la transformation alimentaire sont les principales activités. Environ 60% des aliments consommés par plus de huit millions de personnes à Londres sont manipulés, emballés ou transformés le long de ce corridor occidental. La main-d'œuvre (...) est majoritairement d'origine immigrée, principalement d'Asie du Sud et d'Europe de l'Est. La plupart des travailleurs vivent à proximité de leur lieu de travail - dans des vastes zones de

1. Etablissement/établi : ce terme renvoie à la fois à l'outil de travail des ouvriers et au fait de s'installer concrètement au sein du prolétariat, dans les usines et les campagnes, pour élaborer un travail d'organisation immanent à la classe. Si le terme est en général associé à la pratique des différents groupes d'obédience maoïste, il ne se limite pas à ceux-ci car on peut citer aussi la philosophe Simone Weil et son journal d'usine.

2. Il s'agira ici de simples extraits de l'ouvrage, la version complète de la traduction pourra se consulter sur le site de l'OCL. On peut déjà y lire des extraits de l'introduction et une interview du groupe.

3. Londres est une mégapole de plus de 8,6 millions d'habitants et l'agglomération londonienne avec les banlieues comprend 12 millions de personnes. Elle réalise un cinquième du produit intérieur brut du Royaume-Uni. Depuis 2008, le Plan Londonien, un document officiellement établi par la mairie divise en cinq sous-régions l'agglomération. West London (Londres Ouest) comprend Brent, Ealing, Hammersmith et Fulham, Harrow, Hillingdon, Hounslow, Kensington et Chelsea.

4. En l'occurrence The Commune (La Commune) et Feminist Fightback.



Districts de Londres

maisons jumelées. Construites dans les années 30 et les années 50, ces maisons étaient destinées aux familles nucléaires de quatre à cinq membres. En raison des loyers élevés, les travailleurs ont désormais tendance à partager ces maisons, avec parfois jusqu'à dix personnes.

5. BNP : British National Party est un parti politique d'extrême droite.

6. Au lendemain des indépendances, les gouvernements du Kenya et de l'Ouganda africains ont poursuivi des politiques d'indigénisation. Les Indiens d'Afrique de l'Est assimilés à une classe de commerçants en paient le prix et se voient expulsés massivement.

7. Le solde migratoire est la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année

8. Gate Gourmet aujourd'hui Gategroup est une des plus importantes entreprises du secteur de la préparation des repas servis aux passagers pendant un vol.

HISTOIRE DE WEST LONDON

Le Grand Union Canal et le Great Western Railways, tous deux construits dans la seconde moitié du XIXe siècle ont relié Londres avec les zones industrielles autour de Birmingham. Ce dernier transforma Southall en ville ferroviaire et les premières usines furent construites à proximité, par exemple des manufactures de verre et de thé à Greenford ou des usines de margarine à Southall. Néanmoins, une grande partie de la région est restée rurale et a fourni du carburant, sous forme d'herbe et de foin, pour les principaux moteurs des transport de Londres à l'époque : les chevaux. En outre, il y avait des fours à brique et des vergers qui ont également alimenté Londres. Pendant la Première Guerre mondiale, des usines de munitions ont été construites à Park Royal.

Dans les années 20, un nombre important de travailleurs des vallées minières galloises arrivent dans l'ouest de Londres, échappant ainsi au chômage. Ils travaillent à la construction de la Western avenue (A40) et, plus tard, à l'expansion des industries de l'industrie légère et de la transformation des aliments. Pendant l'entre deux guerres, la région a été le siège d'importants investissements américains, des entreprises comme Firestone, Hoover, Gillette ou Heinz ont employé plusieurs milliers de travailleurs. Bon nombre de ces travailleurs étaient des femmes.

Avec le réarmement des années 30,

l'industrie aéronautique est devenue un autre secteur industriel important de la région. Après la Seconde Guerre mondiale, le plus important groupe de travailleurs migrants venait d'Irlande. Comme les Gallois avant eux, ils ont d'abord été accueillis avec des sentiments anti-migrants et anti-ouvriers par les habitants des banlieues. Dans les années 60, le mépris s'est ensuite déplacé vers l'immigration en provenance de l'Asie du Sud, principalement du Pendjab et des Caraïbes. Ces travailleurs ont fait face à la répression non seulement des patrons, mais aussi de l'État raciste et des groupes fascistes comme le BNP (5). Sur les lieux de travail les syndicats existants étaient initialement réticents à organiser les nouveaux travailleurs. La région a été témoin d'une série de grèves offensives d'usines, comme à l'usine de caoutchouc Woolfs, à l'usine automobile Tri-co ou à l'usine de traitement de photos Grunwick, et de combats de rue, comme lors du soulèvement de Southall contre les fascistes et la police en 1979. À la fin des années 1970, le secteur de l'industrie décline et le West London perd 22 000 emplois (...) entre 1979 et 1981. La restructuration a suscité des luttes comme à l'usine de Lucas, où les ingénieurs et les travailleurs qualifiés ont posé la question de l'auto-gestion des travailleurs et de l'utilité sociale de la production. Ces conflits sont néanmoins restés des événements isolés, confinés à la partie qualifiée de la main-d'œuvre et n'ont pu mettre fin aux licenciements massifs.

Au cours des années 1980, les suppressions d'emplois ont été partiellement compensées par l'extension massive de l'aéroport de Heathrow. Ces emplois étaient occupés par des travailleurs d'Asie du Sud. Beaucoup d'entre eux étaient venus en Angleterre et s'étaient installés dans des endroits

comme Wembley, après la « crise des réfugiés » provoquée par l'expulsion des Indiens d'Afrique de l'Est (Ouganda, Kenya) à la fin des années 1970 (6). Une partie de la première génération de ces migrants forme maintenant la classe moyenne locale, en tant que propriétaires fonciers, patrons, politiciens et « leaders communautaires ». Politiquement les principales expressions se traduisaient soit par l'intégration dans l'appareil du parti travailliste, soit dans le fondamentalisme religieux.

LE NOUVEAU MILLENAIRE

C'est donc l'expansion de l'aéroport de Heathrow dans les années 1980 et 1990 qui a non seulement créé des emplois locaux, mais aussi remodelé le réseau logistique: produits frais, colis, pièces électroniques (...). Heathrow emploie directement ou indirectement entre 80 000 et 150 000 personnes, dont la plupart sont des emplois manuels, ce qui est plus que l'industrie locale ne l'a jamais fait. Au cours des années 1990, le nouvel ordre mondial impérialiste (guerre du Golfe de 1991, interventions de l'OTAN en Somalie et en Afghanistan, guerre civile au Népal) a conduit à une nouvelle augmentation de l'immigration liée à l'asile. Le solde migratoire annuel moyen (7) entre 1991 et 1995 était de 37 000, contre 249 000 entre 2011 et 2015. Beaucoup de ces travailleurs originaires de Pologne ou de Roumanie connaissent peu ou pas l'histoire de l'immigration post-coloniale et leurs propres préjugés racistes se mélangent avec le fait que désormais beaucoup de cadres moyens, des propriétaires fonciers sont de vieux migrants asiatiques des années 1960 et 1970.

Sans surprise, cette cohabitation a conduit à des conflits, par exemple (...) celui de Gate Gourmet (8) en 2005. Lors de cette grève, des travailleurs récem-



Chargement avion

ment recrutés en Europe de l'Est ont été utilisés pour saper la résistance des travailleurs plus installés. Le syndicat UNITE a fait pression sur les bagagistes d'Heathrow pour qu'ils arrêtent leur grève de soutien. Des centaines de travailleurs surtout des femmes ont perdu leur emploi. La grève de Gate Gourmet et sa défaite est toujours dans l'esprit des travailleurs du coin. Le comportement du syndicat UNITE pendant le conflit Gate Gourmet était moins une « trahison raciste » qu'une décision tactique de conserver son influence auprès de la direction du New Labour.

LE CORRIDOR OCCIDENTAL AUJOURD'HUI

La région est dominée par des ensembles de maisons en terrasse sombre et de grandes boîtes blanches, entrecoupées par le parcours de golf. On trouve des supermarchés polonais à

donc une classe de travailleurs intermédiaire, de bureaucratie et d'encadrement). Les semaines de travail de cinquante ou soixante heures sont la norme. La direction utilise les vieilles tactiques de division, en distribuant des postes de direction inférieurs aux Polonais, Roumains, Asiatiques, qui deviennent les « intermédiaires » pour les travailleurs de leur origine respective.

En 2015, le solde migratoire vers le Royaume-Uni était de 333 000 personnes sur une population totale de 65 millions d'habitants. Après le référendum sur le Brexit, les chiffres ont légèrement baissé pour s'établir à 273 000 en 2016. Depuis le référendum, la livre sterling a perdu 15% de sa valeur par rapport à l'euro, ce qui signifie qu'un salaire britannique n'est pas aussi haut qu'il ne l'était dans le pays d'origine. Environ la moitié des migrants qui arrivent au Royaume-Uni viennent de

travaillé pendant au moins trois mois, ils n'ont droit à une allocation de logement qu'après un an, limitée à un maximum de six mois. Bien que la part réelle des travailleurs de l'UE qui demandent des prestations soit faible, ces mesures, qui limitent l'accès aux prestations, exercent davantage de pression sur les travailleurs pour qu'ils trouvent et conservent un emploi mal rémunéré à tout prix. L'État érige également des obstacles plus élevés pour les migrants non européens. Les travailleurs qui ont un permis de séjour doivent gagner au moins 18 600 £ par année pour pouvoir faire venir leur conjoint. Un emploi au salaire minimum ne vous rapportera qu'environ 17 000 £, ce qui explique pourquoi bon nombre de nos collègues de travail font des heures supplémentaires.

Le chômage n'est pas un problème dans notre région. Vous pouvez trouver un emploi de merde n'importe quand. Le taux de chômage au Royaume-Uni se situe à 3,8 %, son plus bas niveau en 44 ans. Pourtant, même si le taux de chômage est faible, les travailleurs ne semblent pas être en mesure de mettre beaucoup de pression sur les salaires. Selon une étude du TUC ⁽¹⁰⁾, le salaire réel moyen a chuté de 10 % entre 2007 et 2015, ce qui signifie que le Royaume-Uni n'est dépassé que par la Grèce qu'en terme de perte de revenus alors que l'économie britannique a progressé au cours de la même période. L'introduction du salaire minimum s'élève actuellement à £8,72 par heure. À l'heure actuelle, environ 20 % de l'ensemble de la population active gagne environ ou un peu plus que le salaire minimum. Environ 4,6 millions de travailleurs ont des contrats qui ne garantissent pas un nombre d'heures de travail hebdomadaires et donc aucun revenu régulier. Le nombre de contrats zéro heure et similaires a augmenté de 30% entre 2014 et 2018. L'incitation au travail indépendant de diverses façons (fiscalité, etc.) a entraîné une augmentation de 45 % du nombre de faux travailleurs indépendants depuis 2002, pour atteindre 4,8 millions de travailleurs en 2018.

**Traduction Jean Mouloud.
Merci évidemment à Zyg pour la
brillante idée !
fin de la première partie**

pays de l'UE et se rendent d'abord dans les régions où il est le plus facile de trouver du travail : 40% de tous les migrants vivent à Londres. Chaque année, plus d'un million de personnes viennent travailler ou étudier au Royaume-Uni pendant moins d'un an. Les travailleurs qui restent pour une courte période subissent des pressions pour gagner l'argent qu'ils ont déjà dépensé pour leurs déplacements. Les raids de la police dans les grandes usines, comme Greencore (fabricant de sandwich) ou Noon Kerry Foods, sont fréquents et sont destinés à attraper les immigrants illégaux autant que pour faire passer aux autres le message sur le pouvoir de l'État.

Depuis avril 2014, les migrants de l'UE sont officiellement placés dans les rangs inférieurs de la hiérarchie sociale en ce qui concerne l'accès aux prestations sociales : ils ne peuvent prétendre à l'aide sociale de base qu'après avoir



Usine greencore

côté de restaurants indiens ainsi que des haut-parleurs gujarati à Wembley et penjdabis ⁽⁹⁾ à Southall.

Certains collègues polonais ont eu de la difficulté à comprendre les codes sociaux et culturels. « Quand je suis arrivé ici, j'ai déménagé à Southall, car les loyers y étaient les moins chers. En voyant tous les sikhs avec de longues barbes et des turbans, j'ai pensé que j'étais atterri parmi les talibans ».

La plupart des travailleurs de la région touchent le salaire minimum, et un quart d'entre eux sont employés par l'intermédiaire d'agences d'intérim. Il s'agit d'une main-d'œuvre en grande partie non qualifiée. Il y a d'importantes différences quotidiennes et saisonnières dans la charge de travail en raison des systèmes de livraison « juste à temps ». Pour gérer les effectifs dans ce contexte, les patrons utilisent beaucoup de travailleurs temporaires (il y a

9. Les Gujaratis ou Goudjérates sont un groupe ethnique d'Asie du Sud. Ils habitent surtout en Inde, mais aussi dans une moindre mesure au Pakistan, ainsi que dans les pays de la diaspora indienne et aussi en Afrique. Ils sont végétariens. Le Pendjab est une région du Pakistan.

10. Le Trades Union Congress est l'organisation fédératrice des syndicats britanniques.

De cendres et de braises : l'usine Renault Flins et sa banlieue, leur histoire et devenir



De cendres et de braises - Manon OTT

Il aura fallu à Manon Ott, chercheuse et enseignante, assistée de son compagnon Grégory, plusieurs années de recherche - dès 2011 -, d'immersion totale, de rencontres, d'écoute, de prises de vue, pour arriver à produire cet impressionnant et original travail de thèse sociologique sur une banlieue dite « chaude » de la région parisienne en bord de Seine : la ville des Mureaux dans les Yvelines, longtemps dénommée la ville Renault, car pourvoyeuse d'emplois pour l'usine de Renault Flins, très proche et ce depuis 1952.

A partir de nombreux témoignages, entretiens, visites, réflexions, recherches sur le passé, et d'autres écrits suscités par cette région et notamment cette usine longtemps mythique, Manon Ott restitue ainsi un pan d'histoire sociale sur plus de 50 ans, mêlant l'usine et deux quartiers dits « chauds » de la ville, bien au-delà des clichés, des rejets, des déformations, trop souvent à la une des médias en quête de sensationnel: les Mureaux a été baptisé pendant longtemps par certains médias le « Chicago des Yvelines », en concurrence avec Mantes-la-Jolie ou Trappes.

Commencer par le film, c'est d'abord se laisser porter par les images en noir et blanc, leur poésie ou leur vitalité, souvent la nuit, c'est découvrir les quartiers des Musiciens et de la Vigne blanche sur fond de musique free jazz onirique d'Akosh Szelevényi, les paroles brutes et riches venant des rencontres choisies par la réalisatrice ou de ses recherches historiques. Ainsi elle invoque 1968 par un extrait du film de J.P Thorn « Oser lutter oser vaincre » sur la grève à Renault-Flins, puis dès 1969 l'arrivée des milliers d'immigrés

Ce double projet (livre issu d'une thèse et film) est l'œuvre d'une sociologue, Manon Ott, qui retrace l'histoire ouvrière et sociale des Mureaux et de ses cités, indissociables de celle de l'usine Renault de Flins (1).

pour produire le double de voitures, l'engagement d'un couple de militants révolutionnaires à Renault-aujourd'hui à la retraite-, des syndicalistes de Renault en action en 2011 ou d'autres en retraite; mais surtout des personnalités attachantes comme Antoinette, Momo ou Yannick des Croms (2) un groupe de jeunes trentenaires actifs, les enfants adultes des immigrés retraités de l'usine et ce qu'il en reste, ses ultimes combats aujourd'hui.

Forcément, peu de femmes, car la nuit dehors n'est malheureusement pas encore pour elles mais derrière les fenêtres de cuisine des HLM.

Découvrir le film, c'est enfin apercevoir ce qu'a donné la rénovation urbaine avec les tours, des barres ou des lieux qui tombent pour donner la place à plus de verdure, à d'autres bâtiments plus petits et parfois plus chers, d'autres habitants surtout, comme le voudrait la municipalité, tout en accélérant la désertification d'un tissu associatif indépendant : pour tourner cette immense page d'histoire ouvrière et enfin se glorifier de la gentrification et rebaptiser les Mureaux « ville de l'aéronautique », nettement plus « valorisant » que l'automobile ! C'est certain que les quelques centaines d'employés très qualifiés et bien blancs de l'Aérospatiale des Mureaux n'habitent pas non plus dans la ville, lui donne une aura plus « classe ».

Ce film tel un état des lieux en noir et blanc, prenant son temps, suscite l'imagination, des questionnements, peut-être des incompréhensions face au choix esthétique, rompant avec les images habituelles des banlieues - ce que l'auteure nomme les grands feux- ainsi que leur mutation pour « faire voir ce qu'on ne voyait pas », les petits feux.

Une heure 15, c'est une gageure pour faire sentir des dizaines d'années de vie, de travail, de modifications des

lieux, de luttes collectives, de galères et d'espoir. Mais ça fait discuter, réfléchir et donne envie d'en savoir plus, d'aller plus loin.

Alors le livre est là : beau, épais, de plein de belles photos en noir et blanc (un quart des 300 pages!), passionnant et deux côtés de lecture possible : une face pour l'expérience d'un film et une autre face pour Voix et histoires d'une banlieue populaire, issue de la thèse de sociologie de Manon Ott, dont les nombreuses références sociologiques sont parfois plus complexes.

Dans la face 1 on retrouve les trois « héros » principaux du film, oiseaux nocturnes crevant l'écran lors de récits parfois intimes, attestant des liens qui se sont tissés avec la réalisatrice : Yannick le beau rapeur rêveur épris de liberté et agent de sécurité tout en étant un animateur des Croms ; Antoinette femme libre, engagée sur cette ville, battante malgré ses KO, s'abreuvant de musique et de danse, et toujours amoureuse; et Momo l'ancien braqueur devenu militant contre le double peine qu'il a subie, éternel révolté sorti de la délinquance pour combattre aussi aux Mureaux ses causes économiques et sociales au quotidien, contre le racisme, les lois et injustices du système où il lui est impossible de vivre dignement : il sera après le film, logiquement un Gilet Jaune très déterminé même avec son fauteuil roulant.

La face 2 du livre raconte d'abord l'histoire de l'usine et ses grands conflits ouvriers, le rôle de la ville des Mureaux et ses habitants (avec de nouvelles constructions pour l'usine) dans ce contexte, la question du logement, la place essentielle des travailleurs immigrés après 1969, le racisme qui les humilie, leur souffrance au travail, car le plus dur sur les chaînes de montage en 2X8 ou aux presses la nuit où ils sont à 80 % du personnel. Mais il y a aussi leur terrible silence dans les familles,

1. éd. Anamosa, 2019

2. Croms : Citoyens Réprimeurs de l'Oubli et de la Misère Sociale

sans aucune transmission à leurs enfants qui par la suite, alors que souvent diplômés y travailleront en intérim et rejeteront l'usine pour du travail précaire ailleurs : de fait ni délinquants ni chômeurs longue durée mais tenant aussi les murs dans la cité où il y a de moins en moins de lieux pour se réunir, le monde associatif ouvrier et les syndicats ayant beaucoup moins d'ancrage local.

Tout cela sur fond de liens de plus en plus distendus avec l'usine (de 22 000 salariés à 4 000 entre 1970 et 2021, alors que la population des Mureaux est passée de 26 000 à 33 000 habitants), éloignant la population du sentiment d'appartenance au monde ouvrier alors qu'ils y sont encore 70 % parmi les actifs de ces quartiers. Sans parler de la montée électorale importante du FN dans les années 80 et de la chute des scores et de l'activité du PC et du PS, avec un taux d'abstention énorme dans les quartiers : n'oublions pas que la majorité des habitants de ces quartiers n'ont toujours pas le droit de vote, du fait de leurs nationalités du Maghreb ou d'Afrique noire.

L'autrice revient aussi sur la parole plus fournie d'autres acteurs de cette ville liée à l'usine, attestant de la diversité et la fragmentation de la population : ceux cités plus haut, dont les révolutionnaires syndicalistes Jamaà Ourami et Fabienne Lauret, ayant habité à la Vigne blanche en animant une grève des loyers, et vécu les grandes grèves des années 73 à 83, le militant

CGT Moussa Sako porte-parole des maillons aux Mureaux, ainsi que Diallo Moussa de la CFDT, très actif dans la défense des sans-papiers.

On y retrouve les Croms, la plupart ayant travaillé un temps chez Renault : le témoignage d'Abdoulaye dit Mao, livreur intérimaire, y découvrant choqué le terrible travail de son père est édifiant.

Et aussi une explication d'un des clous du film est la scène où les Croms miment dehors les gestes répétitifs du travail à la chaîne, parlant d'aliénation, de cerveau éteint, mais admirant le courage silencieux de leurs pères invisibilisés, exploités et usés par l'usine, pour eux un véritable repoussoir. Alors qu'ils ne savent pas qu'ils ont aussi lutté. Et leurs enfants ont aujourd'hui intégré que la pérennité de l'emploi n'existe quasiment plus, malgré leurs diplômes. Avec un horizon bouché, ils sont les nouveaux prolétaires précaires du secteur tertiaire des services sans pourtant s'identifier au monde ouvrier avec ses traditions de solidarité et de résistance collective.

La fin de cette partie du livre revient sur le militantisme des quartiers dans les années 80/90, après la marche pour l'Égalité et contre le racisme - passée aux Mureaux -, avec l'association Solact (Solidarités actives) très dynamique ainsi que Résistance des banlieues où Momo eut un rôle important et actif, puis au Comité national contre la double peine



Restructuration cité

(CNDP) et au Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB): ces mouvements, animés par les premiers concernés, ont permis l'expression de la révolte des jeunes pour des revendications posant la question sociale et politique des quartiers populaires, résumée par : « La violence c'est d'avoir 20 ans, pas de boulot et les flics sur le dos ! ».

Il n'est pas certain que ce ne soit plus d'actualité aujourd'hui même si ces mouvements se sont usés ou récupérés par des municipalités (aux Mureaux aussi) maniant clientélisme et répression !

Car sous les cendres il y a encore des braises dans les usines comme dans les quartiers.

Il faut savoir les voir et les entendre : ce qu'a réussi Manon Ott avec ce film et ce livre.

Fabienne, décembre 2021

Pourquoi des sociologues ?

Le travail de Manon Ott se veut un « état des lieux » des Mureaux dans différents aspects (social, politique, urbanistique, militant...) qui s'entremêlent nécessairement dans l'histoire de la région. Les mutations locales du capitalisme et ses restructurations entamées dans les années 80 ont des conséquences palpables sur la banlieue ouvrière, aussi bien matérielles qu'idéologiques, qui sont décrites finement par la sociologue. Les témoignages et photos illustrent, complètent et incarnent les références plus médiatiques ou universitaires (Beaud, Pialoux, Bourdieu, Rancière...), dans lesquelles Manon Ott semble rechercher une filiation, à rebours des lectures ethniques ou victimaire des ex-cités ouvrières.

Manon Ott s'interroge longuement sur sa place de sociologue « en immersion » dans la banlieue, sur la parole confisquée aux habitants par les universitaires, poli-

tiques..., sur sa déformation, sur le rôle du film dans cette restitution de la parole. Elle n'a donc pas la prétention d'une porte-parole officielle et parachutée de la banlieue, pose un regard très critique sur son travail, mais les pages qui y sont consacrées sont assez indigestes et jargonneuses, très intellectuelles et précautionneuses. Finalement, malgré toutes ces circonvolutions, on a tout de même l'impression dans certains passages du film (bien accueilli par les habitants) d'une idéalisation de quelques figures de la banlieue, accentuée par son esthétique très particulière, et par les attitudes que suscite forcément la caméra chez ceux qui se mettent déjà souvent en avant : militants, rappers, animateurs.

Quoi qu'il en soit, le temps long de l'histoire sociale illustrée ici (1952 - années 2010) et racontée par les habitants des grands ensembles s'applique de façon relativement similaire à d'autres villes de France, ce qui replace le travail dans un contexte capitaliste plus

global (3), notamment les rénovations et politiques de la ville successives. Un des intérêts majeurs du livre est d'interroger différentes générations d'habitants, appartenant à des vagues successives de luttes. Des O.S de Flins aux Croms, en passant par les « lascars » du CNDP, les analyses sur la continuité et les ruptures dans la mémoire ouvrière montrent comment les prolétaires des cités des Mureaux ont lutté et luttent contre leur condition dans ses aspects multiples (travail, logement, racisme, police et justice). Par rapport à la génération des militants des années 1980-1990, qui, « à l'instar des marcheurs de 1983, ont bénéficié [...] d'un héritage politique et de rencontres avec le mouvement ouvrier, avec les luttes des travailleurs immigrés, les luttes des années 1970 », les nouvelles générations « se trouvent nettement plus éloignées des formes traditionnelles de socialisation politique ». Le livre propose aussi un bilan des réussites et des écueils de ces luttes : autonomie et « vampirisation » par les pouvoirs

municipaux ou les associations officielles, conflits générationnels ou de traditions politiques et contradictions entre précaires et stables...

Au-delà des chiffres médiatiques sur le chômage et l'abstention, le livre montre d'ailleurs aussi la diversité des profils et des trajectoires au sein des cités, pas réductible à un quotidien de galère précaire (même si c'est une réalité pour beaucoup) du jeune homme « en bas des blocks » que les médias – et beaucoup de groupes militants ! – contribuent à renforcer. Comment ces groupes pourraient-ils faire autrement ? Ils ne sont quasiment plus dans les banlieues et ce sont les rares sociologues un peu honnêtes qui occupent mécaniquement le terrain.

Zygaena

3. À ce sujet : *La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial, Échanges et mouvement, 2006*

L'économie en brèves

Quelques remarques à propos des chiffres

Il m'est parfois fait le reproche de m'appuyer sur les chiffres officiels (essentiellement l'I.N.S.E.E.) au lieu de reprendre les chiffres publiés par les associations caritatives, notamment à propos de la pauvreté et de la misère. Tout d'abord, si j'utilise les chiffres de l'I.N.S.E.E., c'est parce que je les ai. Les autres, pas forcément. Mais surtout, on ne doit pas être suspicieux sur les chiffres officiels, on doit être sur l'ensemble des chiffres.

En effet, on ne connaît pas réellement l'étendue de la pauvreté, ni celle de la richesse. Il n'y a déjà pas d'accord entre spécialistes ni sur la définition de la pauvreté, ni sur celle de la richesse. Chaque définition différente entraîne des chiffres différents (de 5 à 9 millions de pauvres (tous chiffres officiels!), ce qui fait du simple au double), dont aucun n'est entièrement fiable. L'avantage des chiffres de l'I.N.S.E.E., c'est qu'ils expliquent comment ils ont fait pour les trouver et les calculer. On peut donc les critiquer, et savoir ce qu'ils signifient réellement.

Par exemple, les associations caritatives ont expliqué que la crise sanitaire a fait basculer 1 million de Français dans la pauvreté, puis Florent Gueguen, directeur général de la Fédération des Acteurs de la Solidarité, a déclaré que c'était une estimation basse, car on attendait 800.000 pertes d'emploi fin 2020. Depuis, plusieurs personnes lui ont demandé comment ce chiffre a été calculé. Réponse, ce monsieur sait, donc il n'a pas besoin de calculs ni d'enquête. C'est un chiffre complètement «au doigt mouillé». Depuis, il a été repris dans tous les medias, et même vous vous en êtes convaincu-es. Mais en vrai personne n'en savait rien à l'époque. Le bilan de l'emploi pour 2020 vient seulement d'être publié, parce que les chiffres un peu sérieux ça prend du temps. D'après l'I.N.S.E.E., l'emploi a baissé de 261000 cette année là, plus exactement l'emploi salarié a baissé de 303000 et l'emploi non salarié augmenté de 41000. Je ne peux prendre les chiffres non officiels que quand il est expliqué d'où ils viennent et comment ils ont été calculés. Et là, il n'en reste plus beaucoup.

On devrait être un peu moins naïfs sur les humanitaires. C'est un business, il y a des subventions à obtenir, des résultats à annoncer comme preuve d'efficacité, une rentabilité dans la lutte contre la pauvreté qui est recherchée. Leurs chiffres ne sont pas plus fiables que les autres. Il y a aussi un enjeu politique. Il existe un site spécialisé sur la question, «l'observatoire des inégalités», que je vous recommande d'aller regarder. Il est très bien fait. Et par exemple, ils contestent le seuil de pauvreté

monétaire retenu. Autrefois il était en France de 50% du revenu médian. Mais l'Europe et son harmonisation des statistiques est passée par là, et aujourd'hui on retient le seuil de 60% du revenu médian. Ce simple changement de définition a à peu près doublé le nombre de pauvres, car beaucoup de gens étaient proches du seuil de pauvreté. Ce que reprochent les chercheurs de l'observatoire des inégalités, c'est que plus on élargit la définition de la pauvreté, plus on dilue les aides et les politiques, et que ce sont toujours les plus pauvres qui le payent.

Je vous rappelle aussi le slogan «nous sommes les 99%». Ce que disent ceux qui travaillent sur la pauvreté, c'est que c'est un peu facile, et que ça exonère à bon compte les 20 ou 30% les plus riches de leur devoir de solidarité (vu qu'ils et elles ne font pas partie des abominables 1%).

Aucun chiffre n'est vrai (en revanche, quelques uns sont certainement faux). Les statistiques ne peuvent que se baser sur les réalités connues. Par exemple, il est déjà compliqué de connaître le nombre d'emplois salariés déclarés, ça demande de centraliser l'ensemble des déclarations des entreprises. Si on veut plus de détails, il faut en plus tenir compte du fait que beaucoup de déclarations ne sont pas obligatoires en dessous de 10 salariés (96% des entreprises quand même). Un chiffre aussi simple que le nombre d'emplois déclarés en France est déjà un peu incertain. Évidemment, personne ne connaît le nombre d'emplois au noir. Il y a des estimations dont aucune n'est fiable. On ne peut utiliser les chiffres qu'en sachant comment et pourquoi ils ont été produits.

Les chiffres ne sont de toutes façons qu'une façon très imparfaite d'essayer de cerner la réalité sociale. Ce n'est pas la seule. Mais on n'a aucun intérêt à en rajouter. Le capitalisme est assez moche comme ça, on n'a pas besoin de faire de surenchère sur la misère, il en produit assez comme ça sans grossir le trait. La radicalité, ce n'est pas d'annoncer plus de pauvres que les autres. C'est de réfléchir aux racines de la pauvreté et à ce qu'elle implique. C'est de réfléchir à comment on peut transformer la réalité sociale. Pour ça, il vaut mieux essayer de la connaître.

Les difficultés des différents secteurs pendant la pandémie

La valeur ajoutée dans l'industrie a diminué de 12%. Ce sont les industries automobile et aéronautique qui ont été le plus pénalisées, assez logiquement. Rappelons que si on s'intéresse à l'avenir de la planète, ce sont de toutes façons deux industries dont le futur devrait être incertain. Tout aussi logiquement, l'indus-



Quentin Metsys - Le prêteur et sa femme -

trie pharmaceutique est en plein essor. La production agroalimentaire a légèrement diminué mais pas trop: d'accord on n'a plus été au restau ni à la cantine, mais il semblerait qu'on a continué de manger quand même. Et bien sûr, les investissements ont chuté, donc aussi le secteur de production des machines. Le déficit du commerce extérieur s'est creusé. Forcément, 2020 n'a pas été une bonne année pour le commerce mondial, la France continue de perdre des parts de marché, et on a importé quelques produits pharmaceutiques. Aujourd'hui, l'industrie emploie 11% des salariés.

Beaucoup de medias ont parlé d'un boom du petit commerce, notamment alimentaire. Ce boom n'était au départ que transitoire: forcément, le confinement a profité aux commerces de proximité. Il a été évoqué un changement des modes de consommation. Mais en fait, les grandes enseignes ont recommencé à développer des supérettes en centre-ville. Contrairement à ce que prétend Google dans sa publicité, la numérisation n'est pas au service du petit commerce: Monoprix s'est rapproché d'Amazon, Carrefour et Casino ont noué des partenariats avec Deliveroo et Uber Eats... En fait, les grands gagnants sont les discounteurs: les chiffres d'affaires de Lidl et d'Al-di ont bondi respectivement de 16 et 12% entre mars 2020 et mars 2021, et les rayons discount des grandes enseignes ont fortement augmenté.

En ce qui concerne les entreprises, les mesures ont été relativement efficaces. Cependant, celles déjà en difficulté de trésorerie avant la pandémie ont vu leur situation s'aggraver, et celles déjà en bonne situation de trésorerie ont vu leur situation s'améliorer. Mais en moyenne, la situation est restée stable.

Sources: INSEE première n°1867, juillet 2021; Commerce alimentaire, les vrais vainqueurs de la crise, Alexandre Millicourtois, Xericanal, 17 octobre 2021; crise sanitaire: des chocs de trésorerie (très) hétérogènes, Benjamin Bureau, Anne Duquerroy, Mathias Lé, Frédéric Vinas, Julien Giorgi et Suzanne Scott, 28 juillet 2021, blog.insee.fr;

Le Brexit n'a pas la pêche !

« Je vais être franche, sans préjuger des suites de la négociation. Il nous faut nous préparer à des pertes [...] Je ne le fais pas de gaieté de cœur [...] L'État ne forcera personne à sortir. » ⁽¹⁾ C'est par ces mots que la ministre de la mer Annick Girardin a évoqué la situation de crise des licences de pêche entre la France et le Royaume-Uni lors des assises de la pêche et des produits de la mer à Saint-Pol-de-Léon, le 18 novembre dernier. Même si la ministre a un peu rétropédalé dès le lendemain, l'idée est tout de même là : en gros l'État et ses partenaires européens et britanniques, responsables de cette situation ubuesque, proposent aux artisans pêcheurs bloqués dans les ports de la Manche de mettre leurs bateaux à la casse et de se reconverter. Un ouvrier doit être adaptable... Mais revenons plus précisément sur le contexte de cette crise : quels sont les enjeux ? Qui en est responsable ? qui en paye les conséquences et surtout à qui profite la situation ?

Le contexte

23 juin 2016, 51,89 % des électeurs britanniques se prononcent pour un retrait de leur pays de l'Union européenne. Après plusieurs reports, cette sortie devient effective le 31 janvier 2020. Le Royaume-Uni est un élément clef de l'UE et sa sortie ne doit absolument pas affecter le capitalisme même s'il laisse du monde sur le carreau. Si les sujets nécessitant des accords entre Bruxelles et Londres ne manquent pas, les questions de sécurité intérieure et extérieure et la question migratoire sont par exemple rapidement réglées. La

sés semblent donc importants. Pour faire simple et probablement un peu caricatural, car les raisons de voter pour ou contre le Brexit sont multiples et diverses, on peut dire que cet événement a exacerbé le sentiment nationaliste d'une partie de la population de pêcheurs anglais - comme il a créé un fort sentiment antibritannique chez les pêcheurs français. Certains diront que l'extrême droite britannique a réussi à manipuler les pêcheurs. C'est peut-être en partie vrai, mais dans l'ensemble le mal-être des ouvriers de la pêche en Angleterre était déjà bien profond et n'avait pas attendu le référendum, ni même

Un accord, vraiment ?

L'accord garantit entre autre les droits de pêche des flottes de l'UE et du Royaume-Uni dans leurs eaux respectives jusqu'à la fin de 2021. Les pêcheurs européens ont dû renoncer à 25 % de leurs captures dans les eaux britanniques et ils devront par ailleurs aussi demander des licences pour pêcher dans les eaux voisines. Enfin cet accord prévoit aussi une période de transition jusque fin 2026 puis des renégociations annuelles par la suite. La pêche artisanale française prend une claque ! En effet, même s'ils ne vont pas toujours physiquement dans les eaux britanniques, avoir l'autorisation d'aller pêcher dans les eaux anglaises est important pour les armateurs français, car c'est une plus-value importante inscrite dans le registre du bateau lors de l'éventuelle revente de ce dernier. Mais l'accord rebat les cartes... Dorénavant, les pêcheurs doivent justifier « qu'ils pêchaient déjà dans la zone sur la période de référence 2012-2016, ce qui peut s'avérer compliqué pour les bateaux les plus petits, qui ne sont pas forcément équipés de systèmes d'enregistrement et de géolocalisation. ⁽²⁾ » Le conflit est alors ouvert entre l'administration des pêches anglaises et la petite pêche française. Le sentiment nationaliste nauséabond est d'ailleurs prépondérant dans les discussions et dans le rapport qu'en font les journalistes et les politiciens dans la presse et les réseaux sociaux, occultant les réels problèmes. Bref le climat est tendu sur les côtes... Les Anglais seraient donc des méchants, ne voulant plus des pêcheurs français dans leurs eaux et les Français seraient des vilains ne voulant plus acheter la pêche britannique...

1. Ouest-France, 18/11/2021

2. Voir article du Monde, 02 juin 2021



pêche, qui ne semblait pas être un désaccord profond au départ devient finalement un point important des négociations, si ce n'est le point clef des discussions. Durant la semaine avant le 31 janvier 2020, on assiste impuissant et médusé à un pitoyable feuilleton « signera ? signera pas ? ».

En effet, de nombreux petits pêcheurs français travaillent le long des côtes britanniques pendant qu'une grosse partie de la pêche britannique est traitée et vendue sur le marché français et européen. Les enjeux croi-

l'extrême droite. Résultat, ces derniers, qui se plaignaient depuis longtemps de la sur-présence des bateaux français et européens le long de leurs côtes, sans réactions des autorités britanniques ou européennes, ont voté massivement pour le Brexit. Les négociateurs britanniques ne pouvaient donc pas mettre ce point « pêche » de côté, au risque de perdre ce soutien de poids. Après une longue période de flou et de grosse tension diplomatique, un accord a finalement été signé plus d'un an et demi plus tard, le 2 juin 2021.

L'industrie en profite.

En parallèle de ce conflit de chappelles clairement instrumentalisées par les capitalistes, les industriels pour qui les frontières importent peu quand il s'agit de profit, se frottent les mains. La pêche artisanale britannique ne représente qu'une infime part des quotas britanniques et n'est donc pas un réel enjeu pour eux. C'est d'ailleurs parce que la pêche artisanale est minoritaire au Royaume-Uni que Londres a toujours accepté les pêcheurs français dans ses eaux. Vue dans sa globalité, la problématique est ailleurs. En France les quotas de pêche attribués par l'UE sont répartis collectivement par les organisations professionnelles. Bien que cela profite toujours aux gros industriels de par leur forte représentation dans ces organisations, cela donne l'impression d'une plus grande équité entre les petits et les gros. Au Royaume-Uni

les quotas sont ouvertement financiarisés. C'est un réel marché des ressources naturelles. Pour simplifier les choses, plus une entreprise fait du profit plus elle peut investir et acheter des quotas. D'autres pays fonctionnent ainsi, comme par exemple les Pays-Bas, référence en terme de pêche industrielle. Dans un contexte de libre échange, où les industriels sont implantés dans plusieurs pays, les multinationales néerlandaises possèdent par exemple des bateaux français et britanniques et sont donc gagnantes à tout niveau. Le conflit entre pêcheurs-artisans d'un côté comme de l'autre de la Manche affaiblit les détenteurs de quotas et laisse donc tout le plaisir aux méga-industries de racheter petit à petit les autorisations attribuées à l'artisanat. Ainsi, par exemple, un chalutier hollandais possède près de 23 % des quotas anglais. Ce type d'exemple risque de s'accroître d'un côté

comme de l'autre de la frontière.

Face au rouleau compresseur des multinationales de la pêche, les artisans ne font pas le poids. L'accord trouvé entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne, sous couvert d'un désaccord profond de façade, n'a finalement pour unique finalité que d'accentuer le déclin de la pêche artisanale au profit de quelques méga-industriels. La guerre ouverte entre pêcheurs français et britanniques, dans un contexte de retranchement nationaliste est du pain béni pour ces entreprises...La déclaration d'Annick Girardin mi-novembre, citée en introduction, n'est qu'une preuve parmi d'autres que la sauvegarde de la multiplicité des pêches et des armateurs n'est vraiment pas le projet de l'UE.

Arturo, le 14-12-2021

Pour que Courant alternatif continue, abonnez-vous !

Nous faisons souvent appel à de nouveaux abonnements et aux réabonnements. C'est, en quelque sorte, une routine pour permettre à Courant alternatif de paraître comme il le fait mensuellement, sans discontinuer, depuis quarante ans. Il nous semble que CA s'est amélioré ces dernières années, tant par le nombre des sujets traités et la qualité des articles que par le traitement de l'international. Aujourd'hui, l'appel que nous lançons est encore plus vital, dans la mesure où la diffusion militante et en librairie va presque être réduite à néant par le second confinement, qui risque de durer. Nous allons bien sûr avoir un manque de rentrées financières, mais aussi une difficulté à toucher des gens nouveaux ou à retoucher certaines personnes qui achètent d'ordinaire épisodiquement CA. Nous pourrions concevoir un journal/revue uniquement en ligne ; seulement voilà, éditer une revue papier et s'autonomiser par rapport à internet et au virtuel fait partie de notre combat et de notre projet. Une seule solution pour soutenir Courant alternatif : s'abonner et, qui plus est, trouver de nouveaux lecteurs et lectrices – alors, n'hésitez pas à nous demander un ou deux numéros en plus pour faire connaître le journal autour de vous.

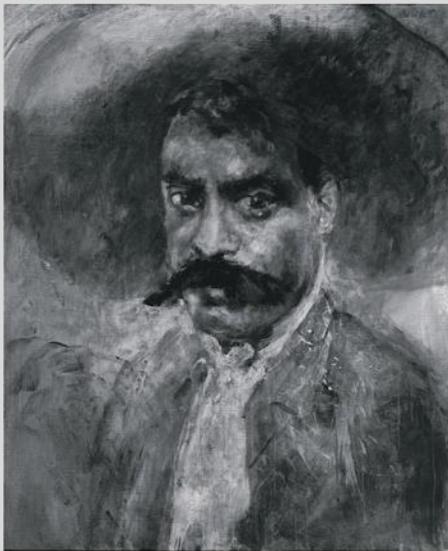
10 numéros : 30 euros

Tarif réduit (pour les fauchés) : 18 euros

**Chèque à l'ordre de « La Galère », à adresser à :
OCL Egregore, BP 81213, 51058 Reims cedex**

Claudio Albertani
Fabiana Medina

À quel moment le Mexique a-t-il été foutu ?



Acratie

**Claudio Albertani
Fabiana Medina**

A quel moment le Mexique a-t-il été foutu ?

Illustrations du peintre muraliste anarchiste Vladý

Editions Acratie - <https://editionsacratie.com/>
80 pages – 10 euros port compris pour les lecteurs de CA.

Ce petit livre regroupe les articles de nos camarades mexicains parus dans Courant Alternatif en mai, juin et juillet 2011,

Le principal problème auquel est confronté le Mexique est que les multiples voies sur lesquelles les luttes sociales marchaient depuis des décennies ont déraillé. S'il est vrai que la résistance se poursuit et même s'accroît dans différents domaines de la vie politique et sociale, il est également vrai qu'il n'y a pas assez de communication, et encore moins d'interaction.

Que reste-t-il au peuple mexicain ? À abandonner la croyance en d'improbables rédempteurs et à parier sur l'autonomie individuelle et collective. Le pays touche le fond, mais tout n'est pas perdu. L'EZLN demeure un pôle de résistance, et si elle décide d'abandonner ses pratiques autoritaires et d'exclusion, elle pourra à nouveau jouer le rôle unificateur qu'elle a eu par le passé.

Actuellement, plusieurs mouvements sociaux font preuve d'une grande vitalité. Nous en mentionnerons ici trois. Premièrement, il y a les réseaux de collectifs féministes et anarcho-féministes qui, comme nous l'avons vu, continuent à causer des maux de tête au gouvernement et qui, à l'avenir, pourraient, selon nous, élargir leurs horizons vers des perspectives plus de classe.

Le mouvement étudiant pour la défense des écoles normales rurales qui résistent dans les régions indigènes du pays est également très important. Au cours des mois de mai et juin, les étudiants de l'école rurale de Mactumactzá, à Tuxtla Gutiérrez (Chiapas), ont été durement ré-

primés et 195 d'entre eux ont été emprisonnés par le gouvernement moreniste de l'État. À l'heure où nous mettons sous presse, ils sont en liberté conditionnelle, mais doivent répondre de graves chefs d'inculpation : émeute, vol avec violence, dommages matériels, violation de la paix et appartenance à un gang. Dans une interview accordée au journal La Jornada, leurs porte-paroles ont déclaré qu'au Chiapas il est plus dangereux d'être normalien que narcotrafiquant (73).

Enfin, il y a le Comité national de coordination des travailleurs de l'éducation (CNTE), la dissidence des enseignants qui, depuis plus de quatre décennies, constitue l'opposition la mieux organisée du pays. Rappelons qu'en 2006 la section 22 du CNTE, par le biais de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO), a été le protagoniste de la révolte urbaine la plus importante de ces dernières décennies en Amérique latine : le gouvernement local a dû fuir et, pendant des mois, Oaxaca est resté aux mains du mouvement social. Bien que le CNTE soit divisé parce qu'une partie de lui soutient Lopez Obrador, la dissidence des enseignants continue de lui causer bien des tracas.

Et puis un nouvel anarchisme se répand dans tout le pays, composé principalement de collectifs de jeunes impliqués dans la solidarité avec les zapatistes, les mouvements étudiants, les activités contre-culturelles et la défense de l'environnement. Mais ceci est une autre histoire et nous la raconterons un autre jour.

Cette rubrique souhaite faire un tour d'horizon mensuel de ce qui se passe au sujet des sans-papiers, des migrants, des réfugiés en France et ailleurs. L'objectif est double : celui d'informer sur les diverses situations migratoires, la plupart du temps dramatiques mais au delà de cet aspect humanitaire, il s'agit aussi et surtout d'évoquer les luttes en cours et de tenter de faire ressortir des leviers qui peuvent réinstaurer un rapport de force avec un État et consorts (partis, médias, opinion publique) de plus en plus xénophobes.



Journée internationale des migrants et lancement d'une campagne antiraciste

Elle a lieu le 18 décembre, pourquoi cette date ? C'est l'anniversaire de la signature de la convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille du 18 décembre 1990 qui est un texte de l'ONU visant à protéger les travailleurs migrants. Pour la petite histoire, ce texte n'a été ratifié que par une vingtaine d'états - des pays d'émigration essentiellement africains et sud-américains - tandis que ni les membres de l'Union Européenne, ni les États-Unis et autres pays riches l'ont fait. Sur tout le territoire français, de nombreuses manifestations sont prévues mais à Paris, ça coince ! La préfecture a refusé le parcours qui part de la place de la Concorde arguant la proximité des

DPD : DERICHEBOURG pris la main dans le sac

Filiale de la Poste, comme Chronopost, encore un piquet du CTSPV. Près de Corbeil - 91 (Le Courdray Montceau). Après une occupation du parking de cet immense espace situé au milieu de nulle part et loin des transports. Les camarades font grève pour les mêmes raisons que leurs camarades de RSI et dénoncent les conditions de travail. Corvéables à merci avec des horaires invraisemblables, les travailleurs sans-papiers n'ont plus de transport en commun pour rentrer chez eux la nuit. Il leur faut une heure de marche à pied pour aller à la gare de Corbeille. Si le tribunal a exigé la sortie du piquet à l'intérieur de DPD, le piquet reste présent à l'extérieur de la boîte. Derichebourg, sous-traitant de DPD et Chronopost, qui prétend ne pas connaître les sans-papiers vient de leur envoyer un sms en leur proposant une mission à DPD MONTCEAU. ... Là où se tient le piquet ! Par ailleurs lors d'une audience d'une délégation de travailleurs sans papiers (avec SUD PTT), DPD déclare que les camarades n'avaient pas besoin des CERFAS et des certificats de concordance, puisque que lors de la lutte de Chronopost, les cartes aient été accordées par la préfecture du 94 sans ces documents. Et donc DPD a invité les travailleurs a se tourner vers la préfecture du 91...C'est à cela qu'on les reconnaît les tauliers : ils n'ont honte de rien. Là, les soutiens syndicaux quotidiens sont à la hauteur : SUD PTT 91 et fédération, SOLIDAIRES 91, FSU 91 et CNT 91.

source : témoignage de lutte

lieux de pouvoirs. A la place, il est proposé un parcours à plus d'un kilomètre de là, à la place de l'Europe. En lien avec cette journée, une campagne « antiracisme et solidarité » se lance via un appel qui rassemble plus de 300 organisations locales et nationales et qui s'appelle « D'où que l'on vienne, où que l'on soit née, notre pays s'appelle Solidarité ». Le texte est volontariste et souhaite peser dans le paysage politique qui est actuellement monopolisé par les thèses d'extrême droite, répétées en boucle sur les médias. Il est rappelé la liberté et l'égalité pour tous avec notamment la fin des expulsions et la fermeture des CRA. Au delà du 18 décembre, une seconde manifestation nationale est prévue au mois de mars (le 19 ou le 20) pour la journée internationale contre le racisme et juste avant le premier tour des présidentielles. On peut s'interroger sur cet énième appel qui souhaite faire d'une journée, un mouvement plus global. Quel sera l'ancrage local et dans les luttes déjà existantes comme celles des sans-papiers ? Pourquoi vouloir coller à l'agenda électoral ? Dans tous les cas, seul un vrai mouvement de lutte ancré aussi dans les rapports sociaux au travail permettra d'enclencher un rapport de force contre un gouvernement qui fait la sourde oreille (voir le black-out politique et médiatique autour de la grande marche des sans-papiers, il y a un an!)

Source : Communiqués du site antiracisme-solidarité

CHRONOPOST C'est reparti.

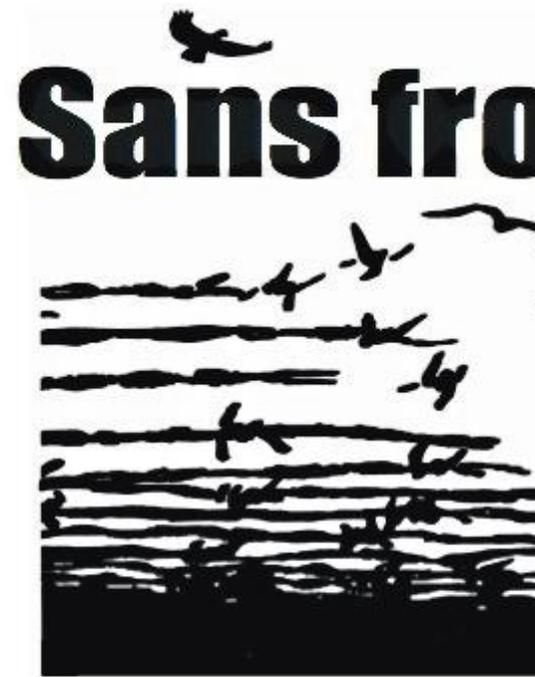
Un nouveau piquet sur le site d'Alfortville. Il y 2 ans un piquet avait tenu 7 mois pour obtenir la régularisation des 27 Chronopost et de 46 autres sans-papiers du piquet. La lutte a repris avec plusieurs nouveaux sans papiers qui viennent d'être licenciés par Chronopost et une partie des 83 non régularisés du premier piquet. Toujours à l'initiative du CTSPV et avec le soutien de SUD PTT (94 et fédération) et de SOLIDAIRES 94. La mairie et la députée PS ont apporté leur soutien. Une première manifestation en direction de la préfecture à eu lieu avec la présence de délégations de RSI et de DPD. Les 3 piquets agissent ensemble envers leur patron respectif. Et ont formé un cortège très remarqué lors de la manifestation antiraciste du 18 décembre à Paris

Expulsion d'habitant dans un foyer Adoma

C'est un foyer de travailleurs étrangers anciennement Sonacotra qui s'appelle maintenant Adoma et qui se trouve à Pierrefitte (93). Fin novembre, un résident âgé et malade doit être expulsé après avis du tribunal de Saint-Denis car on l'accuse d'héberger «une tierce personne». Or, cette personne est dépendante, avec avis médical. Cet exemple est une preuve supplémentaire du tour de vis des gestionnaires de foyer qui, au nom de leur rénovation, appliquent un règle-

ment intérieur extrêmement dur ! Chaque résident est obligé de vivre seul avec une seule clé non reproductible. Aussi les lieux collectifs sont fermés et cela s'est accéléré avec le Covid. Le but est de casser les solidarités communautaires (dans le cas du partage de chambre) mais aussi plus largement politiques dans les foyers qui ont fait - et font encore - la lutte des travailleurs étrangers.

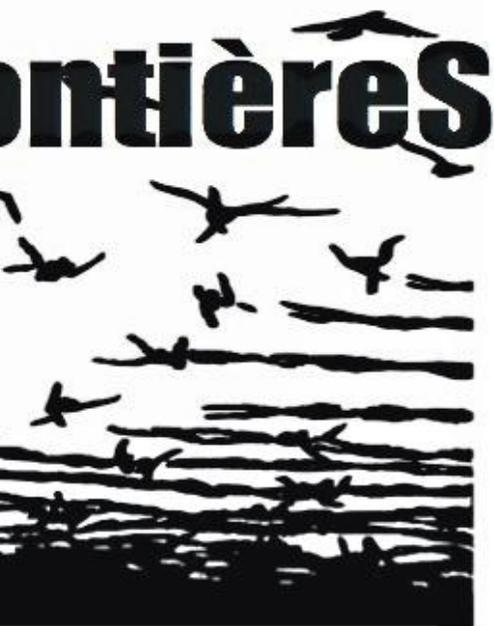
Source : Communiqué du comité de résidents du foyer Adoma « av Louise Maury »



RSI : une première victoire

Il s'agit d'une boîte d'interim spécialisée dans le BTP. Depuis le 22 octobre, plus de 80 sans-papiers se battent pour obtenir des papiers et pour améliorer leur condition de travail. Après avoir été expulsés de l'agence parisienne, les grévistes sont nuit et jour devant le siège de RSI à Gennevilliers (92). Les travailleurs viennent d'obtenir une première victoire en obtenant les Cerfas et les certificats de concordance qui sont indispensables pour déposer des dossiers de régularisation en préfecture. Contrairement aux « piquets CGT », qui dans ce type situation arrêtent, les RSI ont décidé de maintenir le piquet pour garder le rapport de force face à la préfecture. Si le secrétariat National de Solidaires et l'UD Solidaires 94 sont venus soutenir, les soutiens syndicaux locaux sont inexistant. Heureusement, les habitants et associations des quartiers proches manifestent de plus en plus leur soutien concret (eau, nourriture etc.), seule la mairie PCF de Gennevilliers s'est engagée sur cette voie.

Source : communiqué du CTSPV, témoignage direct



Lourde condamnation pour le maire italien Domenico Lucano

Surnommé Mimmo, il dirigeait la commune italienne de Riace en Calabre et avait accueilli depuis son élection en 2004 des centaines de migrants. Ancien militant d'extrême gauche, il a réussi à redonner vie à ce village de 1 900 habitants en logeant les nouveaux arrivés dans des maisons abandonnées et en développant une économie locale. Se sont constitués 8 ateliers municipaux et associatifs qui ont donné du travail de manière égalitaire aux migrants et aux habitants plus anciens comme par exemple dans la menuiserie ou la gestion des déchets. Mais avec l'arrivée de Salvini, le couperet judiciaire tombe en 2018 et l'extrême droite s'acharne sur ce maire en cherchant la petite bête. Lucano est accusé de ne pas avoir respecté un appel d'offre dans le domaine de la gestion des déchets en préférant faire bosser la coopérative locale ; aussi on lui reproche d'avoir détourné l'usage des subventions accordées aux demandeurs d'asile et enfin, pour le scabreux, il est accusé d'avoir célébré des mariages « blancs » dits de convenance. C'est donc tout le système fasciste et mafieux qui lui tombe dessus, rappelons que la mafia calabraise a de nombreuses billes dans la gestion des déchets. Pendant toute l'instruction du dossier judiciaire, il doit partir de son village et il est surveillé. La jugement vient d'être prononcé : il est condamné à treize ans de prison et doit reverser les 500 000 euros d'aides à l'État et à l'Europe. La justice, grand seigneur, souligne quand même qu'il n'a retiré aucun enrichissement personnel ni prise illégale d'intérêts. Bien évidemment, la décision fait scandale, Lucano fait appel et une campagne de soutien est lancée.

Source : Libération



Mimmo Lucano en mai dernier

Chasse aux livreurs à velo sans-papiers

C'est un secteur d'activité où de nombreux sans-papiers travaillent pour servir des petits plats à des flemmards de la cuisine, d'ailleurs souvent bien placés dans l'échelle sociale. A Rouen, la PAF s'est mis à contrôler des livreurs début décembre. Officiellement, via ses réseaux sociaux, la police a justifié cette opération comme une lutte contre les "nuisances sonores" et "l'occupation des trottoirs". On n'est en plein dans « le bruit et l'odeur » chiraquien et xénophobe. A l'issue du contrôle, 5 personnes ont été arrêtées pour défaut de papier. Pour d'autres, il y a eu des distributions d'amendes loufoques comme pour avoir rouler sur le trottoir ou les voies de bus.

Source : Rouen dans la rue

Le scandale des CRA, la Cimade claque la porte

Ils sont malheureusement inscrits durablement dans le paysage, on n'en parle peu mais à chaque reprise épidémique, le scandale de cet enfermement ressurgit. Début décembre, un cluster est réapparu dans le CRA du Mesnil-Amelot. Normal quand on connaît les conditions de vie et la promiscuité dans les cellules. Comme à son habitude, l'État bricole et apporte peu d'attention à ces lieux. Ainsi, alors que les premiers contaminés ont été transféré au CRA de Plaisir (on appréciera le mauvais jeu de mot!) celui-ci s'est retrouvé très vite saturé et donc les nouveaux malades ont du rester à Mesnil-Amelot. Certains ont été confinés dans des cellules d'isolement disciplinaire, sans douche et sans fenêtre. Pendant ce temps là, dans le reste du CRA qui est le plus grand de France avec 3 gros bâtiments, il n'y a aucun gel hydroalcoolique ni aucun masque disponible dans les « zones de vie ». Les nouveaux arrivés ne sont pas systématiquement testés, la maladie s'étend et provoque le confinement entier d'un bâtiment, le CRA n°3. Les enfermés n'ont alors plus accès à leur droit comme les avocats ou la Cimade. Cette dernière dans un communiqué annonce la fin de son action dans ses conditions. Outre cette grève symbolique, un vrai risque pèse sur les personnes enfermées car un certain nombre souffrent de comorbidités. Le 9 décembre, il y a eu un mouvement de révolte contre cette situation mais comme d'habitude, les gardes chiourmes cognent et gazent pour maintenir le régime de la peur et de l'enfermement.

source : communiqué de la Cimade

En Espagne, titre de séjour plus facile pour les mineurs mais faut que ça bosse !

Depuis la fin octobre, une nouvelle loi a été adoptée pour simplifier les procédures administratives pour les mineurs, c'est un point positif car cela devrait profiter à 7 000 personnes au total -elle est même rétroactive pour les 18-23 ans. Les premiers concernés sont les mineurs isolés qui sont pris en charge par les communautés autonomes mais qui jusque là devaient patienter de nombreux mois pour les procédures et qui se retrouvaient à leur majorité menacés d'être sans-papier (c'est la même situation en France). Avec cette loi, le délai de traitement du dossier est raccourci à 3 mois maximum ; le titre de séjour est plus facile à obtenir et il est valable 2 ans au lieu d'1 an. Pourquoi une telle décision ? Le gouvernement socialiste est-il devenu internationaliste ? En fait, se cache un calcul purement rentable car à la lecture du communiqué gouvernementale, on comprend que "l'État veut" respecter et préserver l'investissement public qui a été fait dans leur formation, dans leur intégration et dans l'accueil par les communautés autonomes". En gros, on paye des aides et des formations, on veut un retour sur investissement pour booster l'économie. On comprend alors mieux, les autres aspects de la loi. Ainsi, les nouveaux titres de séjour délivrés aux mineurs non accompagnés leur permettront de travailler dès 16 ans. Et gare aux fainéants, car après la majorité, pour renouveler son permis de séjour ou faire une première demande, l'ex mineur devra justifier d'un salaire de 490 euros, aides sociales comprises. Des "rapports sur l'effort d'intégration, la continuité des études ou de la formation" seront également pris en compte. Rien n'est sans intérêt.

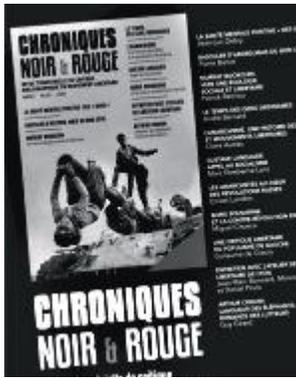
Source : Infomigrants

Au Mexique, répression des caravanes de migrants

Ce n'est pas parce qu'on n'en parle plus que le phénomène n'existe plus. Régulièrement, il y a des grandes marches de migrants qui partent surtout d'Amérique centrale pour tenter leur chance aux Etats-Unis. Dernièrement, le gouvernement mexicain de gauche a réprimé une marche dans la ville de Tapachula, de l'État du Chiapas. L'EZLN (zapatistes) s'en est émue et se mobilise par une collecte de fonds. Les flics de l'Institut national de migration (INM) s'en donnent à cœur joie pour cogner. Le gouvernement mexicain fait mine de s'émouvoir des ces débordements mais cela l'arrange bien car l'ordre reste le même : aucun migrant ne doit aller au-delà du Chiapas. Ordres qui viennent encore de plus haut quand on sait que les États-Unis passent des accords avec les pays frontaliers pour bloquer les frontières en échange d'espèces sonnantes et trébuchantes. L'UE fait la même chose ! Terminons par une citation que seuls les zapatistes savent faire : « Tout comme nos frères migrants et nous, les «extemporaneos» (ndt: «les hors délai»), un jour viendra où nous serons tout.e.s des migrant.e-s et des «extemporaneos» sur cette planète. Et quiconque n'aura pas la couleur de l'argent sera poursuivi, chassé, confiné, porté disparu, éliminé. Voilà pourquoi, contre la xénophobie et le racisme, la lutte pour la vie. »

Source : communiqué zapatiste du 4 septembre dernier

Revue des revues

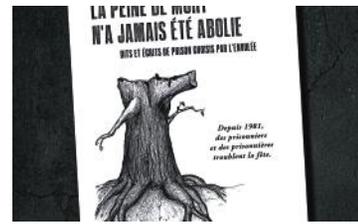


• Depuis mars 2020 les *Chroniques noir et rouge*, revue trimes-trielle de critique bibliographique du mouvement libertaire (5 euros, <https://editionsnoiretrouge.com>) proposent de parler des livres en général et de ceux des éditions libertaires en particulier, dont la production n'a jamais été aussi importante, en les accompagnant de contributions historiques et/ou complémentaires.

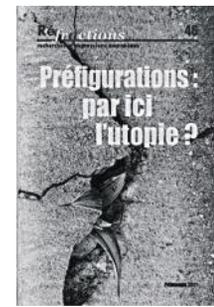
Le numéro 6 est sorti en septembre dernier. Dans cette dernière livraison on trouve de nombreuses notes de lectures très étoffées, dont nous retiendrons particulièrement celle sur le livre de Thierry Jobard *Contre le développement personnel* bienvenue à un moment où la quête du bonheur individuel se substitue au désir d'émancipation sociale, et celle sur *Révolution et contre révolution à Barcelone (1898-1937)* de Chris Ealmam, les deux chez Agone. Egalement un dossier introduit par Charles Jacquier composé de trois textes de Louis Mercier-Vega (Charles Ridet) datant de 1941-1943 et inédits en français, dont un sur le Liban.



• Le numéro 18 (hiver 2021) des *Utopiques*, cahier de réflexions réalisé par l'Union syndicale Solidaire (10 euros, 31 rue de la grange-aux-belles, 75010 Paris, les utopiques.org) est consacré à « La prison : réalité et alternatives ». 200 pages et 25 articles qui font le tour de la question. L'histoire des révoltes est abordée dans l'interview de Joël Charbit par Christian Mahieux sur « les mobilisations de prisonniers et les stratégies syndicales » dans les années 1979-1980, et aussi plus récemment dans « La liberté est dans mon cœur » qui nous conduit au Muret en octobre 2020 pendant le premier confinement. On se reportera aussi à ce sujet à l'article signé de la revue *L'Envolée* « Les prisons n'ont jamais été déconfinées ».



• *L'Envolée*, (<https://lenvolee.net/>) pour en finir avec toutes les prisons qui se veut un porte-voix pour les prisonniers et prisonnières qui luttent contre le sort qui leur est fait, publie inlassablement depuis 2001 des lettres, des comptes rendus de procès, et des analyses sur la société et ses lois. Depuis la sortie du n° 53, avril 2021, *L'Envolée* a choisi et réuni des paroles de prisonniers, de prisonnières et de proches publiées dans le journal depuis sa création qui nous rappellent avec force qu'en réalité c'est seulement la guillotine qui a été supprimée en octobre 1981 : *La peine de mort n'a jamais été abolie, dits et écrits de prison* (ed. du bout de la ville) est disponible (14 euros) dans toutes les bonnes librairies et sur la boutique des éditions du bout de la ville.

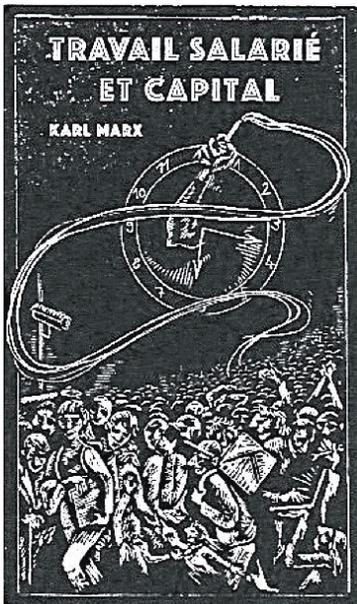


• *Réfraction* n° 46 printemps 2021 : « Préfigurations : par ici l'utopie ? »

Un numéro consacré aux notions de *préfiguration* telle qu'elle apparaît dans une littérature universitaire anglosaxonne et d'*Utopie*, telle qu'elle s'incarne dans des mouvements bien réels, un peu partout. Mettre en accord les moyens et les fins voilà un des rares points sur lequel tous les anarchistes sont d'accord : « Les luttes actuelles ne doivent pas entrer en contradiction avec les finalités qui les motivent ». Oui, mais cela veut-il dire que la révolution ne serait plus à l'ordre du jour en faisant place à des expériences locales multicolores ? A lire et à discuter.

JPD

Lire et soutenir : Travail salarié et capital. K. Marx



Des camarades viennent d'éditer une version du texte de K.Marx : Travail salarié et capital, un antidote à la fable du ruissellement qui entend nous convaincre qu'en engraisant toujours plus les capitalistes, ces derniers lâcheront de plus grosses miettes à leurs esclaves. Miettes d'un gâteau dont la toxicité n'épargne plus aujourd'hui aucune des formes du vivant à la surface de cette planète ...

Outre son contenu : les conférences que Marx a données aux associations ouvrières de Bruxelles en 1847, ce livre d'une centaine de pages au format 16 x 10,5 cm se veut la contribution de ses éditeurs au financement des activités militantes qui, comme chacun le sait, ne vivent pas de l'air du temps ...

Nul n'ignore que la répression des mouvements sociaux et politiques connaît

une gradation et ira en s'accroissant dans les temps à venir. Pour cette raison, l'argent récolté par la vente de ce livre sera reversé au Collectif Lillois d'Autodéfense collective : clajlille.wordpress.com

Pour le commander :

Écrire à la Mouette Enragée, BP 403, 62206 BOULOGNE SUR MER Cedex ou envoyez-nous un mail à la-mouette.enragee@wanadoo.fr en nous indiquant votre adresse postale.

Tarif : prix libre selon la volonté des éditeurs, sachant que les frais de port s'élèvent à 2,50 euros. Chèque à l'ordre de la Mouette Enragée.

Boulogne-sur-mer, le 22/12/2021



Travail salarié et capital publié en 1849 est « un exposé aussi simple et populaire que possible » destiné au plus grand nombre. Marx y interroge et analyse ce que sont concrètement la force de travail, le salaire, la marchandise, le prix et le capital.

La force de travail est une marchandise, ni plus, ni moins que le sucre. On mesure la première avec la montre et la seconde avec la balance.

Cette réédition n'est pas un hommage doctrinal. C'est une arme d'une incroyable actualité dans la guerre à mener contre le capitalisme.

A celles et ceux qui montent à l'assaut du ciel.

Quand l'Occident s'inquiète de la présence des mercenaires russes en Afrique : une si longue histoire et une mémoire bien courte !

Depuis le mois de septembre, la signature d'un éventuel contrat entre le gouvernement de transition malien et la société militaire privée russe Wagner fait couler pas mal d'encre. Le gouvernement français mais aussi l'Europe et les Etats-Unis ont dénoncé cette hypothétique présence et menacé de mesures de rétorsion si un tel accord devait être signé. Cette posture justifiée au nom des droits de l'homme par rapport à une entreprise de sinistre réputation, recèle beaucoup d'hypocrisie : en dénonçant des pratiques qui ont été mises en œuvre depuis des décennies par ces mêmes Etats. Par ailleurs, cette attitude est symptomatique d'une crise structurelle des impérialismes militaires occidentaux (notamment français en Afrique) qui ont de plus en plus de mal à maintenir leur « paix impériale » du fait des contradictions qu'ils ont exacerbé par leur interventionnisme depuis des décennies.



mercenaires Wagner

Un nécessaire rappel sur le mercenariat français et occidental en Afrique

L'Afrique a été depuis des décennies la terre de prédilection des mercenaires occidentaux. Cela a débuté au Congo en 1960 lorsque le premier ministre Patrice Lumumba avait adopté une ligne politique résolument anticoloniale. Soupçonné pour cela d'être pro-soviétique, il est évincé du pouvoir et livré aux tueurs et aux tortionnaires du Katanga sécessionniste. Cet Etat fantoche dirigé par Moïse Tschombé qui recèle une bonne partie des ressources minières du pays a été le premier terrain d'exercice d'un certain Bob Denard et d'autres « affreux » comme on les surnommait alors. La longue carrière de ce dernier va se poursuivre en particulier aux Comores. A trois reprises en 1975, en 1978, puis en 1995, lui et son équipe sont intervenus pour faire un coup d'État, accompagné à deux reprises par l'assassinat du précédent chef d'État. Durant les années 1980, installé à Moroni, à la tête de la garde prétorienne du régime, il règne en maître sur l'archipel. En fin de carrière, il est devenu encombrant pour la France : son dernier coup de 1995 est finalement contré par l'armée française (alors que les services l'avaient initialement laissé organiser ce putsch). A la fin de sa vie, à l'occasion des deux procès qui se déroulent en 1999 et en 2006, l'un pour l'assassinat du président Abdallah

puis pour le putsch de 1995, lors du premier il est acquitté et pour le second, il est condamné à une peine symbolique de prison avec sursis... Une clémence bien méritée selon la justice française en raison de son action « au service des intérêts français »...

On peut ensuite noter un autre type de mercenariat français opérant en Afrique : celui lié au « pantouflage » des anciens du GIGN à partir des années 1980, comme Paul Barril dont le forfait le plus notoire est le contrat noué avec le régime intérimaire rwandais ayant commis le génocide des Tutsis en 1994, une opération désignée sous le nom de code évocateur : « Insecticide ». L'autre figure connue des ex-GIGN en Afrique est Robert Montoya qui a d'abord établi son business sécuritaire auprès du dictateur Eyadema au Togo. Ensuite, faisant affaire dans différents pays du pré carré français en Afrique (Congo-Brazzaville, Cameroun etc.), il en est venu à louer ses services auprès du régime Gbagbo alors au pouvoir en Côte d'Ivoire. C'est ainsi qu'il s'est trouvé mêlé étroitement à l'affaire du bombardement de Bouaké en 2004. Curieusement, les services français ont laissé filer les pilotes biélorusses qui avaient mené les frappes aériennes contre le camp français et Montoya ne sera jamais inquiété par la justice. Dans le procès lié à cet épisode qui s'est tenu récemment, les parties civiles ont bien compris qu'on

leur cachait une bonne part de la vérité.

Ces différents exemples montrent bien qu'à l'origine, le mercenariat français en Afrique servait une politique parallèle, ce qui ressemble en partie à l'utilisation de la société Wagner par la Russie de Poutine. Mais dès lors qu'on est sorti du contexte de la « guerre froide » qui ordonnait plus ou moins sur un mode bipolaire les conflits ouverts et les guerres secrètes menées par la France en tant que représentant du « bloc occidental », un certain « désordre » a commencé à se développer, avec des acteurs de terrain que les centres de décision impérialistes (civils et militaires) ont eu de plus en plus de mal à contrôler

Un autre modèle émergent dans les années 1990 : le mercenariat sud-africain.

Alors que l'apartheid prend fin au début des années 1990 avec la passation du pouvoir entre De Klerk et Mandela, une question se pose : que faire des forces spéciales de sécurité qui ont lutté (avec un certain succès !) contre les mouvements de libération avec toute une gamme de compétences « techniques » allant de l'espionnage à l'élimination physique ? ... Ancien membre du Civil Cooperation Bureau, unité secrète contre-insurrectionnelle soupçonnée de

L'idéologie coloniale, plus forte que la diplomatie

La France multiplie les gaffes vis-à-vis du Mali.

Déjà, à l'époque du précédent président, pourtant adoubé par la France, Macron s'était signalé en visitant les soldats français sur place sans même faire escale à Bamako ni demander d'autorisation au gouvernement malien. Le président malien avait dû se précipiter pour faire genre « je suis là et j'existe ». Ceci avait beaucoup choqué les Maliens.

Ensuite, quand il s'est agi de négocier la suite de l'opération Barkhane et pendant que la junte avait entamé des pourparlers avec la Russie, la France s'est imaginée qu'il suffisait à l'ambassadeur de se rendre au palais présidentiel pour être reçu. Le président a fait signifier qu'il n'était pas à sa disposition, il fallait d'abord lui demander audience, qu'il accordait ou non à la date qui lui convenait.

Lors du dernier sommet France Afrique, Macron est apparu entouré de jeunes qui ont séduit beaucoup de monde. Tous ces jeunes ont été sélectionnés par la France sans consultation des autorités de leur pays. Depuis quand un sommet étatique consiste à ce que le chef de l'État qui accueille choisisse à la place de ses hôtes qui va venir et à quel niveau ? Vous imaginez Biden convoquant soit disant le G7 mais invitant un humoriste ou un influenceur à la place de Macron ?

Dernière gaffe en date : Macron s'est auto-invité au Mali. Les autorités maliennes ont fait savoir qu'elles n'iraient pas le chercher à l'aéroport, qu'il n'y aurait pas de conversation à huis clos ni de conférence de presse. Finalement, il n'ira pas.

Ce n'est pas en se comportant ostensiblement comme le maître de la colonie que la France a la moindre chance de combattre l'influence grandissante de la Russie.

Sylvie

plusieurs assassinats d'opposants à l'apartheid, Eeben Barlow a monté dès 1989, avant l'arrivée au pouvoir de l'ANC, sa propre société militaire privée, Executive Outcomes qui a ensuite, connu son heure de gloire dans les années 1990. Elle est intervenue avec succès en faveur du régime angolais contre l'UNITA... Rappelons que quelques années auparavant le régime sud-africain aidait l'UNITA de Savimbi contre le régime « marxiste » de Luanda et que donc EO a affronté des forces pro-occidentales que certains de ces membres avaient soutenu quelques années plus tôt ! Puis, c'est l'intervention en Sier-ra Leone, en 1995-96 contre les rebelles du Revolutionary United Front pour rétablir le président Kabbah. Dans les années suivantes, la société disparaît mais ce modèle anglo-saxon de sociétés militaires privées s'est développé avec d'autres sociétés comme Sandlines. Ce qui diffère (un peu) avec le modèle français, c'est que dans un contexte de privatisation de la « sécurité » (des entreprises multinationales et des Etats), ces mercenaires jouent désormais la carte « entrepreneuriale » sans référence idéologique apparente : ils proposent un service « technique » qui s'assume ouvertement et ils s'affichent comme des « professionnels de la guerre » (corporate warriors) sur un marché international qui prend corps à partir de cette époque de la fin de la guerre froide et de la fin de l'apartheid.

Les origines de la société Wagner

À la création de cette société de mercenariat, on trouve d'anciens militaires des forces spéciales qui ont combattu dans des conflits particulièrement meurtriers comme celui de la Tchétchénie ou

dans d'autres républiques du Caucase, dans le contexte de la dislocation de l'URSS. En outre, celle fin de l'URSS a entraîné une réduction drastique des effectifs militaires de cette puissance qui rivalisait pendant plusieurs décennies avec les Etats Unis. C'est dans la guerre du Donbass contre l'Ukraine en 2014 que la société Wagner a commencé à faire son apparition. Ensuite, elle est intervenue en Syrie aux côtés du régime de Bachar El Assad. Sur ce terrain, elle s'est signalée par de nombreuses exactions (tortures, exécutions sommaires) qui ont fait l'objet en 2021 de plaintes déposées par plusieurs ONG à Moscou.

Cette brutalité des méthodes de Wagner qui n'était guère dénoncée dans les media jusqu'à récemment, se situe dans la continuité de la « guerre contre le terrorisme » menée par Poutine notamment en Tchétchénie où celui-ci affirmait vouloir « buter les terroristes jusque dans les chiottes ». Elle va même au-delà puisque parmi les fondateurs de ce groupe, la référence au nazisme est ouvertement assumée avec le nom de Wagner, un compositeur célèbre par l'Allemagne nazie. Dans le même sens, le leader militaire du groupe, Outkine a affiché son admiration pour Hitler ou encore, plus récemment, dans la tablette d'un mercenaire de Wagner retrouvée en Libye figurait un exemplaire de Mein Kampf (BBC, 12 août 2021). Sur ce dernier point on remarquera que ce n'est pas sans rappeler le mercenariat des Français et des Sud-Africains dont le centre de gravité idéologique est aussi clairement à l'extrême-droite.

Wagner en Afrique : en Libye puis en Centrafrique

S'étant fait connaître en Syrie, Wagner va trouver de nouveaux ter-

rains d'exercice en Afrique. Cela a donc été le cas en Libye où ces commandos ont soutenu l'armée nationale libyenne (ANL) du général Haftar, notamment dans son offensive sur la capitale Tripoli en 2019 qui a finalement échoué. Notons au passage qu'en Libye, Wagner combattait du même côté que les forces spéciales françaises, en accord avec leurs alliés régionaux (Égypte, Emirats arabes unis) qui pensaient qu'un dictateur comme Haftar serait plus efficace dans la lutte contre le terrorisme de l'Etat islamique présent en Libye. L'Etat français n'a jamais reconnu cet engagement mais la mort de trois des membres des forces spéciales en 2016 sur le terrain et la découverte de missiles français dans une base abandonnée par les forces de Haftar ne laissent guère de doutes sur la réalité malgré les démentis officiels ...

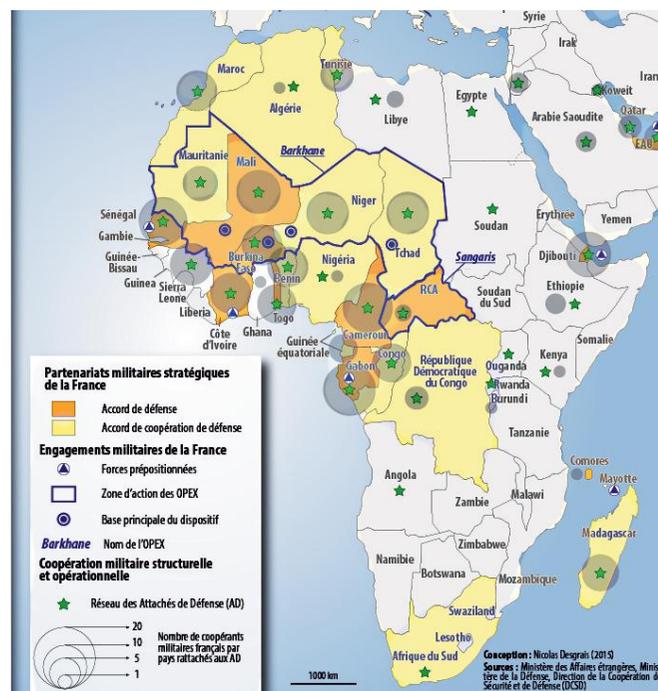
Ensuite, le moment le plus décisif pour la notoriété de Wagner en Afrique a été l'intervention en Centrafrique. Ce pays a été durant des décennies la chasse gardée de l'armée française qui n'avait pas hésité à renverser l'« empereur » Bokassa, officiellement pour avoir réprimé une révolte scolaire dans le sang, mais en réalité pour s'être rapproché de Kadhafi... Durant des années, la France a quasiment gouverné directement le pays avec celui qu'on avait surnommé le « proconsul », le colonel Manton. Par la suite, ont eu lieu des changements de pouvoir, notamment en 2003, avec l'arrivée à la suite d'un coup d'Etat du général Bozizé qui avait chassé son prédécesseur Ange Felix Patassé, alors que lui-même avait été un des

pilliers du régime de Patassé. Pour son accession au pouvoir en 2003, Bozizé a bénéficié du soutien décisif de l'armée tchadienne. Mais dix ans plus tard, l'allié d'hier est devenu son ennemi. Les rebelles « musulmans » de la Seleka soutenus par les Tchadiens, renversent le régime de Bozizé. Avec la création, en face, de milices pro-chrétiennes, les « anti-balakas », on est entré alors dans le scénario d'une guerre civile interconfessionnelle dans un pays où chrétiens et musulmans cohabitaient jusqu'alors en paix. La France intervient alors avec l'opération Sangaris, mais s'avère incapable d'enrayer cette descente aux enfers. Les forces françaises n'interviennent pas quand les Tchadiens se livrent à des exactions contre des civils centrafricains. En outre, les militaires français seront eux-mêmes la cible d'accusations concernant des viols sur mineurs. En 2016, la France se retire en catimini. C'est alors qu'entre en scène Wagner qui, à l'époque, n'était pas encore « diabolisée » par les Français puisque cette intervention de la société russe n'a pas fait pas l'objet de la médiation hostile à laquelle on assiste au

jour d'hui alors qu'on connaissait déjà ses pratiques. Wagner s'implante progressivement et lie son intervention à l'accès à des ressources minières à travers une autre société parallèle Lobaye Invest, dirigée par des proches de Wagner, qui a obtenu l'autorisation d'exploiter une mine d'or. En décembre 2020 lorsque les forces de la Coalition patriotique pour le changement (CPC) dirigée par Bozizé ont failli renverser le régime de Faustin-Angé Touadera, les hommes de Wagner jouent un rôle décisif en repoussant l'offensive de la CPC parvenue jusqu'aux portes de Bangui. Alors que la Centrafrique a été pendant longtemps un des points d'appui de l'impérialisme militaire français en Afrique, désormais ce sont des conseillers militaires russes qui ont pris la place des Français.

Après la Centrafrique, le Mali ?

Contrairement à la Centrafrique arrimée dès l'indépendance au système franc-africain avec la mort accidentelle de son premier président Barthélemy Boganda en 1959, le Mali a été dans les années 1960, avec Modibo Keita un Etat demeuré en dehors



de ce système, adoptant alors sa propre monnaie, le franc malien et en coupant le lien avec la coopération militaire française qui a dû quitter la base militaire de Kati dès 1960. C'est ainsi que bon nombre d'officiers maliens ont été formés dans les pays de l'Est notamment dans l'ex-URSS.

Qui est le terroriste de qui ?

Le Mali accuse la France d'être complice du terrorisme, accusation qui vue d'ici peut surprendre. Quels sont ses arguments ?

Tout d'abord, rappelons que la guerre actuelle au Mali est en grande partie la conséquence de l'intervention militaire en Libye, intervention décidée et réalisée par la France. Des milices touaregs ont alors quitté la Libye lourdement armées pour attaquer le Mali. Nombreux sont les Maliens qui croient qu'en fait c'était un complot contre eux.

L'accord qui présidait à Serval indiquait que la France fournirait une couverture aérienne (le Mali n'a pas de forces aériennes) en appui à l'armée malienne qui recevrait des armes. En fait, la France est intervenue au sol à la place de l'armée malienne, toujours aussi mal armée 9 ans après. Aujourd'hui, en pleine guerre, la France fait tout pour que soit respecté l'embargo sur les armes contre le Mali. A qui cela profite-t-il ? La Russie, elle, a déjà fourni 4 hélicoptères, une centaine d'ambulances, du matériel médical... Avec la lutte contre la corruption, de l'argent revient dans les caisses de l'État qui est utilisé pour l'achat d'armement.

La France a passé un accord avec les touaregs à Kidal qu'elle a interdit d'accès à l'armée malienne. C'est là que les journalistes de RFI ont été assassinés. Même le président ou le 1er ministre devaient demander l'autorisation pour s'y rendre. La rumeur publique prétend que la France y exploite des mines d'or à l'abri des regards. En tous les cas, il y a eu tentatives d'accords séparés dans une région au sous-sol très riche, et avec des forces qui ont toutes eu partie liée avec le djihadisme. Pour beaucoup de Maliens, la France a « nettoyé » le nord mais

préservé Kidal pour conserver un foyer terroriste qui justifie son maintien sur place. De toutes façons, aucun peuple ne peut accepter qu'une armée d'occupation étrangère lui interdise l'accès à une partie de son territoire.

La France a accusé le Mali à mots plus ou moins couverts de ne pas être très net vis-à-vis du terrorisme.

Il faut comprendre que ce que nous appelons ici terrorisme est considéré sur place comme du banditisme. Les « djihadistes » ont autant de motivations de trafics divers que religieuses. Il y a un mélange complexe entre des forces directement liées à Al Qaïda ou Daesh, des bandits armés qui ont fait alliance avec eux, la « question touareg » et une ethnicisation du conflit. Dans des conflits locaux de pouvoir, de maîtrise de l'eau ou de la terre, etc. certains ont fait le choix de milices anti-terroristes et d'autres d'utiliser la terreur qu'inspire le djihadisme. Cette ethnicisation du conflit est beaucoup reprochée à l'ancien pouvoir.

Les militaires ont annoncé vouloir négocier avec les forces maliennes partie prenante du conflit. Pour sortir d'une guerre, il faut soit écraser l'ennemi, ce qui semble largement loupé, soit se rendre, ce qui n'est pas à l'ordre du jour, soit négocier avec lui. Le nouveau pouvoir semble estimer que les enjeux locaux sont négociables (y compris les aspects religieux), ce qui priverait les forces purement djihadistes (ou de banditisme) de leur appui local. C'est donc clairement une divergence politique avec la France (qui « ne négocie pas avec les terroristes », sauf en secret bien sûr).

Sylvie

Dans les années 1990, le dictateur Moussa Traoré qui est resté à la marge du système françafricain, est renversé par la mobilisation populaire. Le Mali fait alors figure de pays-modèle de la démocratisation et du multipartisme. Néanmoins, deux problèmes majeurs vont se poser et miner la stabilité de l'État malien : d'une part, la question touareg au Nord d'une part, et la corruption qui était déjà présente sous la dictature mais qui n'a fait que se développer par la suite.

Quelles que puissent être la légitimité des revendications des Touaregs par rapport à l'État malien, lorsque les indépendantistes du MNLA se sont lancés dans une offensive militaire, avec le soutien tacite de ser-

commet-tent aussi des exactions.

Ainsi, dans ce contexte, la supériorité technique sur le plan militaire des forces françaises associée à la dégradation progressive de la situation des populations au Sahel a fait naître l'idée d'une complicité secrète entre les Français et les djihadistes. Même si cela peut paraître a priori un scénario sans fondement réel, le rejet de la présence des forces françaises est désormais massif dans la population au Mali ainsi que dans les pays voisins. Sans compter le fait que les militaires français ont facilement le doigt sur la gâchette face aux manifestants : leurs « tirs de sommation » ont fait plusieurs morts au Niger à Dera parmi les manifestants qui s'opposaient pacifiquement au passage d'un

rebat les oreilles, est en réalité, le rejet d'un néocolonialisme usé jusqu'à la corde mais dont aucun dirigeant français (de droite comme de gauche) n'a su se débarrasser malgré différents effets d'annonce. Désormais, ces derniers mois, au Mali, au Niger et au Burkina Faso, des manifestations massives ont eu lieu contre cette présence militaire française, ce qui n'était jamais arrivé jusqu'alors. Présenter le rejet de cette présence française, comme le fruit d'une manipulation des réseaux sociaux par des « influenceurs » russes comme on l'a lu et entendu dans la presse française, est alors vraiment ridicule !

Conclusion : La dénonciation de Wagner du côté français et occidental, s'inscrit dans ce contexte d'une concurrence nouvelle sur le marché international des « opérations extérieures » : les effets de Wagner, seulement quelques milliers d'hommes, ne pèsent pas grand-chose par rapport aux capacités de déploiement des armées des puissances française et américaine. Mais face aux fiascos récurrents des puissances occidentales : la France en Afrique et les Etats Unis au Moyen Orient et en Afghanistan, il s'agit en fait de barrer la route à un concurrent qui est en train de tailler des croupières aux anciens maîtres du jeu et d'éviter que ses services deviennent une option possible pour des dirigeants africains « francophones » qui ont compris que la garantie françafricaine de maintien au pouvoir ne fonctionne plus comme autrefois.

De leur côté, certains militants africains, au Mali en particulier, qui réclament cette arrivée des mercenaires russes en lesquels ils voient sans doute des descendants de l'armée soviétique sont dans l'aveuglement le plus complet: Les Russes d'aujourd'hui ne sont pas le « social-impérialisme » décrié par la Chine maoïste du temps de la guerre froide mais il est clair que ces mercenaires de Wagner ne viendront pas pour libérer les pays africains mais pour faire seulement ce qu'il ont appris à faire : tuer des gens présumés être des « ennemis » en faisant quelques « victimes collatérales »... et se faire payer (cher!) pour cela ...

Pascal



manifestation contre l'opération barkhane 2017

vices étrangers dont la France, cela a débouché sur un contrôle du Nord du Mali par des groupes « djihadistes ». En 2013, l'armée française est intervenue à travers l'opération Serval et a été dans un premier temps accueillie en « libératrice ». Mais au fil des années, d'une part l'opération Barkhane s'est enlisée et d'autre part, les « bavures » récurrentes de la force Barkhane, même occultées la plupart du temps par les médias français, ont fini par discréditer cette présence militaire. En outre, huit ans après alors qu'Hollande affirmait au départ que « la France n'a pas vocation à rester au Mali », la force Barkhane est encore présente tandis que la plupart des régions du Mali sont en proie à l'activité de groupes armés, soit des forces liées à l'État islamique au Grand Sahara, soit celles liées au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), et que, par ailleurs, se sont développées des milices « ethniques » souvent soutenues par l'État et qui

convoit Barkhane. Cela s'est passé à l'occasion d'un redéploiement de la force Barkhane vers le Niger alors qu'elle est en difficulté au Mali et également privée de son principal point d'appui au sein du G5 Sahel avec la mort controversée du dictateur tchadien Idriss Deby (tué par des « rebelles » ou par les siens ?).

A cela s'ajoute, l'arrogance incorrigible d'un Macron qui considère toujours — comme ses prédécesseurs d'ailleurs ! — que les États africains ne sont pas des États souverains comme les autres et qu'on peut s'inviter chez eux comme chez des amis... De surcroît, en invitant soi-même d'autres chefs d'État voisins (comme celui du Ghana et du Tchad) ne peut que jeter de l'huile sur le feu. Le « sentiment anti-français » — expression qui rappelle celles d'« éléments anti-français » utilisée par l'administration coloniale pour désigner les militants anticolonialistes — dans les pays africains dont on nous